

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

**LE CONCEPT DE HARCÈLEMENT SEXUEL DANS LES DISCOURS
JURIDIQUES, MÉDIATIQUES ET CITOYENS :
VARIATION DES USAGES ET CHANGEMENT DE SENS**

**MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE DE LA
MAÎTRISE EN LETTRES (COMMUNICATION SOCIALE)**

**PAR
VÉRONIQUE DUROCHER**

DÉCEMBRE 2020

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

« Il est difficile de définir les choses vraies. »

- Gabrielle Roy

Résumé

En octobre 2017, une vague de dénonciations d'inconduites sexuelles sans précédent a balayé le globe, entraînant un grand nombre de discours aussi bien dans les médias traditionnels que sur les médias sociaux. Parmi ces inconduites, le harcèlement fait partie des plus difficiles à appréhender, notamment parce que les personnes accusées s'en défendent souvent en banalisant les gestes posés. Dans le cadre de notre mémoire, notre objectif est de circonscrire les différentes définitions du concept de harcèlement sexuel qui ressortent des discours juridiques, médiatiques et citoyens afin de vérifier si un changement de sens survient lorsque l'expression passe d'un discours à un autre. À partir d'une approche lexicosémantique et pragmatique de l'analyse du discours, nous avons fait émerger les traits définitoires du concept de harcèlement sexuel de ces discours. Une fois les traits définitoires identifiés, nous nous sommes penchée sur le glissement sémantique qui s'opère lorsque le concept de harcèlement sexuel passe des discours spécialisés (juridiques) aux discours courants (médiatiques et citoyens).

Table des matières

Résumé.....	iii
Liste des tableaux.....	vii
Liste des figures.....	vii
Liste des graphiques.....	vii
Remerciements.....	viii
Chapitre 1 Mise en contexte.....	1
1.1 Problématique.....	4
1.2 Objectif et questions de recherche.....	4
Chapitre 2 État de la question et cadre théorique.....	6
2.1 État de la question.....	6
2.1.1 Les définitions lexicographiques.....	7
2.1.2 Les études en sciences sociales.....	11
2.1.3 Le regard juridique.....	12
2.1.4 Les études en linguistique.....	15
2.1.5 La variation dans la perception du harcèlement sexuel.....	16
2.2 Cadre théorique.....	17
2.2.1 La construction et le changement de sens en discours.....	18
Chapitre 3 Démarche méthodologique.....	24
3.1 Corpus.....	24
3.1.1 Corpus de discours juridiques.....	24
3.1.1.1 Lois.....	25
3.1.1.2 Jurisprudence.....	25
3.1.1.3 Politiques institutionnelles.....	26
3.1.2 Corpus de discours médiatiques.....	29
3.1.3 Corpus de discours citoyens.....	33
3.2 Méthode d'analyse.....	34
Chapitre 4 Analyse.....	36
4.1 Discours juridiques.....	36
4.1.1 Lois.....	36
4.1.2 Jurisprudence.....	40
4.1.3 Politiques institutionnelles.....	43
4.1.3.1 Titres.....	43
4.1.3.2 Contexte.....	45

4.1.3.3 Définitions.....	46
4.2 Discours médiatiques	51
4.2.1 Le recours au métalangage.....	54
4.2.2 Le recours à différents procédés stylistiques et argumentatifs.....	56
4.2.2.1 Les procédés stylistiques.....	56
4.2.2.2 Les procédés argumentatifs.....	57
4.2.3 Les mots pour en parler.....	59
4.2.4 Les différentes caractéristiques associées aux conduites	62
4.2.4.1 Le caractère répréhensible.....	63
4.2.4.2 Le caractère continu	64
4.2.4.3 Le caractère non désiré.....	65
4.2.4.4 Le caractère hostile	67
4.2.4.5 Le caractère vexatoire	68
4.2.4.6 Le caractère hiérarchique	68
4.2.4.7 Le caractère genré	70
4.3 Discours citoyens	73
4.3.1 Le recours au métalangage.....	79
4.3.2 Le recours à différents procédés stylistiques et argumentatifs.....	81
4.3.2.1 Les procédés stylistiques.....	82
4.3.2.2 Les procédés argumentatifs.....	83
4.3.3 Les mots pour en parler.....	89
4.3.4 Les différentes caractéristiques associées aux conduites	91
4.3.4.1 Le caractère hiérarchique	92
4.3.4.2 Le caractère répréhensible.....	94
4.3.4.3 Le caractère vexatoire	96
4.3.4.4 Le caractère hostile	97
4.3.4.5 Le caractère non désiré.....	98
4.3.4.6 Le caractère continu	99
4.3.4.7 Le caractère genré	102
4.4 Le glissement sémantique et le changement de sens	106
4.4.1 Les mots pour en parler.....	106
4.4.2 Les différentes caractéristiques associées aux conduites	111
4.4.2.1 Le caractère vexatoire	112
4.4.2.2 Le caractère non désiré.....	113

4.4.2.3 Le caractère continu	114
4.4.2.4 Le caractère hostile	115
4.4.2.5 Le caractère répréhensible.....	116
4.4.2.6 Le caractère hiérarchique	117
4.4.2.7 Le caractère généré	118
4.4.3 D'un discours à l'autre	119
Chapitre 5 Conclusion.....	123
Références	129
Lois, décisions et politiques institutionnelles citées	135
Lois.....	135
Décisions	136
Politiques institutionnelles	136

Liste des tableaux

Tableau 1 : Traits définitoires du harcèlement dans les ouvrages de référence.....	8
Tableau 2 : Particularités des différentes définitions lexicographiques.....	10
Tableau 3 : <i>Harcèlement</i> dans le titre des politiques	44
Tableau 4 : Noyaux des syntagmes définitoires.....	46
Tableau 5 : Syntagmes définitoires avec conduite pour noyau.....	46
Tableau 6 : Syntagmes définitoires avec <i>comportement</i> pour noyau.....	47
Tableau 7 : Traits définitoires émergents des politiques institutionnelles	48
Tableau 8 : Termes définitoires présents dans les discours médiatiques	61
Tableau 9 : Caractéristiques du harcèlement dans les discours médiatiques	72
Tableau 10 : Termes définitoires présents dans les discours citoyens	89
Tableau 11 : Caractéristiques dans les discours citoyens.....	92
Tableau 12 : Termes définitoires dans les différents discours	107
Tableau 13 : Caractères associés aux conduites dans les différents discours	112

Liste des figures

Figure 1 : Gazouillis d'Alyssa Milano (2017)	1
Figure 2 : Utilisation des émojis sur Facebook.....	78

Liste des graphiques

Graphique 1 : Source des politiques institutionnelles	29
Graphique 2 : Répartition mensuelle de la couverture médiatique abordant le harcèlement sexuel.....	32

Remerciements

Mes premiers remerciements vont à ma directrice de recherche, Geneviève Bernard Barbeau, pour son soutien, ses précieux conseils et ses encouragements répétés. Je la remercie également pour les opportunités nombreuses qu'elle m'a offertes et qui m'ont permis de découvrir le monde de la recherche.

Je souhaite aussi remercier Marty Laforest qui, sans peut-être même le savoir, m'a transmis la piqure de la linguistique. Je la remercie de plus pour ses judicieux conseils. Mes remerciements vont aussi à France Aubin pour ses partages sur la recherche et sur la vie de chercheuse. Je les remercie également toutes deux pour les expériences qu'elles m'ont offertes, pour leur soutien et leur confiance, ainsi que pour l'évaluation de ce mémoire.

Ma gratitude va également à Linda de Serres qui m'a initiée au monde de la recherche et de l'animation pédagogique. Je la remercie de ces opportunités et de son soutien à travers les années. Je remercie également Luc Ostiguy pour sa confiance et ses précieux conseils qui m'ont amenée vers la linguistique.

Sur une note plus personnelle, je tiens à remercier ma famille et mes proches pour leur soutien et leur compréhension. Je remercie mes amies de toujours pour leur présence, les fous rires et le réconfort. J'ai une pensée particulière pour mes collègues des cycles supérieurs que je remercie pour les échanges qui ont enrichi mes réflexions et qui m'ont bien souvent rassurée. Enfin, merci à Sam pour son humour, sa patience, son calme légendaire. Ses encouragements m'ont poussée à retourner aux études.

Cette recherche a bénéficié du soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

Chapitre 1

Mise en contexte

En octobre 2017, la presse américaine révèle les inconduites sexuelles du magnat du cinéma hollywoodien Harvey Weinstein (Kantor et Twohey, 2017). S'ensuit une vague de dénonciations à l'échelle mondiale propulsée par le gazouillis de l'actrice américaine Alyssa Milano, publié le 15 octobre 2017, par lequel elle invite les victimes d'agression et de harcèlement sexuels à répondre à l'aide du mot-clic *#MeToo* sur Twitter :



Figure 1 : Gazouillis d'Alyssa Milano (2017)

Bien qu'il s'agisse d'un moment charnière de ce vaste mouvement de dénonciation, il ne s'agit cependant pas de la première utilisation de l'expression *Me Too*, qui avait d'abord été employée en 1996 par la militante afro-américaine Tarana Burke afin de créer une solidarité (voire une sororité) entre les victimes d'agression sexuelle racisées (Fofana, 2018 ; Lalonde, 2017 ; Zacharek, Dockterman et Sweetland Edwards, 2017). À l'automne 2017, les médias sociaux ont néanmoins contribué à élargir la portée du mouvement (tant en ce qui a trait aux actes commis à l'encontre des victimes qu'en ce qui concerne l'origine

des victimes) et à ce qu'il se propage aux quatre coins du globe à travers différents mots-clics, allant de simples traductions (*#MoiAussi*, *#YoTambien*, etc.) à des adaptations (*#BalanceTonPorc*, *#QuellaVoltaChe*, etc.). Peu après, au Québec, des révélations similaires ciblent l'animateur et producteur du petit écran Éric Salvail ainsi que l'homme d'affaires et fondateur du festival *Juste pour rire* Gilbert Rozon, faisant d'eux les figures emblématiques des personnes dénoncées¹. Fin 2017, le magazine *Time* nomme le mouvement des « briseurs de silence » personnalité de l'année, confirmant ainsi l'ampleur du mouvement (Felsenthal, 2017 ; Zacharek, Dockterman et Sweetland Edwards, 2017).

Si cette vague se distingue par le court délai entre les différentes dénonciations et par la notoriété des personnes visées, elle se situe néanmoins dans un vaste courant de dénonciations publiques qui prend de l'ampleur depuis les dernières années². L'expression *inconduites sexuelles*, employée pour décrire les gestes posés, est large et recoupe un spectre d'actes de nature sexuelle. Parmi ces actes, le harcèlement est l'un des plus difficiles à appréhender, notamment parce que les personnes accusées s'en défendent souvent en banalisant les gestes posés : elles se disent charmeuses, sociables, blagueuses et qualifient leurs actes de gestes amicaux et complimenteurs³, ce qui entraîne la confusion,

¹ D'autres personnes publiques ont été dénoncées, mais les cas de Salvail et Rozon sont ceux qui ont occupé – et qui occupent encore aujourd'hui – le plus d'espace médiatique.

² Notons également que le mouvement a connu une résurgence à l'été 2020 avec le partage de témoignages et de listes comportant le nom d'individus dénoncés pour leur conduite inappropriée, qu'ils soient connus ou non (Girard, 2020).

³ C'est le cas de l'ex-député provincial Gerry Sklavounos qui s'est exprimé en conférence de presse après la décision du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) de ne pas déposer des accusations contre lui relativement à des allégations d'inconduites sexuelles : « “J'ai réalisé que oui, Gerry, ça se peut que des fois, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, au party de Noël, dans la salle des députés, ça se peut qu'en essayant d'être drôle et *friendly*, qu'en essayant d'être le petit charmeur en [faisant] un compliment honnête et poli à une collègue au party”, des paroles ont pu déranger. » [...] « “Je réalise aujourd'hui que certaines personnes ne veulent pas avoir ce type de paroles ou d'attention, a-t-il reconnu. Je dis pour ces personnes-là : je suis vraiment désolé si jamais j'ai pu les rendre [mal à l'aise]. Et je serai beaucoup plus prudent et réservé à l'avenir.” » (Bourgault-Côté, Bélair-Cirino et Sioui, 2017). Pour plus d'information sur les discours de repentir public, voir notamment Turbide, Laforest et Vincent (2012).

voire sème un doute, sur la teneur des accusations. Or, en raison du caractère répréhensible du harcèlement, sanctionné par la loi⁴, les discours juridiques sont tout indiqués pour comprendre réellement sa nature et la base sur laquelle il est condamnable. Le harcèlement sexuel n'est pas une infraction prévue au *Code criminel* : seul le harcèlement criminel s'y trouve. Ce dernier implique notamment que la victime craigne « pour sa sécurité ou celle d'une de ses connaissances » (art. 264 (1) du *Code criminel*), critère qui ne s'applique pas nécessairement aux cas de harcèlement sexuel. En contexte de travail, les salariés peuvent se prévaloir des articles 81.18. et suivants de la *Loi sur les normes du travail* s'ils s'estiment victimes de harcèlement psychologique. Certaines institutions (politiques, d'enseignement, etc.) ont aussi prévu des politiques en matière de harcèlement sexuel.

Mais malgré cet encadrement juridique et la terminologie qui lui est propre, les journalistes qui traitent des cas de harcèlement sexuel, comme ça a été le cas dans le cadre du mouvement *#MeToo*, utilisent une panoplie de dénominations pour décrire les actes posés et les personnes responsables. Ces variations donnent à penser que les journalistes tantôt suivent les définitions contenues dans les lois, tantôt s'en distancient. Or, les discours médiatiques ne font pas qu'informer le public, ils influencent sa représentation des événements (Moirand, 2007 ; Turbide, Vincent et Laforest, 2010), ce dont témoignent les discours citoyens qu'ils suscitent. Cet ensemble discursif offre un regard sur les usages linguistiques en cours pour décrire le harcèlement sexuel.

⁴ Il nous est apparu nécessaire de dresser les contours du traitement juridique du harcèlement sexuel dès la mise en contexte de notre étude. Nous y reviendrons plus en détail à la section 4.1.

1.1 Problématique

Nous avons constaté lors d'une étude exploratoire⁵ que certains usagers des médias sociaux réagissant au mouvement *#MeToo* semblent avoir de la difficulté à définir le concept de harcèlement sexuel ou encore qu'ils le définissent différemment de ce qu'il est possible de trouver dans les discours juridiques, d'où le concept est pourtant issu. Considérant que les propos tenus sur les médias sociaux reflètent le discours de certains citoyens et que le discours des citoyens est influencé par le discours tenu dans les médias, nous nous intéressons au possible changement de sens qui s'opère lorsque le concept voyage d'un discours à un autre.

1.2 Objectif et questions de recherche

Notre objectif est de circonscrire les différentes définitions du concept de harcèlement sexuel qui ressortent des discours juridiques, que nous considérons comme des discours spécialisés d'où est issu le concept, ainsi que des discours médiatiques et citoyens produits dans le cadre du mouvement *#MeToo*, que nous considérons comme des discours courants. La comparaison des définitions issues des discours spécialisés à celles issues des discours courants nous permettra ainsi de vérifier si un glissement sémantique s'opère lorsque l'expression passe d'un discours à un autre.

Dans le cadre de ce mémoire, nous tâcherons de répondre aux questions suivantes :

- 1) Quels sont les traits définitoires du harcèlement sexuel dans les discours juridiques, médiatiques et citoyens?
- 2) Ces traits diffèrent-ils selon ces discours et si oui, de quelle manière?

⁵ Cette étude a été menée dans le cadre du séminaire de recherche *COM6010 – Communication et culture sociale* à l'hiver 2018 et a fait l'objet d'un article (Durocher, à paraître).

- 3) Le sens donné à l'expression *harcèlement sexuel* est-il plus ou moins restreint dans un de ces discours?

La réponse à ces questions nous amènera à déterminer s'il y a, ou non, un changement de sens lorsqu'il est question de harcèlement dans les différents discours.

Notre mémoire se divise en 5 chapitres. À la suite de ce premier chapitre de mise en contexte, le deuxième chapitre sera consacré à l'état de la question, où nous présenterons les travaux qui portent sur le harcèlement sexuel, et au cadre théorique, où nous nous intéresserons à la définition et au glissement sémantique. Nous poursuivrons au chapitre 3 avec la démarche méthodologique. Le chapitre suivant sera consacré à l'analyse des discours juridiques, médiatiques et citoyens qui composent notre corpus ainsi qu'à celle des glissements sémantiques qui s'opèrent d'un discours à un autre. Nous terminerons ce mémoire en revenant sur les principales conclusions et sur les limites de l'analyse. Nous évoquerons également certaines pistes de réflexion.

Chapitre 2

État de la question et cadre théorique

2.1 État de la question

Bien qu'encore récent, le mouvement *#MeToo* a déjà fait l'objet d'un certain nombre de travaux scientifiques⁶, notamment dans l'objectif que le mouvement ne soit pas cantonné à Hollywood. Ainsi, Airey (2018) s'est penchée sur des cas d'inconduites sexuelles dans le monde académique et dans ses sphères féministes ; Levine (2018) dans le monde des services ; Holroyd-Leduc et Straus (2018) ainsi que Walsh et Gates (2018) dans le monde médical – tant dans la formation que dans la profession même. Une équipe de pédiatres américains souhaite aussi que l'attention qui a été portée aux victimes adultes s'étende aux victimes mineures (Agathis, Payne et Raphael, 2018). Mais compte tenu de la récence du mouvement *#MeToo*, peu d'autres travaux y ont été consacrés. Qui plus est, notre recherche ne porte pas sur le mouvement *#MeToo* en tant que tel. Ce dernier a cependant créé un terreau fertile à la production de discours sur le harcèlement sexuel. Pour cette raison, l'état de la question que nous présentons ici porte principalement sur le concept de harcèlement sexuel et sur celui, plus englobant, de harcèlement.

En ce qui a trait plus particulièrement au harcèlement sexuel, les situations ainsi qualifiées ont d'abord été nommées aux États-Unis en 1975 sous l'appellation *sexual harassment* (Le Magueresse, 2014 ; Mansbridge et Flaster, 2005), ce qui a fait dire à certains que « [s]exual harassment is a problem with a long past but a short history »

⁶ Pensons, entre autres à la tenue du colloque *La justice à l'ère du #MoiAussi* a eu lieu à Longueuil en mai 2019 et au numéro d'octobre 2019 du *Journal of Communication Inquiry* consacré au mouvement.

(American Psychological Association, 1993, p. 3, cité dans Rotundo, Nguyen et Sackett, 2001, p. 919). Depuis, le harcèlement sexuel a fait l'objet de recherches dans des domaines aussi variés que la psychologie, la sociologie, le droit et, plus rarement, la linguistique. Mais, avant de nous pencher sur les écrits scientifiques portant sur le harcèlement sexuel, il nous apparaît d'abord nécessaire d'aller voir du côté des ouvrages de référence afin de voir comment les différents mots composant la locution sont définis par les lexicographes.

2.1.1 Les définitions lexicographiques

Pour le substantif *harcèlement*, le *Trésor de la langue française informatisé (TLFi)* renvoie au verbe *harceler* puisqu'il en est l'action. Le verbe *harceler* est défini comme le fait de

2. Harceler qqn

a) Fatiguer quelqu'un par des demandes, des questions, des prières, des sollicitations, des attentions réitérées.

Il faut se rendre à l'entrée de l'adjectif *sexuel* pour qu'il soit question de la locution *harcèlement sexuel*. Cette dernière s'y trouve côte à côte avec celle de l'*asservissement sexuel* et toutes deux font référence au « [f]ait d'être, pour la femme, dominée par l'homme⁷, en butte à ses assiduités importunes, sur le plan des rapports physiques ». Ces deux locutions sont accompagnées de la marque « [d]ans le lang[age] des féministes », rarement rencontrée dans les dictionnaires.

Dans *Le Grand Robert de la langue française (GRlf)*, à l'entrée *harcèlement*, plusieurs types de harcèlement sont définis, dont le harcèlement sexuel :

2 Le fait de harceler (psychologiquement). — (Calque de l'angl. sexual harassment).
Harcèlement sexuel : fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle qui portent atteinte à sa dignité ou d'user de pression

⁷ Cette vision genrée, si elle peut surprendre, reste mobilisée dans certains discours courants comme nous le verrons au chapitre 4.

pour obtenir un acte de nature sexuelle (délict). — Harcèlement de rue : fait d'aborder qqn avec insistance ou de le harceler verbalement dans un espace public. — (1998). Harcèlement moral : conduite abusive (humiliations, menaces...) exercée de manière insidieuse et répétée par une personne sur une autre, pour la déstabiliser (au travail, dans un couple...). « Le Harcèlement moral : la violence perverse au quotidien », ouvrage de M.-F. Hirigoyen (1998). Harcèlement moral comme cause de divorce. Harcèlement moral au travail. Harcèlement professionnel.

Il en va de même pour les dictionnaires *Usito* et *Larousse* qui ont des sous-entrées pour *harcèlement sexuel* et *harcèlement psychologique* ou *harcèlement moral* :

– **harcèlement sexuel** : comportement à connotation sexuelle, se manifestant par des paroles, des actes ou des gestes, répétés, hostiles ou non désirés, en vue d'obtenir des faveurs sexuelles ou afin de ridiculiser les caractéristiques sexuelles d'une personne ou de l'humilier, en portant atteinte à sa dignité ou à son intégrité physique ou psychologique. – **Q/C harcèlement psychologique** ou **F/E harcèlement moral** : conduite vexatoire et répétée, se manifestant, entre autres, par des paroles, des gestes ou des actes, répétés, hostiles ou non désirés, visant à porter atteinte à la dignité ou à l'intégrité physique ou psychologique d'une autre personne (subordonné, collègue, etc.). (*Usito*)
Action de harceler : Attaques de harcèlement.

Harcèlement moral, agissements malveillants et répétés à l'égard d'un subordonné ou d'un collègue, en vue de dégrader ses conditions de travail et de le déstabiliser.

Harcèlement sexuel, fait d'abuser de l'autorité conférée par des fonctions de travail pour tenter d'obtenir une faveur sexuelle par contrainte, ordre ou pression. (*Larousse*)

En comparant ces différentes définitions, il est possible de faire certains recoupements en ce qui concerne les traits définitoires du harcèlement qu'elles contiennent :

Tableau 1 : Traits définitoires du harcèlement dans les ouvrages de référence

Ouvrages Traits définitoires	Caractère répétitif	Caractère non désiré	Caractère hiérarchique	Caractère vexatoire	Caractère hostile
<i>Trésor de la langue française informatisé</i>	X	X	X		X
<i>Le Grand Robert de la langue française</i>	X	X		X	X
<i>Usito</i>	X	X	X	X	X
<i>Larousse</i>	X	X	X		X

Le *TLFi*, Le *GRIf* et *Usito* s'entendent sur le caractère répétitif du harcèlement, alors que le *Larousse* fournit ce caractère pour le harcèlement moral, mais est muet à ce sujet pour le harcèlement sexuel. La définition fournie par le *Larousse* se distingue également de celles des autres ouvrages de référence puisqu'elle inscrit le harcèlement sexuel dans un

contexte de travail tout en y ajoutant un aspect hiérarchique en précisant qu'il s'agit d'un abus d'autorité. Le caractère hiérarchique est aussi présent dans les définitions d'*Usito* et du *TLFi*. Dans la définition du *GRIf*, il est aussi question du contexte professionnel, mais simplement en tant que contexte possible parmi d'autres (« Harcèlement moral au travail. Harcèlement professionnel. »).

Toutes les définitions font également état du caractère non désiré du harcèlement sexuel en ayant recours à différentes formulations (« non désirés », « imposer », « par contrainte, ordre ou pression »). Il est aussi question de l'atteinte à la dignité de la personne harcelée dans les définitions du *GRIf* et d'*Usito*. Nous considérons l'atteinte à la dignité comme une manifestation du caractère vexatoire⁸.

Certaines précisions se dégagent aussi des différentes définitions, que ce soit quant aux termes utilisés pour nommer les actes qualifiés de harcèlement sexuel, aux caractéristiques de la victime ou encore aux objectifs prêtés au harceleur, sans qu'il ne s'agisse à proprement parler de traits définitoires :

⁸ Nous reviendrons plus précisément sur l'atteinte à la dignité à l'intérieur du caractère vexatoire à la section 4.1.3.3.

Tableau 2 : Particularités des différentes définitions lexicographiques

Ouvrages de référence	Nature du comportement	Victimes	Objectifs du harceleur
<i>Trésor de la langue française informatisé</i>	« des demandes, des questions, des prières, des sollicitations, des attentions »	la femme	« [dominer la femme] en butte à [d]es assiduités importunes, sur le plan des rapports physiques »
<i>Le Grand Robert de la langue française</i>	des « propos ou comportements »	une personne	« porte[r] atteinte à sa dignité ou [...] user de pression pour obtenir un acte de nature sexuelle »
<i>Usito</i>	un « comportement [...] se manifestant par paroles, des actes ou des gestes »	une personne	« en vue d'obtenir des faveurs sexuelles ou afin de ridiculiser les caractéristiques sexuelles d'une personne ou de l'humilier, en portant atteinte à sa dignité ou à son intégrité physique ou psychologique »
<i>Larousse</i>	« agissements »	une personne subordonnée en contexte de travail	« obtenir une faveur sexuelle »

Les définitions du *GRIf* et d'*Usito* ne restreignent pas le harcèlement à un contexte ou à des individus en particulier, référant très largement à la victime avec l'expression générique *une personne*. La définition du *TLFi*, pour sa part, intègre une composante genrée au harcèlement sexuel, lequel est une domination de la femme par l'homme. Celle du *Larousse* ressemble à des définitions juridiques, comme celle de la *Loi sur les normes du travail*, dans le sens où l'appellation *harcèlement sexuel* est restreinte au cas d'abus d'autorité en contexte de travail.

En ce qui a trait aux objectifs du harceleur, les définitions du *Larousse* et du *TLFi* sont plutôt réductrices puisqu'elles ne mentionnent que l'obtention de faveurs sexuelles. Les définitions du *GDIf* et d'*Usito* sont plus larges et incluent en plus l'atteinte à la dignité de la personne harcelée et même le but de « ridiculiser les caractéristiques sexuelles d'une personne ou de l'humilier » dans le cas de la définition d'*Usito*.

2.1.2 Les études en sciences sociales

Les chercheurs en sciences sociales s'intéressent autant au phénomène du harcèlement sexuel qu'à ses conséquences sur les victimes ou encore à la façon dont les situations harcelantes sont perçues par différents groupes. Chahraoui (2015) s'intéresse aux conséquences psychologiques du harcèlement sexuel sur la victime comme les traumatismes entraînant la destruction de la personne et une désorganisation tant de la personnalité que de la pensée, alors que MacKinnon (1979) étudie les répercussions sur la situation financière, légale, économique et psychologique de la victime. Dans son ouvrage phare en matière de harcèlement, la psychiatre Marie-France Hirigoyen (2003) brosse un portrait du harcèlement moral à travers des exemples cliniques dans les sphères du travail, de la famille et du couple. Parmi les différents types de harcèlement moral, le harcèlement sexuel est dépeint comme celui dont il est le plus souvent question tant dans les médias que dans les milieux de travail. Hirigoyen dresse une liste des différents types de harcèlement sexuel : harcèlement de genre, comportement séducteur, chantage sexuel, attention sexuelle non désirée, imposition sexuelle et assaut sexuel. En contexte de travail, il est possible de distinguer deux formes principales de harcèlement sexuel : le harcèlement *quid pro quo* – aussi qualifié de harcèlement donnant-donnant ou de chantage au travail – et le « harcèlement résultant du milieu de travail hostile » (décision Dhawan, p. 17⁹) Le harcèlement *quid pro quo* survient lorsqu'une personne est sexuellement sollicitée soit contre la promesse d'une récompense, soit sous la menace de conséquences négatives (Dillon, Adair et Brase, 2015 ; Frazier, Cochran et Olson, 1995).

⁹ La Commission des droits de la personne du Québec c. Dhawan, 1995 CanLII 11 (QC TDP).

2.1.3 Le regard juridique

La clarté des définitions juridiques contenues dans des lois ou des politiques institutionnelles revêt une grande importance. À cet égard, dans sa revue des luttes féministes ayant mené à la reconnaissance législative du harcèlement sexuel, Le Magueresse évoque que « [l]’efficacité d’une loi dépend, d’une part, de la qualité de sa rédaction [...] et, d’autre part, de sa réception par les acteurs et actrices de la chaîne pénale (du dépôt de plainte au jugement) » (Le Magueresse, 2014, p. 128). Le cas de l’abrogation, en 2012, de l’article 222-33 du *Code pénal* français¹⁰ par le Conseil constitutionnel sous prétexte qu’il « n’était pas suffisamment “précis pour que l’on sache ce que l’on peut faire ou ne pas faire” » (Le Magueresse, 2014, p. 132) le montre bien. Cette abrogation a eu pour effet d’annuler les procédures en cours qui évoquaient cet article, allant ainsi à l’encontre des droits fondamentaux des plaignants (Le Magueresse, 2014).

Si la revue de Le Magueresse (2014) permet de cerner l’importance de l’adoption d’une définition complète et précise à l’intérieur des textes de loi en général, elle porte plus spécifiquement sur la législation française. Or, il importe de faire une distinction entre la France et le Canada sur le plan juridique. D’une part, parce que dans le premier cas, il s’agit d’une juridiction de droit civil alors que, dans le second, il s’agit d’une juridiction mixte où, bien que la province du Québec soit de tradition civiliste en matière de droit privé, la *common law* s’applique en droit pénal dans l’ensemble du pays. D’autre part, parce que le harcèlement sexuel est un délit sanctionné au Code pénal français (Le Magueresse, 2014), alors qu’en droit canadien, il est cantonné au droit du travail (Lippel et Demers, 2000).

¹⁰ Article 222-33 du *Code pénal* (France), au moment de son abrogation le 5 mai 2012 : « Le fait de harceler autrui dans le but d’obtenir des faveurs de nature sexuelle est puni d’un an d’emprisonnement et de 15000 euros d’amende. »

Pour notre part, nous nous en tiendrons au harcèlement en droit canadien, sur lequel portent plusieurs travaux. Ainsi, Santerre (2013) s'est intéressée au fouillis jurisprudentiel entourant le concept de harcèlement criminel, sans se pencher précisément sur le harcèlement sexuel. Drapeau (1991) brosse pour sa part un portrait des différentes définitions du harcèlement sexuel présentes dans la jurisprudence et les législations canadiennes, à la suite de quoi il propose la définition synthèse suivante :

toute conduite à connotation sexuelle, non désirée, tant verbale que physique, généralement répétée, de nature à causer un effet défavorable sur le milieu de travail ou d'études de la victime, à entraîner des conséquences préjudiciables en matière d'emploi ou d'études ou à porter atteinte à l'intégrité physique ou psychologique de la personne ou à sa dignité (Drapeau, 1991, p. 86-87).

Or, le droit n'est pas statique et d'autres définitions sont apparues dans le paysage juridique québécois depuis la synthèse de Drapeau. Le premier changement majeur est l'ajout des articles 81.18 et suivants de la *Loi sur les normes du travail* le 1^{er} juin 2004¹¹, portant sur le harcèlement psychologique¹², qui inclut le harcèlement sexuel.

Plusieurs auteurs se sont alors penchés sur l'application de l'article 81.18, et donc sur le harcèlement psychologique (Bourgault, 2006 ; Cliche *et al.*, 2005 ; Lippel, 2005). La *Loi sur les normes du travail* a de nouveau été modifiée en juin 2018, avec l'ajout d'une précision à l'article 81.18, concernant le harcèlement sexuel¹³ : « Pour plus de précision,

¹¹ Ces ajouts découlent de l'adoption de la *Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives* (2002, c. 80), et plus particulièrement de son article 47.

¹² La définition du harcèlement psychologique contenue à l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail* est similaire – en partie – à la définition française du harcèlement moral, pour laquelle Lippel (2005) soutient que le législateur français a tiré son inspiration de l'ouvrage d'Hirigoyen (2003).

¹³ Cette modification découle de l'adoption de la *Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail* (2018, c. 21), et plus particulièrement de son article 33.

le harcèlement psychologique comprend une telle conduite lorsqu'elle se manifeste par de telles paroles, de tels actes ou de tels gestes **à caractère sexuel**¹⁴. »

En 2015, les Forces armées canadiennes (FAC) ont commandé un examen de la situation des inconduites sexuelles au sein de leur organisation (Deschamps, 2015). L'examinatrice arrive à la conclusion que la définition contenue dans la politique interne des FAC est trop restrictive, ce qui empêche la qualification d'actes qui seraient considérés comme étant du harcèlement sexuel à l'extérieur des FAC. Selon la politique des FAC faisant l'objet de l'examen,

il faut que les cinq critères ci-dessous soient remplis avant que l'on puisse conclure au harcèlement :

- 1) le comportement doit être inopportun ;
- 2) le comportement doit être adressé à une ou plusieurs personnes ;
- 3) le comportement doit être injurieux pour une ou plusieurs personnes ;
- 4) l'accusé devait savoir ou aurait raisonnablement dû savoir que le comportement pouvait offenser ou causer préjudice ;
- 5) le comportement doit avoir eu lieu en milieu de travail. (Deschamps, 2015, p. 36)

Cette définition est plus restrictive que celle prévue par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Janzen c. Platy Enterprises Ltd.* dans la mesure où elle comporte un plus grand nombre de critères¹⁵. Qui plus est, le seuil des critères prévus y est également plus élevé. Cette définition trop restreinte alimente la perception selon laquelle les FAC ne se préoccupent pas des situations d'inconduites sexuelles.

¹⁴ Dans l'ensemble des citations de ce mémoire, nous avons utilisé le caractère gras afin de mettre l'accent sur certains passages. Les autres formes de mise en relief, par exemple le soulignement, sont le fait des auteurs cités.

¹⁵ Dans l'arrêt *Janzen c. Platy Enterprises Ltd.*, la Cour suprême définit le harcèlement sexuel au travail comme étant « une conduite de **nature sexuelle non sollicitée** qui a un **effet défavorable sur le milieu de travail** ou qui a des **conséquences préjudiciables en matière d'emploi pour les victimes de harcèlement** » (s. p.).

2.1.4 Les études en linguistique

Dans *Representing Rape: Language and sexual consent*, ouvrage de linguistique légale traitant des crimes de nature sexuelle, Ehrlich (2001) aborde brièvement le harcèlement sexuel à la lumière des principes de coopération gricéens et des implicatures (Grice, 1975). Ainsi, Ehrlich (2001) postule que les femmes ont davantage tendance à considérer des comportements sexuels comme étant harcelants :

That is, while there is much variation among women as to the kinds of behaviour they believe constitutes sexual harassment, it is nonetheless the case that sexual harassment is a term used substantially more by women to describe their experiences than by men (2001, p. 138).

Cette constatation pose problème dans la mesure où les tribunaux canadiens et américains utilisent le critère de la *personne raisonnable* afin de déterminer si une personne normale trouverait que des propos ou des actes sont déplacés ou offensants. C'est aussi dans cette optique que certains suggèrent plutôt l'utilisation du critère de la *femme raisonnable* (Ehrlich, 2001 ; Rotundo, Nguyen et Sackett, 2001).

Bernard, Glady et Mathieu (2010), dans une perspective au confluent de la sociologie, de la linguistique et de la psychologie, s'intéressent aux expressions utilisées par les parties patronales et syndicales lorsqu'il est question de pathologies du travail. Si les premiers tentent de restreindre le nombre de cas reconnus comme étant du harcèlement moral en se cantonnant à la définition juridique, les seconds estiment que le référent auquel renvoie la définition n'est pas concret et souhaitent une recatégorisation du harcèlement moral qui serait plus axé sur la souffrance vécue par les salariés que sur les gestes posés par le harceleur.

Pour leur part, Mansbridge et Flaster (2005) se sont intéressés à l'évolution dans l'usage de termes issus de l'innovation linguistique féministe dans le *New York Times* de

1851 – début de l’archivage de ce journal – à 1999. Parmi ceux-ci se trouve le terme *sexual harassment*. Leur étude montre que bien que le terme soit apparu pour la première fois dans le journal en 1975, son utilisation a connu son apogée dans la décennie 1990, parallèlement à l’émergence des premières causes d’importance devant les tribunaux américains en matière de harcèlement sexuel (Mansbridge et Flaster, 2005).

2.1.5 La variation dans la perception du harcèlement sexuel

Un constat émerge de différentes recherches : le concept de harcèlement – et par le fait même celui de harcèlement sexuel – n’est pas défini de la même façon par tous les individus. Ces variations entre les différentes définitions peuvent être expliquées en partie par la part de subjectivité dans la perception des comportements considérés comme étant du harcèlement. Santerre parle ainsi « d’un double volet objectif et subjectif » (Santerre, 2013, p. 202) :

d’un côté, un ensemble d’actes, de gestes et d’attitudes dûment observables, et de l’autre, une évaluation de la conduite au regard des « perceptions sociales et [des] croyances [de ceux qui] l’évaluent et la qualifient selon des registres de gravité socialement partagés » (Fisher, 2003, p. 13). Les différences entre chaque individu, même minimes, peuvent engendrer de sérieux désaccords ainsi que des interprétations divergentes.

Dans cette optique, des chercheurs se sont d’ailleurs intéressés aux perceptions que les gens se font des gestes pouvant être qualifiés de harcèlement sexuel. Par exemple, dans une méta-analyse portant sur les différences de perception du harcèlement sexuel selon le genre des individus, Rotundo et ses collaborateurs (2001) ont montré que le type de comportement a un effet sur les perceptions. Ainsi, tant les hommes que les femmes sont en grande partie d’accord pour dire que la sexualité par la coercition et les propositions de nature sexuelle non sollicitées constituent du harcèlement sexuel. Ils sont moins d’accord

lorsqu'il est question de blagues basées sur des stéréotypes sexuels ou des demandes répétées de rendez-vous galant (Rotundo, Nguyen et Sackett, 2001).

Ce survol des différentes définitions lexicographiques et des études juridiques, psychologiques et linguistiques portant sur le harcèlement et le harcèlement sexuel permet de constater qu'il existe un certain flou autour de la question du harcèlement sexuel. Ce flou confirme l'importance de se pencher sur les différentes définitions qui coexistent dans les discours juridiques, médiatiques et citoyens.

2.2 Cadre théorique

Puisque nous nous intéressons aux changements sémantiques du concept de harcèlement sexuel à travers les discours, l'analyse du discours nous apparaît être l'approche la plus appropriée pour aborder notre objet de recherche. Le domaine de l'analyse de discours se trouve au carrefour de différentes disciplines, ce qui en fait un champ d'analyse vaste qui peut être défini de bien des façons¹⁶ (Amossy et Koren, 2008), raison pour laquelle il est fondamental de préciser le cadre dans lequel notre analyse se situera. Plus précisément, notre projet s'inscrit dans une approche lexicosémantique et pragmatique de l'analyse du discours. D'une part lexicosémantique, puisque nous nous intéressons au lexique utilisé, mais surtout au sens qui s'en dégage en contexte. D'autre part pragmatique, puisque nous nous intéressons aux actions qui s'opèrent par la parole et aux implicites et non-dits qui s'en dégagent et qui, ensemble, constituent le message du locuteur. Dans cette approche, les discours ne peuvent être analysés sans qu'une attention soit portée à différents paramètres d'énonciation comme le locuteur (qui produit

¹⁶ Pour un historique de l'analyse de discours et du lien qu'elle entretient avec d'autres disciplines, nous renvoyons notamment à Maingueneau (2005).

l'énoncé?), son allocutaire (à qui l'énoncé est-il adressé?), le médium (l'énoncé est-il produit à l'oral – en personne, au téléphone? – ou écrit – dans un journal, sur un média socionumérique?) et le contexte social (situation formelle ou informelle?).

2.2.1 La construction et le changement de sens en discours

Loin d'être cantonné aux ouvrages de référence, le sens peut émerger des discours. Il est sous-entendu dans les termes choisis pour nommer les êtres, les choses, les concepts, les événements, etc. Or, « dès lors [...] que les mots ne sont pas les noms-miroirs des choses préstructurées, la nomination participe d'une construction de la réalité » (Authier-Revuz, 2013 [1995], p. 478). Par ailleurs, l'acte de nommer montre aussi le point de vue du nominateur. C'est ce que Siblot (2001) qualifie de « dialogisme de la nomination », en reprenant le concept de dialogisme de Bakhtine :

Chaque mot, nous le savons, se présente comme une arène en réduction où s'entrecroisent et luttent les accents sociaux à orientation contradictoire. Le mot s'avère, dans la bouche de l'individu, le produit de l'interaction vivante des forces sociales (Bakhtine, 1977 [1929], p. 67).

Qui plus est, plusieurs paramètres peuvent influencer le sens que l'on perçoit d'un usage linguistique, notamment l'âge, la communauté linguistique, l'époque, etc. Pour notre part, nous nous intéresserons plus spécifiquement à l'un des facteurs qui entraînent le changement de sens, soit la déspecialisation.

Plusieurs auteurs se sont intéressés aux changements sémantiques qui s'opèrent lorsqu'un terme passe de discours spécialisés aux discours courants, notamment en psychiatrie (Doury et Mansier, 2015 ; Rouillard, 2016), en santé (Moirand, 2007) et en génétique (Reboul-Touré, 2000 ; Vogh et Courbon, 2016). Ces auteurs ont montré qu'un tel passage entraîne presque systématiquement une évolution sémantique : ajout d'un sens

nouveau, perte d'un trait sémantique, modification des connotations associées au terme, etc.

Cette évolution sémantique est d'autant plus marquée lorsque le concept dont il est question renvoie à une « entité a-référentielle¹⁷ » comme un problème public (Calabrese, 2015). Pour Neveu (2015), un problème public est une situation dépeinte comme problématique par des individus, puis prise comme cheval de bataille afin qu'elle devienne « objet de préoccupation et de débat, éventuellement d'action publique » (Neveu, 2015, p. 7). Lorsque les journalistes couvrent un problème public, la tâche de nommer la situation leur revient bien souvent. Or, les lecteurs perçoivent parfois un « décalage entre signifiant et signifié (le nom ne correspond pas au concept), mais également entre sens et référent (le concept ne correspond pas au phénomène social) » (Calabrese, 2015, p. 92). Dans ces cas, l'acte de nommer est plus perceptible pour les lecteurs, certains d'entre eux revendiquant alors une reformulation (Calabrese, 2015). Pour la même raison, l'évolution sémantique revêt aussi une importance particulière dans les discours polémiques où des locuteurs utilisent un même terme en mobilisant toutefois des sens différents – pensons notamment aux études de Calabrese sur l'usage des termes *islamophobie* (2015) ou *migrant* (2018).

Bernard Barbeau (2012) a pour sa part fait émerger les traits définitoires du concept de *bashing*, forme particulière de dénigrement, à partir d'un corpus de discours médiatiques où le mot était employé. Ces traits, ou composantes de sens, permettent de reconstruire les différentes définitions qui émergent des discours. Autrement dit, accéder à la façon dont

¹⁷ Outre les problèmes publics, Calabrese considère également « l'événement médiatique comme une entité a-référentielle dans la mesure où il constitue une *construction sociale* et non un objet discret. Non seulement il n'est pas disponible tel quel avant l'acte de nomination, mais il n'est pas *immédiatement* disponible et perceptible » (Calabrese Steimberg, 2012, p. 31-32 référant à Calabrese 2010).

les gens définissent un concept permet d'accéder à la représentation qu'ils s'en font et donc à leur propre définition. « [L]a définition constitue [...] un phénomène global qui articule une activité finalisée avec les types d'énoncés qui la réalisent et avec les représentations métalinguistiques qu'ils véhiculent » (Riegel, 1987, p. 32). Il est possible de distinguer

la *définition naturelle*, qui « est non seulement une définition d'objets naturels, mais encore une définition formulée par les locuteurs eux-mêmes et non par le technicien qu'est le lexicographe » [...] de la *définition conventionnelle*, qui « vient d'une activité prescriptive ou, si l'on préfère, stipulatoire » (Martin, 1990, p. 87 cité par Cusin-Berche, 2002, p. 157).

Les définitions naturelles revêtent leur importance puisque « le sens du mot ne s'arrête pas à sa définition de dictionnaire, mais la déborde largement, car il se construit sur des représentations sociales changeantes » (Calabrese, 2018, p. 119). Elles sont fréquentes dans ce que Husson (2020) appelle *activité définitoire folk*, qui s'oppose à l'activité définitoire savante. Les discours spécialisés ont tendance à être plutôt composés de définitions dites conventionnelles, c'est-à-dire de définitions stipulatoires, fixées par convention où des spécialistes d'un domaine viennent fixer le sens de concepts (Martin, 1990). Par exemple, dans des lois ou dans la jurisprudence, le concept de harcèlement sexuel est généralement défini au moyen d'une définition conventionnelle, puisque l'objectif du législateur ou du juge est de définir explicitement le concept pour éviter des interprétations divergentes. Il se peut toutefois que la jurisprudence contienne à l'occasion des définitions naturelles si un juge se lance dans d'autres types d'explications. Les discours courants – médiatiques et citoyens, en ce qui nous concerne – sont majoritairement constitués de définitions naturelles. Ces dernières sont caractérisées par une variété de marqueurs métadiscursifs que Cusin-Berche (2002) qualifie de modes opératoires.

Parmi ceux-ci, le plus explicite est le fait d'accompagner un concept de marques typographiques (guillemets, tirets, etc.) ou d'énoncés métalinguistiques (par exemple, *c'est-à-dire* ou *autrement dit*¹⁸) afin de souligner que ce concept est défini ou du moins précisé (Calabrese, 2013, 2018 ; Niklas-Salminen, 2010 ; Steuckardt, 2006). La copule *être* peut aussi agir comme marqueur métalinguistique dans les formules de type *X est Y* en établissant une relation d'équivalence entre les deux éléments (Husson, 2020 ; Sambre, 2007). Les commentaires métalinguistiques sont également une façon de signifier au lecteur qu'il s'agit d'un « mot qui ne va pas de soi » (Authier-Revuz, 2013 [1995]) et qu'il est donc important de le définir pour éviter des problèmes d'interprétation. Ces commentaires permettent donc « d'observer les attitudes du locuteur à la fois envers c[e] mo[t] et envers l[e] concep[t] qu'i[l] représent[e] » (Niklas-Salminen, 2010, en ligne). De tels commentaires permettent au locuteur de « préciser un sens nouveau d'un mot déjà connu, [d']en spécifier une utilisation particulière ou [d']en délimiter les acceptions » (Niklas-Salminen, 2010, en ligne).

À l'occasion, les locuteurs fournissent des traits définitoires à l'aide de présupposés. Ducrot décrit ces derniers comme

une évidence, [...] un cadre incontestable où la conversation doit nécessairement s'inscrire, comme un élément de l'univers du discours. En introduisant une idée sous forme de présupposé, je fais comme si mon interlocuteur et moi-même nous ne pouvions faire autrement que de l'accepter (1969, p. 35).

Ainsi, le simple fait d'affirmer quelque chose peut fournir des éléments de définition. Les présupposés font appel à la pragmatique, raison pour laquelle nous avons décidé d'opter pour le concept de trait définitoire, plus large que celui de trait sémantique (Lyons, 1977 ;

¹⁸ Pour plus de précisions sur les gloses de spécification du sens, nous vous renvoyons notamment à Julia (2001) et à Niklas-Salminen (2010).

Pottier, 1974) utilisé en analyse sémique ou componentielle et qui est restreint aux sèmes présents dans le lexique sans considération du contexte d'énonciation (Polguère, 2003).

Dans d'autres cas, la définition est sous-entendue dans l'argumentation du locuteur. C'est le cas lorsqu'il recourt à des exemples du concept qu'il cherche à définir. Ces exemples « permett[ent] de comprendre le sens par analogie (Traverso et Greco, 2016, p. 10). Il peut également utiliser des formules comme « c'est X, parce que Y », où X est le concept à définir et Y est l'argument (Bernard Barbeau, 2014 ; Doury et Mansier, 2015). Ainsi, les définitions qui « expriment une prise de position, favorable ou défavorable, vis-à-vis de l'objet défini » (Plantin, 2005, p. 53-54) permettent donc de mieux dresser le portrait du phénomène. Ce serait le cas, par exemple, des discours contenant une affirmation de type « je trouve que c'est du harcèlement sexuel parce que c'est offensant », où le trait « caractère offensant » émerge. Il s'agit alors d'une argumentation qui fonde une catégorisation (Plantin, 2016). Il est à noter que les définitions peuvent se trouver au cœur d'argumentations puisqu'elles constituent parfois l'objet de discorde (Doury et Micheli, 2016 ; Plantin, 1990). C'est le cas notamment avec les définitions de *personne* et de *vie humaine* dans les débats constitutionnels sur l'avortement sur lesquels s'est penché Schiappa (2000).

Au-delà des traits définitoires mêmes, d'autres éléments permettent de cibler la construction et le changement de sens. C'est le cas des formules, des expressions figées qui émergent dans des discours spécifiques mais courants et qui s'imposent dans l'usage (Doury et Mansier, 2015 ; Krieg-Planque, 2009 ; Moirand, 2007). Ainsi, l'apparition de telles formules témoigne du fait qu'un mot est passé dans l'usage courant, comme ce fut le

cas de *vache folle* qui a graduellement remplacé *maladie de la vache folle* pour désigner l'encéphalopathie spongiforme bovine dans les discours non spécialisés (Moirand, 2007).

Enfin, la modification des connotations associées à une expression dans le discours entourant le concept est également révélatrice de changement de sens. Par exemple, le terme *autiste* en discours spécialisé psychiatrique est dénotatif. Toutefois, quand ce même terme est utilisé par certains locuteurs dans une structure d'insulte, il en est tout autre et la connotation que prend le discours altère le sens initial – et spécialisé – du terme (Doury et Mansier, 2015).

C'est donc en prenant appui sur une approche lexicosémantique et pragmatique de l'analyse du discours, ainsi qu'en mobilisant les différentes façons de faire émerger les traits définitoires présentées ici, qu'il nous sera possible de mieux cerner les différentes définitions du harcèlement sexuel qui coexistent dans la société québécoise et les changements qui s'opèrent lorsque le concept passe des discours spécialisés aux discours courants.

Chapitre 3

Démarche méthodologique

3.1 Corpus

Le mouvement *#MeToo* a agi comme catalyseur de la production de discours abordant le harcèlement sexuel. Notre analyse porte sur un ensemble de discours que l'on peut diviser en trois : un corpus de discours juridiques, principalement composé de textes de loi de jurisprudence et de politiques institutionnelles, un corpus de discours médiatiques, composé de textes journalistiques, et un corpus de discours citoyens, composé de prises de parole citoyenne dans l'espace public. Chaque corpus présente des caractéristiques et des modalités de constitution qui lui sont propres et qui seront détaillées ici.

3.1.1 Corpus de discours juridiques

Le corpus de discours juridiques constitue le point de départ de notre analyse, dans la mesure où le harcèlement est un concept juridique en ce qu'il s'agit d'un comportement condamnable par la loi. Pour cette raison, notre corpus comporte des lois traitant, d'une part, du harcèlement de façon générale et, d'autre part, du harcèlement psychologique incluant le harcèlement sexuel. Puisque l'application du droit dépend de l'interprétation que les juges font des différents textes de loi, nous avons recours à de la jurisprudence. Afin de préciser le concept, nous nous penchons également sur les politiques institutionnelles qui le définissent.

3.1.1.1 Lois

Afin de poser les assises de notre corpus de discours juridiques, nous avons eu recours à des sources formelles du droit.

Le *Code criminel* est un incontournable pour définir le harcèlement. Or, si celui-ci aborde le harcèlement criminel, comme nous l'avons vu précédemment, il n'y est toutefois pas question de harcèlement sexuel. Une autre loi permet de se rapprocher de ce concept : au Québec, en contexte de travail, les salariés peuvent se prévaloir des articles 81.18. et suivants de la *Loi sur les normes du travail* s'ils s'estiment victimes de harcèlement psychologique, ce qui inclut le harcèlement sexuel. Sans pour autant qu'il y soit défini, le harcèlement est néanmoins abordé dans le *Code civil du Québec* et dans la *Charte des droits et libertés de la personne* (la *Charte*).

3.1.1.2 Jurisprudence

L'application des lois passe par les tribunaux et repose sur les interprétations qui ont été faites lors de procès antérieurs, ce qui est appelé la jurisprudence. Ainsi, il nous a paru nécessaire de sonder la jurisprudence abordant le harcèlement sexuel dans différents domaines du droit (droit criminel, droit du travail, etc.).

Or, la jurisprudence est quasi infinie. Un examen préliminaire de jurisprudence sur le sujet nous a permis de constater qu'un nombre restreint de décisions-clefs sont citées dans les causes abordant le harcèlement sexuel, décisions sur lesquelles nous avons porté notre attention. C'est ainsi que nous avons retenu les arrêts *Habachi*¹⁹ et *Janzen*²⁰ et la

¹⁹ *Habachi c. Commission des droits de la personne du Québec*, 1999 CanLII 13338 (QC CA).

²⁰ *Janzen c. Platy Enterprises Ltd.*, 1989 CanLII 97 (CSC).

décision *Dhawan*²¹ que nous avons trouvés sur la plateforme du Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ).

Même si ces lois et la jurisprudence nous aident à circonscrire le concept de harcèlement, elles ne sont applicables que dans des contextes bien précis qui diffèrent de la plupart des situations révélées lors du mouvement *#MeToo*. Les politiques institutionnelles ont une visée plus précise et nous permettront de définir le concept plus finement.

3.1.1.3 Politiques institutionnelles²²

Les discours juridiques ont été nourris par le mouvement *#MeToo*. Le problème des violences à caractère sexuel, mis en lumière par ce mouvement, a occupé l'espace public et indigné une partie de la société, ce qui a poussé des acteurs politiques à prendre le problème en charge par des politiques publiques²³. Ainsi, Hélène David, alors qu'elle était ministre responsable de l'Enseignement supérieur, a présenté le *Projet de loi n° 151*²⁴ le 1^{er} novembre 2017, obligeant les institutions collégiales et universitaires québécoises à se

²¹ *La Commission des droits de la personne du Québec c. Dhawan*, 1995 CanLII 11 (QC TDP).

²² Cette section est tirée, en grande partie, d'une étude menée dans le cadre du séminaire de recherche *L'analyse de discours appliquée aux enjeux de l'enquête et du droit (LET7505)* à l'été 2018.

²³ Ces étapes rappellent celles à travers lesquelles passent les problèmes publics entre le moment où ils font l'objet d'une mobilisation et, dans les cas où ils y arrivent, leur mise en politique publique dans l'approche développée par Neveu (2015) dans son ouvrage *Sociologie politique des problèmes publics*.

²⁴ *In limine*, l'article 3 de la *Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur* (2017, chapitre 32) se lit comme suit :

3. Tout établissement d'enseignement doit établir une politique qui a pour objectif de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel.

La politique doit tenir compte des personnes plus à risque de subir des violences à caractère sexuel, telles que les personnes issues des minorités sexuelles ou de genre, des communautés culturelles ou des communautés autochtones, les étudiants étrangers, ainsi que les personnes en situation de handicap.

Cette politique doit être distincte de toute autre politique de l'établissement. [...].

doter de politique sur les violences à caractère sexuel avant le 1^{er} septembre 2019. De plus, avec l'adoption de la *Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail* (projet de loi n° 176, 2018, chapitre 21)²⁵, l'article 81.19 de la *Loi sur les normes du travail* a été modifié afin d'obliger chaque entreprise à adopter une politique sur le harcèlement sexuel. Si ces nouvelles lois ont entraîné l'adoption d'un nombre impressionnant de politiques institutionnelles, un grand nombre d'entreprises et d'organismes étaient déjà dotés d'une telle politique ou encore d'une politique comportant une section sur le harcèlement sexuel. Les politiques institutionnelles que comporte notre corpus ont été recueillies en août 2018, soit avant l'entrée en vigueur de ces lois. Les politiques que nous avons recueillies étaient en vigueur au moment où les articles constituant notre corpus de discours médiatiques et citoyens ont été publiés, permettant ainsi de mesurer le passage d'un discours à un autre en synchronie. De plus, avec l'adoption de ces lois – apportant notamment une mention explicite du harcèlement sexuel à l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail* –, des associations ont fourni des modèles de politiques à leurs membres²⁶. La définition explicite

²⁵ L'article 34 de la *Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail* vient modifier l'article 81.19 de la *Loi sur les normes du travail* en obligeant l'adoption d'une politique institutionnelle en matière de harcèlement psychologique par les employeurs québécois. L'article 81.19 de la *Loi sur les normes du travail* se lit désormais comme suit :

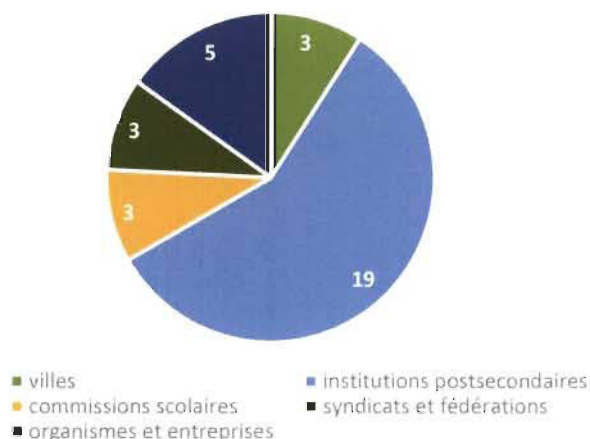
81.19. Tout salarié a droit à un milieu de travail exempt de harcèlement psychologique. L'employeur doit prendre les moyens raisonnables pour prévenir le harcèlement psychologique et, lorsqu'une telle conduite est portée à sa connaissance, pour la faire cesser. **Il doit notamment adopter et rendre disponible à ses salariés une politique de prévention du harcèlement psychologique et de traitement des plaintes, incluant entre autres un volet concernant les conduites qui se manifestent par des paroles, des actes ou des gestes à caractère sexuel.**

²⁶ C'est par exemple le cas de l'*Association des entrepreneurs en construction du Québec* qui en faisait mention lors des débats de la Commission de l'économie et du travail du 16 mai 2018 (Commission de l'économie et du travail, 2018).

du harcèlement et la production de modèles de politique nous portent à croire qu'il y a une certaine homogénéité dans les politiques adoptées depuis et qu'elles ne permettraient donc pas de faire émerger d'autres traits définitoires.

Pour constituer ce corpus, nous avons eu recours au moteur de recherche Google, où nous avons fait une recherche au moyen des mots-clefs *politique harcèlement sexuel*, tout en nous limitant aux sites web canadiens. En consultant les dix premières pages de résultats, nous avons répertorié un grand nombre de politiques à travers le Canada. Nous avons toutefois restreint notre recherche aux politiques adoptées au Québec. Ainsi, nous avons mis de côté certaines politiques pancanadiennes (Canadian National, Société Radio-Canada), ainsi que des politiques adoptées dans d'autres provinces. Nous avons aussi restreint notre analyse aux politiques rédigées en français. Nous avons donc exclu celle de l'Université McGill, mais nous avons conservé celle du Collège John-Abbott puisqu'une version française a été produite. Nous avons aussi mis de côté les modèles de politiques rendus disponibles par des organismes œuvrant dans les ressources humaines, préférant nous en tenir aux politiques adoptées dans des institutions. Une fois ces restrictions faites, nous avons obtenu un corpus constitué de 33 politiques adoptées par des institutions de différents domaines (voir graphique 1). Ces politiques ont été adoptées dans une période allant de 1988 à 2018. Par ailleurs, il n'a pas été possible de trouver les dates d'adoption ou de modification pour quatre des politiques de notre corpus. Qui plus est, nous n'avons pas été en mesure de vérifier si les politiques que nous avons retrouvées étaient toujours en vigueur dans les différentes institutions.

Graphique 1 : Source des politiques institutionnelles



Notre corpus est donc issu d'institutions hétérogènes, quoique majoritairement constitué de politiques provenant d'institutions d'enseignement postsecondaire (cégeps et universités).

3.1.2 Corpus de discours médiatiques

Notre corpus de discours médiatiques est composé de ce que Turbide, Vincent et Kavanagh qualifient de documents journalistiques, « c'est-à-dire la presse écrite ou électronique, produite par des professionnels de l'information » (2013, p. 28). Plus précisément, nous avons eu recours à des articles de nouvelles puisque ceux-ci ont joué un grand rôle dans le mouvement *#MeToo* dans la mesure où ils ont largement relayé les différents témoignages, voire les ont rendus publics. Nous avons également eu recours à des chroniques et des éditoriaux, dans lesquels plusieurs auteurs se sont prononcés sur le bien-fondé du mouvement *#MeToo*. Précisons que tous les documents journalistiques comportent de multiples voix énonciatives puisque le recours aux discours rapportés directs et indirects est courant dans la presse écrite. Notre analyse inclut donc aussi les propos de politiciens, d'experts de divers domaines et de personnalités publiques.

Pour la constitution de ce corpus, nous avons eu recours à la base de données *Eureka.cc*. Nous avons d'abord recensé l'ensemble des articles des médias canadiens francophones contenant les mots débutant par *harc-* et *sexu-* à quinze mots et moins d'écart l'un de l'autre. Ainsi, notre recherche permet de ratisser les articles qui contiennent un plus large spectre de mots (*harceler* et ses différentes conjugaisons, *harceleur*, *harcèlement* ainsi que *sexuel(le)* et *sexuellement*) qu'en nous restreignant seulement à la locution *harcèlement sexuel*²⁷. Un prétest nous a montré la pertinence de cet élargissement de la recherche puisque, du 1^{er} octobre 2017 au 30 juin 2018, tous médias canadiens francophones catalogués par *Eureka.cc* confondus, nous avons recensé 7 372 articles pour la locution *harcèlement sexuel* alors que la recherche à l'aide des préfixes à quinze mots et moins d'écart nous a permis de recenser 11 543 articles.

Si ce nombre d'articles vient montrer l'influence du mouvement *#MeToo* sur la production de discours médiatiques abordant le harcèlement sexuel, il complique toutefois le travail de l'analyste, comme l'explique Moirand (2007, p. 1) :

Le recueil des données constitue l'une des premières difficultés de l'analyse du discours et, par la suite, de l'analyse des médias. Non pas que les données soient ici difficiles à trouver. Mais parce qu'on peut facilement « se noyer » dans la profusion, la diversité, l'éclectisme des productions discursives médiatiques.

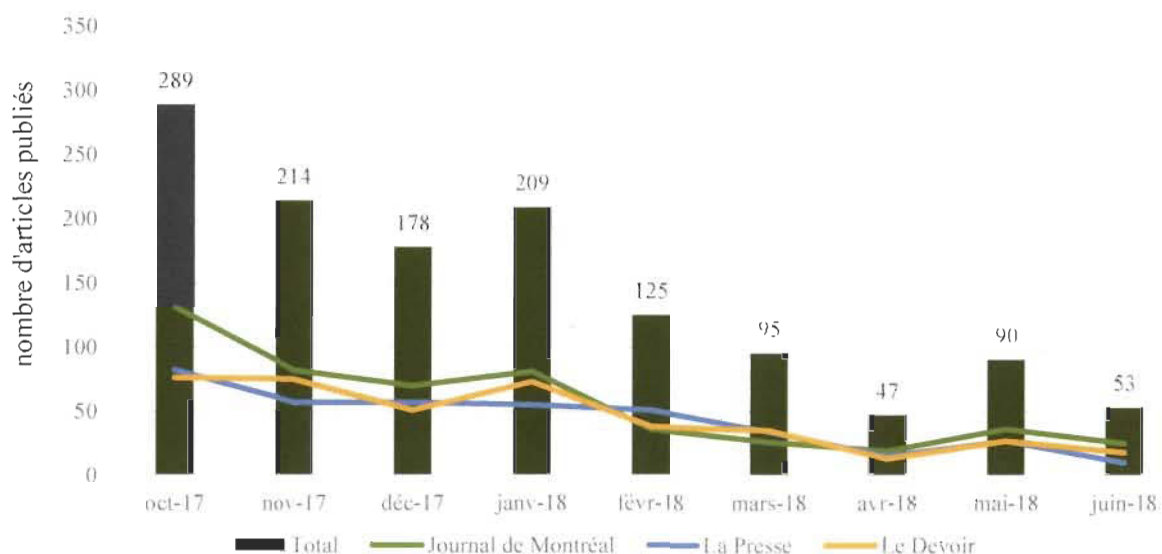
Nous avons donc dû restreindre le nombre d'articles sélectionnés afin d'arriver à un corpus médiatique de taille plus raisonnable et qui, sans être exhaustif, nous permet tout de même de cibler les moments les plus importants de la couverture médiatique et d'obtenir des discours variés et pouvant rendre compte d'une diversité d'usages et de contextes d'emploi

²⁷ Une recherche similaire avec mots tronqués a également été effectuée avec l'outil de recherche du CAIJ pour la constitution de notre corpus jurisprudentiel. Toutefois, cette recherche n'a pas été concluante, puisqu'elle n'offrait que douze résultats pour l'année 2018, contre 35 résultats pour la recherche avec l'expression complète. C'est pour cette raison que nous avons opté pour deux approches différentes relativement aux mots-clefs utilisés afin de constituer nos différents corpus.

de *harcèlement sexuel*. Nous avons restreint l'analyse à celle des articles de trois quotidiens québécois : le *Journal de Montréal*, *La Presse* et *Le Devoir*. Les deux premiers ont été sélectionnés puisqu'ils sont respectivement premier et deuxième en termes de lectorat et qu'ils rejoignent une grande diversité de publics à travers la province. *Le Devoir*, pour sa part, a été sélectionné puisqu'il s'agit du seul quotidien québécois indépendant et parce que son lectorat, réputé comme étant érudit, instruit et engagé, est souvent mis en opposition avec celui du *Journal de Montréal*, perçu comme plus populaire (Centre d'études sur les médias, 2019). Par ailleurs, en nous concentrant sur ces trois quotidiens, nous éliminons les doublons issus d'articles d'agences de presse ou publiés dans différents quotidiens régionaux affiliés à une même entreprise de presse.

En plus de restreindre le nombre de médias à l'étude, nous avons sélectionné une période temporelle. Afin de cibler les mois comptant le plus grand nombre d'articles publiés, nous avons fait un découpage mensuel de la couverture médiatique du mouvement *#MeToo* :

Graphique 2 : Répartition mensuelle de la couverture médiatique abordant le harcèlement sexuel



Ainsi, nous concentrerons notre analyse sur les mois d'octobre (289 articles) et de novembre 2017 (214 articles), ainsi que sur le mois de janvier 2018 (209 articles), ces trois mois totalisant 712 articles. Or, un corpus d'une telle ampleur ne permettrait pas de faire une analyse fine dans le cadre d'un projet de maîtrise. Il s'est donc avéré nécessaire d'encore réduire notre échantillon afin qu'il ait une taille plus raisonnable. Pour chacun des trois mois analysés, nous avons sélectionné dix articles par quotidien à l'aide d'un générateur de nombre aléatoire, pour un total de 90 articles, ce qui constitue un corpus de taille plus adéquate. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que nous ne nous intéressons pas à l'ensemble du contenu des articles, mais plutôt aux passages qui permettront de relever des éléments définitoires du harcèlement sexuel. Chacun des articles ainsi sélectionnés a été identifié par la lettre *M* (pour *médiatiques*), suivie du numéro de l'article dans notre corpus, puis du numéro de l'extrait analysé. Par exemple, l'extrait M-82-15 correspond au 15^e extrait du 82^e article du corpus de discours médiatiques.

3.1.3 Corpus de discours citoyens

Au moyen de ce corpus, nous souhaitons sonder la représentation qu'ont les citoyens du harcèlement sexuel. Pour ce faire, nous avons recours à ce que Turbide, Vincent et Kavanagh (2013) qualifient de documents médiatiques citoyens, autrement dit la parole citoyenne diffusée dans l'espace public et plus particulièrement, en ce qui nous concerne, sur le réseau social numérique Facebook. Notre corpus de discours citoyens suit le modèle du corpus de discours médiatiques dans la mesure où nous ciblons les commentaires accompagnant les publications des trois mêmes quotidiens au cours des mois d'octobre et novembre 2017 ainsi que de janvier 2018. Or, puisque les quotidiens ne relaient pas l'ensemble des articles qu'ils publient sur leur page Facebook, il était impossible de constituer notre corpus de discours citoyens avec comme point de départ l'ensemble des 90 articles sélectionnés pour notre corpus de discours médiatiques.

Pour arriver à nos fins, nous avons donc dû constituer un corpus indépendant du précédent. Pour ce faire, nous avons utilisé le moteur de recherche disponible sur la plateforme Facebook. Nous avons restreint nos recherches à chacun des quotidiens pour les périodes ciblées. Par la suite, pour chaque période, nous avons ciblé aléatoirement trois publications par quotidien pour un total de 27 publications. Le nombre de commentaires étant encore trop important pour qu'une analyse fine puisse être menée, nous avons retenu, pour chaque période et pour chaque quotidien, la publication contenant le plus d'occurrences du radical *harc-* dans ses commentaires, pour un total de neuf publications.

Ainsi, nous avons constitué ce corpus à partir des 4 316 commentaires issus de fils de discussions (incluant donc les commentaires principaux et les réponses à ces commentaires) se trouvant sous les neuf publications sélectionnées. De ces commentaires,

nous en avons exclu 2 671 qui étaient inutilisables pour notre analyse, parce qu'ils étaient extralinguistiques (animations GIF, émoji, etc.), parce que leur contenu était trop limité (mot seul, simple interpellation), parce qu'ils n'étaient pas rédigés en français ou encore parce qu'ils ne comportaient pas de trait définitoire. De plus, lorsqu'un commentaire comportait à la fois du contenu extralinguistique et du contenu linguistique, seul ce dernier a été analysé. Les 1 645 commentaires ainsi retenus couvrent une période allant de la date de la publication commentée à janvier 2018.

Chacun des commentaires retenus a été identifié par la lettre *C* (pour *citoyens*), suivie du numéro de la publication dans notre corpus, puis du numéro du commentaire analysé et, le cas échéant, le numéro de la réponse à ce commentaire. Par exemple, l'extrait C-8-277-88 correspond à la 88^e réponse au 277^e commentaire sous la 8^e publication du corpus de discours citoyens.

3.2 Méthode d'analyse

En ce qui a trait à l'analyse de ces données, nous d'abord avons établi les traits définitoires du harcèlement sexuel dans les discours spécialisés, soit les discours juridiques. Pour rappel, la question du harcèlement sexuel a déjà fait l'objet de nombreux ouvrages de doctrine. Ainsi, pour ce premier corpus, les traits définitoires ont déjà été relevés en grande partie par la doctrine pour ce qui est des lois et de la jurisprudence. En ce qui concerne les politiques institutionnelles, nous nous sommes intéressée aux traits définitoires déjà identifiés dans les lois et la jurisprudence, mais également à d'autres éléments qui nous ont permis de faire émerger des traits supplémentaires, relatifs à la nature de l'acte, au contexte

dans lequel l'acte est posé (milieu, hostilité, répétition, consentement, etc.) et à l'agent et la cible de l'acte.

Ensuite, pour les discours médiatiques et citoyens, nous sommes partie des traits initialement repérés dans les discours juridiques afin de vérifier si ces traits s'y présentaient. Les modes opératoires présentés à la section 2.2 nous ont été utiles afin de repérer ces différents traits. Bien que les modes opératoires varient entre les discours spécialisés – où les concepts tendent à être fixés par l'auteur spécialiste dans un domaine – et les discours courants – où les concepts sont définis parfois quasi accidentellement par les locuteurs non spécialistes –, il a été possible d'en faire émerger des caractéristiques définitoires du harcèlement sexuel.

Notre analyse des trois corpus est qualitative. Néanmoins, avec pour objectif de donner une idée de grandeur et de pouvoir comparer l'importance d'un trait définitoire d'un discours à l'autre, nous aurons recours à l'occasion à des statistiques.

De là, nous comparerons les trois discours dans ce qu'ils ont de commun et de différent, ce qui permettra de montrer les traits qui sont maintenus ou ceux qui s'ajoutent ou se perdent lorsque l'expression *harcèlement sexuel* passe des discours juridiques aux discours médiatiques et citoyens. Nous nous pencherons également sur l'ajout et la disparition de caractéristiques, de termes connotés ou de toute autre marque de subjectivité.

Chapitre 4

Analyse

Dans ce chapitre, nous présentons l'analyse des trois corpus à l'étude, soit les corpus de discours juridiques, médiatiques et citoyens. Afin de faire état du changement de sens qui se produit dans la façon de définir le harcèlement sexuel d'un discours à l'autre, nous les traitons séparément, réservant ainsi les comparaisons principalement pour la section 4.4, tout en nous permettant de faire des liens entre les corpus à l'occasion.

4.1 Discours juridiques

4.1.1 Lois

Le harcèlement est abordé dans diverses lois tant d'application provinciale que fédérale. Ces lois n'ont pas toutes la même portée, certaines s'étendant à l'ensemble de la population sous cette juridiction, alors que d'autres visent un groupe spécifique (pensons notamment à l'article 1902 du *Code civil du Québec* qui protège uniquement les locataires²⁸). De plus, le harcèlement est abordé tantôt dans sa forme générique, tantôt dans une de ses formes spécifiques (le harcèlement psychologique, par exemple).

L'article 264 (1) du *Code criminel* est un exemple d'article qui s'applique à l'ensemble de la population canadienne et qui a une forme générique :

Harcèlement criminel

264 (1) Il est interdit, sauf autorisation légitime, d'agir à l'égard d'une personne sachant qu'elle se sent harcelée ou sans se soucier de ce qu'elle se sente harcelée si l'acte en

²⁸ « Le locateur ou toute autre personne ne peut user de harcèlement envers un locataire de manière à restreindre son droit à la jouissance paisible des lieux ou à obtenir qu'il quitte le logement [...] » (art. 1902 du *Code civil du Québec*). Cet article s'applique donc à un groupe spécifique (les locataires) et le type de harcèlement n'est pas spécifié. Qui plus est, aucune définition du harcèlement n'est fournie.

question a pour effet de lui faire raisonnablement craindre — compte tenu du contexte — pour sa sécurité ou celle d'une de ses connaissances.

L'intitulé de l'article contient l'expression *harcèlement criminel*, ce qui apporte pour seule spécification le fait que ce type de harcèlement est criminellement sanctionné. Pour que le harcèlement constitue une infraction prévue au *Code criminel*, certaines circonstances doivent néanmoins être réunies. Il faut notamment que la victime craigne raisonnablement « pour sa sécurité ou celle d'une de ses connaissances²⁹ ». L'article 264 (2) du *Code criminel* dresse pour sa part la liste des actes interdits :

Actes interdits

(2) Constitue un acte interdit aux termes du paragraphe (1), le fait, selon le cas, de :

- a) suivre cette personne ou une de ses connaissances de façon répétée ;
- b) communiquer de façon répétée, même indirectement, avec cette personne ou une de ses connaissances ;
- c) cerner ou surveiller sa maison d'habitation ou le lieu où cette personne ou une de ses connaissances réside, travaille, exerce son activité professionnelle ou se trouve ;
- d) se comporter d'une manière menaçante à l'égard de cette personne ou d'un membre de sa famille.

Cet article ne s'applique toutefois pas aux cas de harcèlement sexuel, comme nous le verrons à la section 4.1.2 en nous penchant sur l'arrêt *Habachi* de la Cour d'appel du Québec³⁰.

Au Québec, la *Charte des droits et libertés de la personne* protège les citoyens dans leurs rapports avec d'autres citoyens ou des institutions. La *Charte* sanctionne notamment le harcèlement pour des motifs discriminatoires :

10.1. Nul ne doit harceler une personne en raison de l'un des motifs visés dans l'article 10.

²⁹ Santerre vient préciser ce qui est entendu par sécurité : « Une jurisprudence unanime postule que la "sécurité" à l'article 264 (1) C.cr. va au-delà de la crainte d'un mal physique ; elle vise la sécurité psychologique et émotionnelle de la personne ciblée par le harceleur ». Ce sens de *sécurité* a été confirmé en juillet 2020 dans l'arrêt *R. c. Rancourt*, 2020 CanLII 933 (QCCA). Toutefois, bien que la victime ait reçu des lettres d'insultes à caractère sexuel de la part de son ex-conjoint, les conduites reprochées prises dans leur ensemble sont du harcèlement criminel.

³⁰ *Habachi c. Commission des droits de la personne du Québec*, 1999 CanLII 13338 (QC CA).

Le sexe fait partie de la liste des motifs discriminatoires prévus par l'article 10 de la

Charte :

10. Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, **le sexe, l'identité ou l'expression de genre**, la grossesse, **l'orientation sexuelle**, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap. Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit.

Or, la *Charte* ne contient aucune définition du harcèlement, ce qui ne permet pas de relever de trait définitoire de ce concept à partir de ses articles. Afin d'obtenir une définition du harcèlement, il faut regarder du côté d'une loi à application spécifique, la *Loi sur les normes du travail*. L'article 81.18 a été ajouté à la *Loi sur les normes du travail* en 2004.

L'article se lisait alors comme suit :

Pour l'application de la présente loi, on entend par « harcèlement psychologique » une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique du salarié et qui entraîne, pour celui-ci, un milieu de travail néfaste.

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement psychologique si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour le salarié.

L'adoption du *Projet de loi n° 143 : Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives*, à l'origine des articles 81.18 et suivants de la *Loi sur les normes du travail*, a été précédée par des débats à la Commission de l'économie et du travail (CET), lesquels sont documentés à l'intérieur de journaux des débats (Commission de l'économie et du travail, 2002). Parmi les différentes composantes de la définition qui y ont été débattues, l'une a davantage retenu notre attention : le caractère non désiré des comportements. Les députés présents à la CET le 11 décembre 2002 ne s'entendaient pas à savoir si les termes *non désirés* devraient être joints aux termes *hostiles* par la conjonction *et* ou la conjonction *ou*. À ce sujet, Jocelyne Caron, alors députée de Terrebonne, explique :

« Ou non désirés » est extrêmement important, et je vous explique pourquoi. Dans les cas de harcèlement sexuel, les gestes, les paroles, les actes ne sont pas nécessairement hostiles. Ce sont des gestes, ce sont des paroles, des comportements qui ne sont pas désirés mais qui ne sont pas nécessairement hostiles. Et, si on met « hostiles **et** non désirés », si on oblige les deux, automatiquement toute la question du harcèlement sexuel serait absente.

Ainsi, dès l'ajout de l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail*, la volonté du législateur était que le harcèlement sexuel y soit inclus. Bien que cette volonté ait été prise en compte par la jurisprudence au fil du temps, lors de l'adoption de la *Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail*, le législateur a voulu marquer cette inclusion en l'ajoutant nommément (Commission de l'économie et du travail, 2018b). L'article 81.18 de la *Loi sur les Normes du travail* se lit depuis comme suit :

81.18. Pour l'application de la présente loi, on entend par « harcèlement psychologique » une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique du salarié et qui entraîne, pour celui-ci, un milieu de travail néfaste. **Pour plus de précision, le harcèlement psychologique comprend une telle conduite lorsqu'elle se manifeste par de telles paroles, de tels actes ou de tels gestes à caractère sexuel.**

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement psychologique si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour le salarié.

En somme, au Québec, pour qu'il soit question de harcèlement sexuel d'un point de vue légal, il faut que les conduites reprochées

1. soient en lien avec le travail (article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail*)

et comportent les composantes suivantes :

- a. des comportements, paroles, gestes ou actes hostiles ou non désirés ;
- b. qui constituent une conduite vexatoire ;
- c. ayant un caractère répété ou grave ;
- d. qui portent atteinte à la dignité ou à l'intégrité ;
- e. qui créent un climat de travail néfaste ;

- f. qui produisent un effet nocif continu pour le salarié dans le cas d'une seule conduite (Bourgault, 2006, p. 50).
- 2. affectent un locataire (article 1902 du *Code civil du Québec*);
- 3. fassent craindre la personne affectée « pour sa sécurité ou celle d'une de ses connaissances » (article 264 (1) du *Code criminel*);
- 4. ou encore découlent d'un motif discriminatoire (article 10.1 de la *Charte des droits et libertés de la personne*).

4.1.2 Jurisprudence

La jurisprudence en matière de harcèlement sexuel est abondante. Néanmoins, certaines décisions sont plus fréquemment citées dans l'argumentation des juges et arbitres. Parmi celles-ci, l'arrêt *Janzen c. Platy Enterprises Ltd* de la Cour suprême du Canada³¹, fournit la première définition du harcèlement sexuel en droit canadien :

Le harcèlement sexuel est une pratique de nature sexuelle qui compromet l'emploi d'un individu, a des effets négatifs sur l'exécution de son travail ou porte atteinte à sa dignité personnelle. Le harcèlement sexuel peut être flagrant comme les regards concupiscent, les attouchements, ou même l'agression sexuelle. Il peut être plus subtil et comprendre des insinuations sexuelles, des propositions de rendez-vous ou de faveurs sexuelles. (p. 32)

[...]

Le harcèlement sexuel en milieu de travail est un abus de pouvoir tant économique que sexuel. Le harcèlement sexuel est une pratique dégradante, qui inflige un grave affront à la dignité des employés forcés de le subir. En imposant à un employé de faire face à des gestes sexuels importuns ou à des demandes sexuelles explicites, le harcèlement sexuel sur le lieu de travail est une atteinte à la dignité de la victime et à son respect de soi, à la fois comme employé et comme être humain. (p. 36)

Cette citation reprend plusieurs des composantes relevées dans la section 4.1.1. Néanmoins, certaines de ces composantes manquent.

³¹ *Janzen c. Platy Enterprises Ltd.*, 1989 CanLII 97 (CSC).

Dans l'arrêt *Habachi*³², dès les premières pages de son opinion, le juge Baudoin constate « il [lui] a paru que [l]e dossier posait un problème de droit strict sérieux, soit la définition jurisprudentielle de la notion de harcèlement sexuel » (p. 3 de l'opinion du juge Baudoin). Il enchaîne en précisant que « le harcèlement prohibé par le Code criminel (art. 264(3)a C.cr.) est une notion dont le concept même et l'application pratique sont différents et donc toute comparaison analogique ne serait d'aucun secours » (p. 5 de l'opinion du juge Baudoin) en matière de harcèlement sexuel. Afin d'en préciser la définition, le juge prend appui sur la définition de la *Politique visant à contrer le harcèlement sexuel* de la Commission des droits de la personne du Québec (CDPQ) de 1989 :

[...] une conduite se manifestant par des paroles, des actes ou des gestes à connotation sexuelle, répétés et non désirés, et qui est de nature à porter atteinte à la dignité ou à l'intégrité physique ou psychologique de la personne ou de nature à entraîner pour elle des conditions de travail défavorables ou un renvoi. (p. 10 de l'opinion du juge Baudoin)

Il apporte cependant des précisions sur le caractère répété en spécifiant que la répétition n'est pas essentielle pour qualifier une conduite de harcèlement en droit. À cet égard, il explique qu'« [e]n droit, les mots d'usage courant peuvent avoir un tout autre sens. Dans la langue française ordinaire, “harceler” comporte nécessairement l'idée d'une répétition de certains actes dans la poursuite d'un but défini » (p. 8 de l'opinion du juge Baudoin), ce qui n'est pas le cas en droit. Il ajoute qu'

au-delà de la magie des mots, [il] tien[t] pour acquis, [...] qu'en droit du moins, contrairement à la linguistique, un seul acte, à condition qu'il soit grave et produise des effets continus dans l'avenir, puisse effectivement constituer du harcèlement. [...] [I]l faut pour qu'un seul acte puisse ainsi être qualifié, que celui-ci présente un certain degré objectif de gravité. [La doctrine] parl[e] de viol ou de tentative de viol, donc d'agression sexuelle. On peut probablement ajouter à ceux-ci la sollicitation insistante d'obtenir des faveurs sexuelles sous menace, par exemple, de congédiement dans le cas d'une employée³³. Alors,

³² *Habachi c. Commission des droits de la personne du Québec*, 1999 CanLII 13338 (QC CA).

³³ Les exemples fournis dans cet arrêt incluent le harcèlement *quid pro quo* (ou donnant-donnant) dont il a été question à la section 2.1.2.

en effet, l'acte ne reste pas véritablement isolé puisque son impact (la menace de congédiement) se perpétue dans le temps (p. 11-12 de l'opinion du juge Baudoin).

Ainsi, la définition juridique s'éloigne de la définition lexicographique usuelle de *harcèlement*³⁴, où le caractère répétitif est essentiel, en permettant qu'un acte grave isolé puisse être considéré comme étant du harcèlement sexuel. Cette particularité est explicitée dans la définition du harcèlement psychologique de l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail* (« Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement psychologique si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour le salarié. »). Puisque la répétition n'est pas essentielle à la qualification d'un acte de harcèlement, nous avons recours à l'appellation *caractère continu* pour désigner le trait définitoire qui rend compte soit de la répétition de l'acte, soit de la continuité de ses effets chez la victime.

Dans la décision Dhawan³⁵, des précisions sont apportées quant au caractère vexatoire du harcèlement sexuel. Pour établir ce dernier, la victime doit

démontr[er] quels ont été les gestes du défendeur ainsi que les conséquences pour elle de ces gestes, de même que le fait que le défendeur savait, à la lumière de son attitude ou de son comportement, particulièrement au plan de l'agressivité ou des menaces, que sa conduite était socialement inacceptable (p. 17-18).

En somme, si on combine les différents éléments mis de l'avant dans les jugements cités, le harcèlement sexuel est une conduite vexatoire (Dhawan), une pratique ou un abus de pouvoir (Janzen)

- « se manifestant par des paroles, des actes ou des gestes à connotation sexuelle » (CDPQ cité dans Habachi)
- lesquels sont non désirés (CDPQ cité dans Habachi), répétés ou ont un effet continu dans le temps (Habachi) et « socialement inacceptable[s] » (Dhawan)

³⁴ Rappelons que les définitions lexicographiques du harcèlement se trouvent à la section 2.1.1.

³⁵ *La Commission des droits de la personne du Québec c. Dhawan*, 1995 CanLII 11 (QC TDP).

- et qui porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité de la victime (Janzen ; CDPQ cité dans Habachi) ou « qui entraîn[e] pour elle des conditions de travail défavorables ou un renvoi. » (CDPQ cité dans Habachi).

4.1.3 Politiques institutionnelles³⁶

Les politiques institutionnelles sont particulièrement fécondes pour trouver des définitions du harcèlement sexuel. Dans cette section, nous nous penchons sur les titres, le contexte et la forme des définitions contenues dans les 33 politiques à l'étude.

4.1.3.1 Titres

Les titres sont souvent révélateurs du contenu d'un document. Leur analyse est donc pertinente pour comprendre comment les politiques traitent du harcèlement. Dans la mesure où les politiques que nous avons étudiées portent toutes, du moins en partie, sur ce sujet, il est normal que la plupart de leurs titres gravitent autour de champs lexicaux communs. Néanmoins, il est possible de faire des recoupements.

Ainsi, le titre de trois des politiques montre que ces dernières ont une portée beaucoup plus large que le harcèlement : *Code d'éthique et de déontologie des membres du conseil municipal de la Ville de Drummondville*³⁷, *Politique de respect de la personne*³⁸

³⁶ Cette section est tirée, en grande partie, d'une étude menée dans le cadre du séminaire de recherche *L'analyse de discours appliquée aux enjeux de l'enquête et du droit (LET7505)* à l'été 2018.

³⁷ Site officiel de la Ville de Drummondville, consulté en ligne à l'adresse : http://www.drummondville.ca/wp-content/uploads/2018/02/Code_ethique_et_deontologie_membres_conseil_municipal_Drummondville.pdf

³⁸ Site officiel de la Ville de Montréal, consulté en ligne à l'adresse : http://ville.montreal.qc.ca/pls/porta/docs/page/intra_fr/media/documents/respect_politique_brochure_web.pdf

et *Statuts et règlements*³⁹. Dans ces politiques, le harcèlement est donc un concept abordé parmi d'autres⁴⁰. Ce constat trouve écho dans le corps des politiques où, dans quatre cas, le harcèlement sexuel n'est pas abordé directement ou encore est tout simplement passé sous silence.

L'utilisation de syntagmes nominaux ayant comme noyau *harcèlement* reflète également l'angle avec lequel ce thème est abordé :

Tableau 3 : Harcèlement dans le titre des politiques

<i>harcèlement</i>		<i>harcèlement sexuel</i>		autres types de harcèlement		sans mention de harcèlement	
22	66,67 %	6	18,18 %	2	6,06 %	3	9,09 %

Les titres réfèrent majoritairement (66,67 %) à l'hyperonyme⁴¹ *harcèlement*. Cet usage s'explique par le fait que certaines politiques ne sont pas centrées sur le harcèlement sexuel, ce qui est cohérent avec le fait que dans sept cas, l'hyperonyme *harcèlement* est combiné à *violence*, dans deux cas avec *abus* (employé seul ou avec l'adjectif *sexuel*) et dans deux autres cas avec *civilité* (ou *incivilité*) et *discrimination*. *Harcèlement sexuel* est pour sa part présent dans six titres, dont un où il est combiné avec *harcèlement*

³⁹ Site officiel du Syndicat des professeurs et des professeures de l'Université du Québec à Rimouski (SPPUQAR), consulté en ligne à l'adresse : http://sppuqar.uqar.ca/docsppuqar/pdf/organisation/statuts_reglements.pdf

⁴⁰ Avec l'adoption de la *Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur* (2017, chapitre 32) et de la modification de la *Loi sur les normes du travail* en 2018, les établissements d'enseignement postsecondaire et les entreprises doivent désormais adopter des politiques portant exclusivement respectivement sur les violences à caractère sexuel et sur le harcèlement psychologique « incluant, entre autres un volet concernant les conduites qui se manifestent par des paroles, des actes ou des gestes à caractère sexuel » (81.19 de la *Loi sur les normes du travail*). Rappelons que notre corpus est toutefois antérieur à l'entrée en vigueur de ces changements législatifs.

⁴¹ Dans une relation d'hyponymie, l'hyperonyme est le terme qui est superordonné à un terme comportant plus de traits spécifiques (l'hyponyme) (Riegel, Pellat et Rioul, 2009). Autrement dit, l'hyponyme est plus spécifique que l'hyperonyme qui, lui, est générique. Par exemple, *animal* est l'hyperonyme de *chien* (son hyponyme) qui lui-même est l'hyperonyme de *caniche*.

psychologique, abus de pouvoir et violence. Il est aussi question du harcèlement discriminatoire dans un titre.

La façon d'introduire le harcèlement dans les titres permet de déduire les intentions des rédacteurs. Ainsi, 30 titres comportent un syntagme dont le noyau est *harcèlement*. La moitié de ces syntagmes sont introduits par la préposition *contre* ou par le verbe *contrer*, formulation qui donne le ton à la politique. De ces quinze syntagmes, trois comportent une combinaison de *contrer* et *prévenir*. *Prévenir* est pour sa part utilisé neuf fois (dont dans les trois cas qui viennent d'être mentionnés). Le terme *promotion* est également utilisé à trois reprises au côté de *prévenir*, mais il introduit chaque fois d'autres syntagmes (*de la civilité, d'un environnement sain, des droits fondamentaux des personnes*).

4.1.3.2 Contexte

Nous nous sommes attardée au contexte textuel où se trouvent les définitions et, donc, à la configuration des politiques. Parmi celles-ci, 31 comportent une section explicitement consacrée aux définitions. Les deux politiques n'en comportant pas contiennent néanmoins le terme *définition* lorsque le harcèlement ou un type de harcèlement est abordé. Parmi les 33 politiques analysées, 19 comportent une section réservée au harcèlement sexuel.

Pour certaines politiques consacrées exclusivement au harcèlement ou au harcèlement sexuel, le fait d'inclure le concept dans le titre du document rend inutile de le préciser à nouveau à l'aide d'un sous-titre ou d'autres marqueurs dans la section consacrée aux définitions puisque cette dernière porte implicitement sur le concept présenté dans l'intitulé de la politique.

4.1.3.3 Définitions

Rappelons que quatre politiques du corpus ne comportent pas de définition directe du harcèlement sexuel. Nous les avons donc mises de côté dans cette section pour nous concentrer sur les 29 autres, qui permettent une véritable comparaison.

Nous nous sommes d'abord penchée sur les syntagmes qui donnent le premier élément de la définition, autrement dit le *X* dans une construction qui aurait la forme *le harcèlement sexuel est un X*. Ces définitions par hyperonymie reposent sur un concept plus générique que le concept défini (Lerat, 1990). Parmi ces syntagmes, la plupart ont comme noyau *conduite* ou *comportement* :

Tableau 4 : Noyaux des syntagmes définitoires

<i>conduite</i>	<i>comportement</i>	autres
22	5	2

Dans 22 cas, le noyau de ces syntagmes est *conduite* :

Tableau 5 : Syntagmes définitoires avec conduite pour noyau

(une) conduite	8
toute conduite ou (tout) abus de pouvoir	3
toute/une conduite à connotation/de nature sexuelle	3
une conduite de nature sexuelle non sollicitée	1
une conduite vexatoire	7

Chacun des syntagmes ayant pour noyau *comportement* est à usage unique – quoique 3 syntagmes aient des formes assez similaires – et comporte une énumération plus ou moins longue de qualificatifs :

Tableau 6 : Syntagmes définitoires avec *comportement* pour noyau

Les/un comportement(s) à connotation sexuelle, unilatéral(aux) et indésirés/non désiré/non voulu	3
un comportement à connotation sexuelle	1
tout comportement offensant ou humiliant relié au sexe d'une personne, ainsi que tout comportement de nature sexuelle qui crée un climat intimidant, gênant, hostile ou offensant	1

Bien que les termes *conduite* et *comportement* aient un sens proche, une nuance les distingue. Ainsi, le *TLFi* définit *conduite* comme une « [m]anière d'agir selon les règles de la morale ou de la discipline qui régit un groupe », alors qu'il définit *comportement* comme une « [m]anière d'être ou d'agir d'une personne. » Autrement dit, la conduite est liée à une norme morale ou disciplinaire et n'implique que le faire par opposition au comportement qui peut inclure tant le faire que l'être et qui ne comporte pas d'aspect normé. Or, selon l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail*, une conduite peut inclure des comportements : « une **conduite** vexatoire se manifestant soit par des **comportements**, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés ». Bien que cet article n'ait pas pour objectif de définir les termes *conduite* et *comportement*, il fait état d'une relation d'hyponymie dont l'orientation est l'inverse de celle fournie par le *TLFi*. Qu'importe le terme en position d'hyperonyme, les rédacteurs de certaines politiques semblent avoir repris la définition d'une référence – loi, doctrine, autre politique, etc. –, puis simplement substitué *comportement* à *conduite*, traitant ainsi les deux termes comme des synonymes.

Dans deux autres cas, la définition est introduite soit à l'aide d'une formulation verbale (« lorsqu'une personne ou un groupe de personnes pose des gestes ou dit des

paroles à caractère sexuel qui sont non désirés⁴² ») ou encore par un syntagme avec un noyau qui n'est pas utilisé dans d'autres politiques (« une forme de discrimination fondée sur le sexe⁴³ »). Ce dernier syntagme semble référer aux articles 10 et 10.1 de la *Charte* selon lesquels il est interdit de harceler pour des motifs discriminatoires tels que le sexe⁴⁴.

L'analyse des éléments récurrents permet de dresser une liste des principaux traits définitoires du harcèlement sexuel qui se dégagent de notre corpus :

Tableau 7 : Traits définitoires émergents des politiques institutionnelles

caractère non désiré	caractère continu	caractère vexatoire	caractère hostile
27	23	22	7

Ainsi, le trait le plus fréquent est le caractère non désiré, qui se retrouve à 27 reprises dans les définitions sous différentes formes (*non désiré*, *non voulu*, *indésiré*). Sept politiques vont plus loin en précisant que le harceleur sait que ses comportements sont non désirés par la victime⁴⁵. À six reprises, le caractère non désiré est présenté comme alternative au caractère hostile. La formulation *hostiles ou non désirés* est présente dans l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail* qui est parfois cité comme référence dans les politiques. Il est par ailleurs possible que cet article ait inspiré des rédacteurs de politiques bien qu'aucune mention n'en soit faite. Le caractère hostile n'est présent qu'une seule fois sans le caractère non désiré.

⁴² Site officiel d'Espace-Famille Villeray, consulté en ligne à l'adresse : <http://espacefamille.ca/wp-content/uploads/2013/11/Politique-de-pr%C3%A9vention-en-mati%C3%A8re-dabus-sexuels-et-de-harc%C3%A8lement-2013-10-23.pdf>

⁴³ Site officiel du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, consulté en ligne à l'adresse : https://www.cstjean.qc.ca/sites/default/files/inline-files/politique_-_violence_et_harcèlement_-_version_finale_sur_le_site.pdf

⁴⁴ Pour rappel, les articles 10 et 10.1 de la *Charte* ont été présentés plus en détail à la section 4.1.1.

⁴⁵ Cette connaissance du harceleur est également requise dans la décision Dhawan (voir section 4.1.2).

Le caractère continu, pour sa part, est présent dans 23 définitions. Pour rappel, il y a continuité soit lorsque la conduite reprochée est répétée, soit lorsqu'un seul acte grave a des effets continus dans le temps pour la victime. Cette précision à l'égard des actes graves isolés – faisant ainsi écho à l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail* et à l'opinion du juge Baudoin dans l'arrêt Habachi⁴⁶ – est apportée dans 18 politiques, cinq politiques n'abordant que la répétition.

Si le terme *vexatoire* n'est présent que dans sept politiques institutionnelles, plusieurs politiques comportent la mention que les actes qualifiés de harcèlement sexuel portent atteinte à la dignité ou à l'intégrité de la victime. Dans la mesure où *vexatoire* renvoie au verbe *vexer*, défini par le *TLFi* comme le fait de « [t]ourmenter, notamment par abus de pouvoir » ou de « [b]lâsser une personne dans son amour-propre », nous ne croyons pas nous tromper en affirmant qu'une conduite vexatoire porte atteinte à la dignité et à l'intégrité de la personne et vice-versa. Ainsi, si nous tenons compte des politiques où au moins un des trois éléments est présent – *vexatoire*, atteinte à la dignité, atteinte à l'intégrité –, 22 politiques comportent le caractère vexatoire.

Les définitions recueillies contiennent peu d'information sur le harceleur et la personne harcelée. Néanmoins, certaines définitions apportent des précisions sur la relation qui les lie. Ainsi, cinq politiques spécifient que le harceleur est en position d'autorité ou encore que le harcèlement sexuel constitue un abus de pouvoir. Deux politiques précisent toutefois qu'il peut également s'agir d'une personne de même rang hiérarchique, voire de rang inférieur.

⁴⁶ *Habachi c. Commission des droits de la personne du Québec*, 1999 CanLII 13338 (QC CA).

Il est par ailleurs intéressant de noter le recours à d'autres définitions, en citation directe ou indirecte, dans onze politiques. Sont ainsi cités des ouvrages de doctrine, par exemple Drapeau (1991), des organismes comme la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) ou la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), ou encore l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail*. Aussi, certaines définitions, identiques à quelques mots près, sont fortement inspirées de la définition de la CDPDJ sans pour autant la mentionner. Des exemples sont également utilisés pour illustrer le harcèlement sexuel par analogie (Traverso et Greco, 2016) dans 19 politiques, soit sous forme de liste, soit dans le corps du texte. La CDPDJ⁴⁷ fournit la liste d'exemples suivante dans sa politique :

- des demandes de faveurs sexuelles non-désirées [*sic*] ;
- des attouchements ;
- l'affichage de matériel dégradant ou pornographique ;
- des remarques, des insultes, des plaisanteries, des commentaires, des blagues à connotation sexuelle ;
- des promesses (avancement) reliées à l'obtention de faveurs sexuelles ;
- de l'intimidation, des menaces, des représailles, un refus d'emploi ou de promotion, un congédiement ou d'autres préjudices associés à des faveurs sexuelles non obtenues.

Parmi ces politiques, quatre fournissent également des contre-exemples. Par exemple, la précision suivante est apportée dans la politique de la ville de Baie-Comeau⁴⁸ : « Cette définition est à distinguer des relations affectives librement consenties entre personnes. »

Il existe une certaine cohérence dans les définitions du harcèlement sexuel qui émergent des différents discours juridiques. Par ailleurs, leur champ d'application est restreint à des domaines très précis comme le travail ou la location d'immeuble. Seule la

⁴⁷ Site officiel de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, consulté en ligne à l'adresse : http://www.cdpedj.qc.ca/Publications/politique_harcèlement_discriminatoire.pdf

⁴⁸ Site officiel de la Ville de Baie-Comeau, consulté en ligne à l'adresse : https://www.ville.baie-comeau.qc.ca/fileadmin/Documents/Onglet_ville/Politiques_municipales/Politiques_internes/Politique_relativedu_harcèlement_sexuel_et_sexiste.pdf

Charte des droits et libertés de la personne permet une application à l'ensemble de la société, mais limitée aux cas où le harcèlement est issu d'un motif discriminatoire – l'orientation sexuelle, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, en l'espèce.

Somme toute, la nouvelle définition du harcèlement psychologique contenue dans la *Loi sur les normes du travail* brosse un portrait assez représentatif des traits définitoires du harcèlement sexuel qui émergent des discours juridiques. Nous nous sommes permis de la modifier afin d'obtenir une définition plus prototypique. Le harcèlement sexuel pourrait donc être défini comme un abus de pouvoir, une pratique ou une conduite vexatoire à caractère sexuel se manifestant soit par des comportements, des attitudes, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, et qui portent atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique. Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement sexuel si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour la victime. Au Québec, cette définition s'applique aux salariés, aux locataires ou aux personnes harcelées à cause d'un motif discriminatoire prévu par la *Charte des droits et libertés de la personne*.

4.2 Discours médiatiques

Des discours spécialisés que sont les discours juridiques, passons maintenant aux discours courants. Comme nous l'avons vu, les définitions contenues dans les discours juridiques sont détaillées, précises. Les lois, les jugements et les politiques institutionnelles ayant entre autres pour but de définir des notions, ils contiennent des définitions conventionnelles, autrement dit des définitions explicites qui visent à guider l'application

du droit. Les discours courants n'ont pas cette visée prescriptive. Dans le cas des discours médiatiques, on cherche notamment à couvrir l'actualité et le recours à des définitions explicites est plus rare. En l'occurrence, ce type de définition est absent des 90 articles constituant le corpus de discours médiatiques. Néanmoins, les rédacteurs construisent implicitement des définitions dans les discours qui portent sur un concept donné. Ces définitions, dites naturelles, doivent être reconstruites à partir des différents traits définitoires qu'il est possible d'extraire de ces discours.

Encore faut-il que le concept dont il est question soit identifiable. Parce que certains articles consultés portent sur des allégations liées à différents types d'inconduites sexuelles, il est parfois difficile de savoir si les traits définitoires qui émergent définissent le harcèlement sexuel, un autre type d'inconduite sexuelle ou encore les inconduites sexuelles de façon générale. Ainsi, il arrive régulièrement que les rédacteurs glissent d'un type d'inconduite à un autre sans marquer ce glissement. Par exemple, dans son texte « La fin d'un harceleur sexuel », la chroniqueuse Denise Bombardier relate différentes causes québécoises relatives à des inconduites sexuelles. Ses exemples vont d'un cas de harcèlement sexuel (Aubut) à un cas d'agressions sexuelles (Charest) sans qu'elle ne souligne qu'il s'agit de différentes inconduites :

M-1-3 | Combien de femmes ont été placées dans ce dilemme? Au Québec, qu'on se souvienne des victimes au quotidien de Marcel Aubut ou des jeunes skieuses sous l'emprise de l'entraîneur Bertrand Charest, condamné, lui, par les tribunaux en juillet dernier. (Denise Bombardier, *Le Journal de Montréal*, 9 octobre 2017)

Dans d'autres cas, les phrases comportent plusieurs types d'inconduite sexuelle. Ces derniers, reliés à l'aide de conjonctions, forment des énoncés dont l'interprétation peut être ambiguë. C'est le cas de l'extrait M-12-1, où la conjonction *ou* est utilisée :

M-12-1 | [...] 40 % des 1964 répondants [...] ont subi des violences sexuelles depuis leur arrivée à l'Université Laval.

On parle ici de harcèlement sexuel, de contacts sexuels non désirés **ou** de pression sexuelle.
(Pierre-Paul Biron, *Le Journal de Montréal*, 29 novembre 2017)

Cette ambiguïté s'explique par la difficulté de trancher entre une lecture exclusive ou inclusive de l'énoncé lors du recours à la conjonction *ou* (Riegel, Pellat et Rioul, 2009). Une lecture exclusive supposerait que les trois constituants, *harcèlement sexuel*, *contacts sexuels non désirés* et *pression sexuelle*, sont des réalités distinctes qui s'excluent mutuellement, alors qu'une lecture inclusive signifierait que ces réalités ne s'excluent pas nécessairement. Dans le dernier cas, *contacts sexuels non désirés* et *pression sexuelle* seraient des exemples du concept harcèlement sexuel, alors que dans la première situation, il s'agirait de types d'inconduites différentes.

L'analyse des extraits M-48-3 et M-46-3 est aussi complexifiée par l'emploi d'une conjonction :

M-48-3 | Cindy Sherman, Laurie Anderson et Jenny Holzer font partie des auteures de cet appel à l'union et à la dénonciation. « Il est urgent de partager nos témoignages sur le sexisme normalisé, les traitements inégaux, les conduites déplacées **et** le harcèlement sexuel dont nous faisons l'expérience régulièrement, de manière généralisée et avec intensité. » (Marissa Grogue, *La Presse*, 14 novembre 2017)

M-46-3 | On a commencé par débusquer des personnes qui commettaient du harcèlement, des attouchements **et** des agressions de nature sexuelle. (Patrick Lagacé, *La Presse*, 18 novembre 2017)

Dans ces extraits, différents comportements répréhensibles se trouvent dans des énumérations où le dernier composant est précédé de la conjonction *et*. Partant du principe que l'énumération consiste à « énoncer un à un les éléments d'un ensemble » (« énumérer », *TLFi*), ces différents éléments devraient normalement se distinguer les uns des autres par un ou plusieurs traits sémantiques, mais tout de même être des représentations d'un même ensemble, pour reprendre les termes du *TLFi*. En des termes plus linguistiques, les différents composants d'une énumération sont des cohyponymes

mutuellement exclusifs qui sont subordonnés à un terme qui les englobe, leur hyperonyme (Riegel, Pellat et Rioul, 2009). Ainsi, *conduites déplacées* ne pourrait définir le concept de harcèlement sexuel, du moins pas en se basant sur l'extrait M-48-3, puisque tous deux se trouvent sur un même rang hiérarchique et devraient donc s'exclure mutuellement. Il en va de même pour l'extrait M-46-3.

Comme le montrent les extraits précédents, il est parfois difficile de trancher à savoir sur quel concept porte précisément certains traits définitoires. C'est pourquoi, dans le cadre de cette analyse, nous nous sommes concentrée spécifiquement sur les extraits où il est clairement question de harcèlement sexuel⁴⁹. Parmi les 90 articles du corpus, 23 ne contiennent pas d'élément définitoire nous permettant de reconstituer une définition du harcèlement sexuel, notamment parce que ce concept y est abordé de façon accessoire. En réalité, notre analyse porte donc sur 67 articles. Dans cette section, nous nous pencherons sur le recours au métalangage et à différents procédés stylistiques et argumentatifs à partir desquels il est possible de dégager des composantes de sens du harcèlement sexuel, sur les termes qui y sont associés et sur les différentes caractéristiques attribuées à ces conduites.

4.2.1 Le recours au métalangage

Contrairement aux définitions conventionnelles, les définitions naturelles comportent rarement du métalangage. Cela s'explique par le caractère plus spontané des discours présents dans les médias – une loi est le fruit d'une réflexion de plus longue haleine qu'un article de journal – et le fait que les traits définitoires sont souvent produits

⁴⁹ Les extraits cités dans notre analyse ne comportent pas tous l'expression *harcèlement sexuel*. Néanmoins, l'analyse du cotexte, voire de l'article dans son ensemble, nous permet d'identifier clairement que c'est ce dont il est question.

inconsciemment dans ces discours (Martin, 1990). Notre corpus de discours médiatiques suit cette logique. Les énoncés métalinguistiques qui s’y trouvent sont rares, et un seul d’entre eux porte sur le harcèlement sexuel :

M-82-15 | Un ancien critique écrivait dans ces pages que « harcèlement » était « **un mot galvaudé entre tous de nos jours** ». (Guillaume Bourgault-Côté, *Le Devoir*, 27 janvier 2018)

Dans ce cas précis, l’adjectif *galvaudé* se trouve dans le discours d’un ancien critique que Guillaume-Bourgault-Côté rapporte. Le contexte de l’article permet de comprendre qu’il s’agit de propos énoncés en 2001. La qualification n’est donc pas contemporaine aux autres discours médiatiques analysés. Les autres énoncés métalinguistiques rencontrés portent plutôt sur l’hyperonyme *inconduite sexuelle* (M-26-1) ou encore sur le verbe *importuner* (M-29-5).

M-26-1 | Ce chapitre du code d’éthique détaillerait les méthodes de dénonciation et les mesures de protection des victimes, et **définirait** le terme « inconduite sexuelle » pour inclure les **notions** de harcèlement, d’attouchement et « tout autre comportement répréhensible ». Projet Montréal désire ajouter seulement un article dans le code d’éthique sur le harcèlement, qui comprend le harcèlement sexuel. Cette nouvelle version sera présentée au comité exécutif demain et devra être approuvée par le conseil municipal. (Agence QMI, *Le Journal de Montréal*, 16 janvier 2018)

M-29-5 | Au nom de la « liberté sexuelle », ces signataires revendiquent même pour les hommes qui n’en demandaient pas tant la « liberté d’importuner » les femmes ! « Importuner », dont voici quelques **synonymes** : assommer, embêter, harceler, poursuivre, talonner. (Josée Legault, *Le Journal de Montréal*, 11 janvier 2018)

L’extrait M-26-1 porte sur une modification du code d’éthique de la Ville de Montréal. Ainsi, la définition dont il est question n’est que rapportée par les médias. L’extrait M-29-5 a, pour sa part, la particularité de faire état de deux opinions contraires. Dans un premier temps, l’actrice française Catherine Deneuve et d’autres signataires, dans une lettre ouverte publiée dans *Le Monde* le 9 janvier 2018, revendiquent la « liberté d’importuner » pour les hommes. Cette lettre a fait grand bruit dans les médias et a été commentée à plusieurs reprises, notamment dans la chronique d’où est tiré l’extrait cité.

Pour les autrices de cette lettre, le fait d'importuner n'équivaut pas à du harcèlement sexuel. La chroniqueuse du *Journal de Montréal* a une opinion contraire et remet donc en question la prise de position des signataires. Pour justifier son opinion, elle fournit une liste de ce qu'elle considère être des synonymes du verbe *importuner*, où figure d'ailleurs le verbe *harceler*. Les autres termes présents dans la liste pourraient donc être en relation de synonymie avec *harceler*, si ce n'est totalement, au moins contextuellement (Riegel, Pellat et Rioul, 2009).

Bien que l'analyse des énoncés métalinguistiques se montre ici peu fructueuse pour faire émerger des traits définitoires, ces derniers sont néanmoins présents en grand nombre dans le corpus. Dans la section suivante, nous nous pencherons sur les différents procédés stylistiques et argumentatifs utilisés pour parler de harcèlement sexuel.

4.2.2 Le recours à différents procédés stylistiques et argumentatifs

Les rédacteurs bénéficient d'une plus grande liberté dans les discours médiatiques que dans les discours juridiques, où le respect d'un style plus formaté est de mise. Cette liberté leur permet de recourir à des procédés stylistiques ou argumentatifs, tels que la métaphore, l'exemple et l'antithèse.

4.2.2.1 Les procédés stylistiques

La métaphore est utilisée afin de comparer le harcèlement sexuel à la chasse. Cette dernière est mentionnée explicitement dans l'extrait M-1-2, alors qu'elle est présente de manière implicite dans l'article M-38-2 où il est question de la traque d'un animal.

M-1-2 | Car les harceleurs se retrouvent à droite et à gauche du spectre politique. Ils sont d'autant plus actifs dans leur **chasse aux femmes** lorsqu'ils possèdent un pouvoir de vie ou de mort professionnelles sur leurs victimes. Dans le cas de Weinstein, qui en menait large, les très jeunes actrices devaient comprendre qu'en lui résistant, c'était leur carrière

qui pouvait être compromise. (Denise Bombardier, *Le Journal de Montréal*, 9 octobre 2017)

M-38-2 | Il y a eu toutes ces fois où j'ai dû presser le pas, le cœur battant, **me sentant comme un animal traqué**. Ces fois où j'ai dû crier, repousser, courir. Ça m'est arrivé à l'étranger, dans des pays plus machistes où l'on se méfie davantage. Dans les rues du Caire. Dans une ruelle de Jérusalem. Ça m'est arrivé ici aussi alors que je ne me méfiais pas. (Rima Elkouri, *La Presse*, 17 octobre 2017)

Ces métaphores font émerger les caractères hostile et non désiré du harcèlement sexuel. Qui plus est, elles ne sont pas anodines dans la mesure où les harceleurs sont aussi souvent qualifiés de prédateurs et leurs victimes, de proies. Certains stéréotypes liés à la culture du viol qui banalisent la responsabilité de l'agresseur se basent d'ailleurs sur les pulsions et l'instinct animal de l'homme prédateur (Benedict, 1992 ; Durocher, à paraître ; Sampert, 2010).

4.2.2.2 Les procédés argumentatifs

Le procédé argumentatif de l'exemple permet de préciser ce qu'une personne entend par *harcèlement sexuel*. Les exemples peuvent servir aussi bien à décrire des cas précis que le harcèlement de façon générale. Ainsi, des victimes énumèrent des situations qu'elles ont vécues en discours rapporté direct dans l'extrait M-42-5 et en discours rapporté indirect dans l'extrait M-55-3.

M-42-5 | « Le harcèlement que j'ai vécu sur le campus universitaire allait **du compliment déplacé, aux regards trop insistants en passant par les approches ridicules** du style “Je vois que tu t'es faite belle pour nous”, “Ça te dirait que je t'enlève tout ça ? T'as pas l'air à l'aise”. Avec le temps, j'ai appris à répondre à ces petits malins ou à me taire quand ça frôle vraiment l'indécence. » [...] Ces témoignages sont issus de l'Enquête sexualité, sécurité et interactions en milieu universitaire (ESSIMU) menée à l'Université Laval. (Gabriel Béland, *La Presse*, 29 novembre 2019)

M-55-3 | À l'époque, l'employée subalterne, âgée de 30 ans, partageait le même bureau que Strider. Elle s'était plainte que cet homme marié avait l'habitude **de lui masser les épaules, de l'embrasser sur le front et de lui envoyer des courriels suggestifs**. (Richard Hétu, *La Presse*, 26 janvier 2018)

De façon plus générale, les chroniqueurs Richard Martineau et Nathalie Petrowski tiennent des propos similaires :

M-30-2 | Les mononcles qui se montrent la bizoune, les patrons qui accueillent leur adjointe les culottes baissées, les réalisateurs ou les producteurs qui croient qu'un plateau de tournage est un buffet « All You Can Grab », non merci. (Richard Martineau, *Le Journal de Montréal*, 11 janvier 2018)

M-35-7 | L'époque du tapotage, du tripotage, des mains baladeuses et de l'humour gras et libidineux de mononcle est révolue. Bel et bien révolue. Salvail et Rozon l'ont-ils même remarqué ? (Nathalie Petrowski, *La Presse*, 21 octobre 2017)

Leurs exemples servent à pointer du doigt des comportements inacceptables aujourd'hui, qui appartiennent à une époque révolue, laissant ainsi entrevoir les caractères hostile et non désiré.

Tous n'ont cependant pas la même définition du harcèlement sexuel. Ainsi, si Petrowski donnait comme exemple *l'humour gras et libidineux de mononcle*, le chef cuisinier Giovanni Apollo et ex-animateur d'émissions de variétés, tout en reconnaissant avoir posé des gestes similaires, ne reconnaît pas qu'il s'agit de harcèlement sexuel :

M-19-1 | Visé par des allégations d'inconduites sexuelles, le chef Giovanni Apollo admet qu'il lui arrive de **faire des blagues grivoises**, mais nie toute forme d'agression ou de harcèlement sur ses employés. (s. a., *Le Journal de Montréal*, 3 novembre 2017)

L'antithèse est également utilisée afin de tracer les limites du harcèlement sexuel. Ce procédé, qui consiste à mettre ensemble deux éléments dont le sens s'oppose (Dubois *et al.*, 1994 ; Plantin, 2009), est présent dans les extraits suivants :

M-65-3 | **La séduction est un plaisir partagé ; le harcèlement sexuel est un désir imposé, sans respect ni empathie.** Il ne devrait y avoir aucune ambiguïté entre les deux. L'homme politique américain Henry Kissinger a dit que le pouvoir était l'aphrodisiaque suprême. Il se trompe. Le pouvoir n'a rien de sensuel ou d'érotique quand il sert à brimer et à blesser les autres dans ce qu'ils ont de plus précieux : leur intimité. (Michel Dorais, *Le Devoir*, 20 octobre 2017)

M-38-3 | Il y a ceux qui vous disent : « Ben voyons ! Tu devrais être flattée de te faire draguer. » **Ils confondent draguer et abus de pouvoir, flatterie et harcèlement**, ne voyant pas le fossé entre ce qui rehausse l'estime et ce qui rabaisse, humilie. (Rima Elkouri, *La Presse*, 17 octobre 2017)

Rappelons qu'un procédé similaire a été utilisé dans certaines politiques institutionnelles, où des comportements n'étant pas qualifiés de harcèlement étaient listés. Ces contre-exemples apportent des nuances qui mettent en lumière le caractère non désiré du harcèlement sexuel.

Si le recours au métalangage et à différents procédés permet de repérer des traits définitoires, ceux-ci sont également identifiables derrière les mots choisis pour parler du harcèlement sexuel.

4.2.3 Les mots pour en parler

L'analyse des politiques institutionnelles à la section 4.1.3 a révélé que le terme *conduite* était privilégié lorsque vient le temps de définir le harcèlement sexuel. Ce même terme figure également à l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail* et est retenu dans la définition de Drapeau (1991)⁵⁰. Or, l'emploi de ce terme est rare dans le corpus médiatique : il figure à trois reprises dans l'expression *code de conduite* ainsi qu'à deux autres reprises, dont dans l'extrait suivant :

M-80-2 | « Un certain nombre d'accusations ont fait surface ces derniers jours au sujet de parlementaires, dont certaines concernant **ma conduite dans le passé**. Beaucoup de ces allégations sont fausses, mais je reconnais que dans le passé je n'ai pas été à la hauteur des hautes normes requises dans les forces armées que j'ai l'honneur de représenter. J'ai réfléchi à ma position et je présente donc ma démission du ministère de la Défense », écrit Michael Fallon dans sa lettre de démission. Il précise qu'il continuera à siéger au Parlement. (Agence France-Presse, *Le Devoir*, 2 novembre 2017)

Son antonyme *inconduite*⁵¹ est pour sa part assez fréquent dans notre corpus puisque nous en retrouvons 48 occurrences, réparties dans 26 articles. Toutefois, il s'agit d'un

⁵⁰ Pour la définition de Drapeau (1991), voir la section 2.1.3.

⁵¹ Le terme *inconduite* est présent dans le *Code criminel*. C'est le titre d'une des sections de la partie V intitulée *Infractions d'ordre sexuel, actes contraires aux bonnes mœurs, inconduite*, laquelle contient les articles 172.2 à 179 du *Code criminel*. Bien que certaines des infractions présentes dans ces articles soient à caractère sexuel (actions indécentes, exhibitionnisme, nudité, etc.), elles ne le sont pas toutes (troubler la paix, intrusion de nuit, vagabondage, etc.). Pour rappel, le harcèlement sexuel est absent du *Code criminel*.

hyperonyme du terme *harcèlement*, ce qui ne nous permet pas de relever de traits définitoires du harcèlement sexuel précisément.

Dans les articles analysés, le terme le plus fréquemment utilisé lorsqu'il est question de harcèlement sexuel est *comportement*. On le retrouve dans 24 articles. S'il est la plupart du temps employé au pluriel, soit directement, soit indirectement avec le recours au déterminant de totalité *tout* (M-68-5) ou encore au sein d'un syntagme nominal sous-entendant une pluralité (M-62-2), il l'est aussi, à de plus rares occasions, au singulier. C'est le cas de l'extrait M-68-1, ce qui détonne avec le fait que l'article rapporte que plusieurs comédiennes ont été victimes de Weinstein et donc que ce dernier a nécessairement eu plus d'un comportement ainsi qualifié. *Comportement* semble alors faire plutôt référence à la conduite de Weinstein, de la même façon qu'il est question de la conduite de Michael Fallon à l'extrait M-80-2 cité précédemment.

M-68-5 | « Le #MeToo ou #MoiAussi a, au niveau sémantique, une logique qui est très solidaire et qui permet à tous de s'identifier. On avait eu #AgressionNonDénoncée qui demandait beaucoup de courage, parce que les femmes exposaient sans détour qu'il s'agissait d'un viol, tandis qu'ici on va plus loin, on dénonce **tout comportement** et les femmes ont la possibilité de raconter leur histoire ou tout simplement de dire, solidaires, "moi aussi" », remarque Mme Millette. (Améli Pineda, *Le Devoir*, 17 octobre 2017)

M-62-2 | Les femmes interviewées ont donc été interrogées par exemple sur des baisers ou des attouchements non désirés dans la rue, par exemple, ou sur la réception de photos explicites, en fait sur **11 catégories de comportement**. (Stéphane Baillargeon, *Le Devoir*, 28 octobre 2017)

M-68-1 | Le mouvement a été lancé par l'actrice après que de nombreuses comédiennes eurent brisé le silence sur **le comportement du producteur Harvey Weinstein**. Ce dernier est visé par de nombreuses accusations de viol et de harcèlement sexuel. (Améli Pineda, *Le Devoir*, 17 octobre 2017)

Parmi les autres termes utilisés pour parler de harcèlement sexuel se trouvent *geste* (7 articles) et *acte* (5 articles). Si les termes relevés jusqu'à maintenant sont des hyperonymes de *harcèlement sexuel* et sont dénotatifs, notons également la présence de termes connotés négativement, utilisés pour qualifier la situation au-delà des gestes posés :

incident, fléau, injustice, problème et problématique. Le terme *problème* est d'ailleurs en cooccurrence à quelques reprises avec l'adjectif *systémique*, montrant alors l'ampleur du phénomène. Ces termes, bien que pratiquement moitié moins présents que les termes dénotatifs, sont révélateurs du caractère hostile et répréhensible des gestes associés au harcèlement sexuel. Le corpus de discours médiatiques contient une plus grande variété de termes lorsqu'il est question de harcèlement sexuel que ce que comportaient les discours juridiques :

Tableau 8 : Termes définitoires présents dans les discours médiatiques

termes	nombre d'articles
comportement	24
geste	7
problème	6
acte	5
conduite	3
incident	3
injustice	3
fléau	2
événement	1
situation	1
problématique	1

Comme nous l'avons vu dans l'analyse des politiques institutionnelles, les définitions conventionnelles commencent généralement par un syntagme. Nous venons de faire émerger les termes qui constitueraient le noyau de ce syntagme dans les discours médiatiques ou, autrement dit, le *X* dans une construction qui aurait la forme *le harcèlement sexuel est un X*. Dans la prochaine section, nous nous pencherons sur les différentes caractéristiques associées aux conduites harcelantes. Ces caractéristiques sont formulées par des adjectifs qualifiant le noyau ou encore des paraphrases de ces adjectifs.

4.2.4 Les différentes caractéristiques associées aux conduites

Si nous nous penchions systématiquement sur l'ensemble des adjectifs du corpus de discours médiatiques, nous dirions alors que le trait définitoire le plus présent est le caractère sexuel. Puisque ce trait va de soi et afin d'éviter la tautologie *le harcèlement sexuel est sexuel*, nous nous contenterons donc de dire que cet adjectif est présent en abondance, notamment lorsqu'il est question de qualifier les termes définitoires. Or, sans pousser plus loin l'analyse de ce trait, il demeure intéressant de relever le choix de certains rédacteurs de recourir à des adjectifs plus connotés, qualifiant de *lubriques* les conduites de célébrités (M-36-3) et de *libidineux* l'humour de certains (M-35-7).

M-36-3 | Une fois les actes dévoilés, ces « autres » s'arrachent le micro pour nous dire leur « étonnement », leur « incompréhension » ou leur « consternation ». Cette ignorance béate des « autres » fait toutefois grincer des dents lorsque les simples badauds que nous sommes avaient eu vent des **conduites lubriques** des célébrités. (Éric Bergeron, *La Presse*, 20 octobre 2017)

M-35-7 | L'époque du tapotage, du tripotage, des mains baladeuses et de l'**humour gras et libidineux** de mononcle est révolue. Bel et bien révolue. Salvail et Rozon l'ont-ils même remarqué ? (Nathalie Petrowski, *La Presse*, 21 octobre 2017)

En plus d'appartenir à un registre plus soutenu, ces adjectifs se distinguent également de *sexuel* par leur charge connotative. Si *sexuel* est somme toute objectif, dénotant simplement une propriété des conduites qu'il qualifie, *lubrique* et *libidineux* sont pour leur part subjectifs, laissant entrevoir les jugements des rédacteurs. C'est ce que Kerbrat-Orecchioni qualifie d'*adjectifs affectifs*, c'est-à-dire des adjectifs qui « énoncent, en même temps qu'une propriété de l'objet qu'ils déterminent, une réaction émotionnelle du sujet parlant en face de cet objet » (2009, p. 84). Cette réaction émotionnelle découle de jugements propres au schème de valeurs qui peuvent être évaluées positivement ou négativement tant par l'énonciateur que par son interlocuteur. Pour Kerbrat-Orecchioni (2009), ces adjectifs ont alors une charge axiologique positive ou négative. *Lubriques* et *libidineux* sont

péjoratifs et permettent de poser des jugements évaluatifs négatifs sur les mots qu'ils qualifient dans la mesure où ils réfèrent au caractère vicieux de l'objet de la qualification. Le choix qu'ont fait Petrowski et Bergeron de recourir à des adjectifs évaluatifs négatifs n'est pas anodin et contribue à alimenter des discours polémiques. Ces derniers sont d'ailleurs caractérisés par un recours abondant aux axiologiques négatifs afin de disqualifier la cible du débat (Amossy, 2014 ; Kerbrat-Orecchioni, 2009).

Outre le caractère sexuel, les articles analysés comportent un nombre considérable de traits définitoires. Nous les avons regroupés sous sept caractères, soit le caractère répréhensible, le caractère continu, le caractère non désiré, le caractère hostile, le caractère vexatoire, le caractère hiérarchique et le caractère genré.

4.2.4.1 Le caractère répréhensible

Le trait définitoire le plus fréquent dans le corpus touche à la condamnation morale et parfois même légale du harcèlement sexuel. Ce caractère répréhensible est présent dans 21 articles, et ce, sous diverses formes. Ces dernières ont toutes comme point central de positionner les gestes posés à l'extérieur de ce qui est prévu par la loi, la morale ou toute autre norme sociale. En utilisant des adjectifs affectifs subjectifs (Kerbrat-Orecchioni, 2009) communiquant ce caractère répréhensible, les rédacteurs portent donc un jugement de valeur négatif sur les gestes liés au harcèlement sexuel.

L'adjectif *inacceptable* est celui qui se trouve en plus grand nombre dans les articles analysés. L'extrait M-16-2 en est un exemple. *Inacceptable* est aussi utilisé sous forme de substantif dans l'extrait M-35-3. Si dans sa forme adjectivale, *inacceptable* peut connaître différents degrés (*un peu inacceptable*, *totalement inacceptable*, etc.), il devient

catégorique dans sa forme substantive puisque les nuances sont alors impossibles dans la mesure où *l'inacceptable* est un absolu.

M-16-2 | « Cette nouvelle loi remplacera le collage de lois qui existent actuellement et couvrira tous les **comportements inacceptables**, allant de la taquinerie à la violence physique », a indiqué en conférence de presse la ministre de l'Emploi, Patty Hajdu. (Agence QMI, *Le Journal de Montréal*, 8 novembre 2017)

M-35-3 | Mais l'affaire Weinstein à Hollywood et la sortie publique d'une trentaine d'actrices connues et adulées a ouvert la voie, ouvert les vannes et subitement créé, pour les victimes anonymes, où qu'elles soient, un terreau fertile pour avouer l'inavouable et dénoncer **l'inacceptable**. (Nathalie Petrowski, *La Presse*, 21 octobre 2017)

Les adjectifs *répréhensible* (M-19-5), *déplacé* (M-9-2), *inadéquat* (M-9-1) et *inapproprié* (M-16-2) font également état du caractère répréhensible attribué aux gestes qualifiés de harcèlement sexuel.

M-19-5 | « Je nie formellement toute agression ou tout harcèlement de type sexuel sur l'une de mes employées ou sur qui que ce soit. Je n'ai jamais posé d'**acte à caractère sexuel répréhensible** », a écrit Apollo. (s. a, *Le Journal de Montréal*, 3 novembre 2017)

M-9-2 | Une source nous apprend toutefois qu'en septembre dernier à Rouge, un collègue d'Éric Salvail aurait averti les ressources humaines de Bell Média que l'animateur aurait posé un **geste déplacé** envers un autre employé du réseau. (Marc-André Lemieux, *Le Journal de Montréal*, 19 octobre 2017)

M-9-1 | En entrevue au Journal, une réalisatrice affirme avoir souvent observé l'animateur se livrer à des **attouchements inadéquats**. (Marc-André Lemieux, *Le Journal de Montréal*, 19 octobre 2017)

M-16-2 | « Le projet de loi n'est qu'une première étape. C'est tout un changement de culture qui doit s'opérer au sein de la société canadienne pour cesser de renforcer les **comportements inappropriés** », a avancé Mme Hajdu. (Agence QMI, *Le Journal de Montréal*, 8 novembre 2017)

Le fait que le harcèlement sexuel soit répréhensible, sanctionné par certaines lois, est un indicateur de son caractère hostile, sur lequel nous reviendrons.

4.2.4.2 Le caractère continu

Un autre trait bien présent dans les descriptions du harcèlement sexuel est le caractère continu. Émergeant dans treize articles, ce trait est présent lorsqu'il est question

du harcèlement sexuel de façon générale (M-51-2), mais aussi quand des cas précis sont rapportés par les médias (M-43-1).

M-51-2 | Ce sont des mouvements pleinement justifiés, selon lui [Justin Trudeau], pour que l'on mette fin à **un fléau qui perdure depuis trop longtemps**. (Joël-Denis Bellavance, *La Presse*, 29 janvier 2018)

M-43-1 | Le doyen de la Chambre des représentants, John Conyers, a été contraint de démissionner hier de son poste de chef de la minorité démocrate de la commission des affaires judiciaires après avoir été accusé d'avoir harcelé sexuellement ses collaboratrices **pendant des années**. (Agence France-Presse, *La Presse*, 27 novembre 2017)

Le caractère continu du harcèlement sexuel est aussi présent de manière plus implicite, lorsqu'il est question de sa normalisation (M-87-4), des gestes subis au quotidien (M-37-5) ou de ceux qui sont habituels (M-55-3).

M-87-4 | « En tant qu'étudiant à Concordia, j'ai été témoin d'abus de pouvoir et de la **normalisation** de la sexualisation des étudiants par des professeurs, des écrivains et des éditeurs », écrit Mike Spry sans donner de noms. (Sarah R. Champagne, *Le Devoir*, 10 janvier 2018)

M-37-5 | Les femmes vivent du harcèlement **au quotidien**. (Laurent Paquin cité par Marc Cassivi, *La Presse*, 20 octobre 2017)

M-55-3 | À l'époque, l'employée subalterne, âgée de 30 ans, partageait le même bureau que Strider. Elle s'était plainte que cet homme marié **avait l'habitude de** lui masser les épaules, de l'embrasser sur le front et de lui envoyer des courriels suggestifs. (Richard Hétu, *La Presse*, 26 janvier 2018)

Dans les discours juridiques, le caractère continu implique soit la répétition des gestes condamnés, soit l'effet continu des conséquences négatives dans le temps pour la victime. Cette dernière perspective, qui permet qu'un seul acte grave soit considéré comme du harcèlement sexuel, n'est pas présente dans les articles analysés, où l'accent est plutôt mis sur la fréquence et la répétition du comportement ainsi qualifié.

4.2.4.3 Le caractère non désiré

Le caractère non désiré, bien que présent dans le corpus de discours médiatiques, l'est dans une proportion moindre que les traits précédents, ce qui marque un changement

considérable avec les discours juridiques où il s'agit d'un des traits principaux. On le trouve seulement dans cinq articles, où il est question de consentement (M-43-1 et M-48-1) ou de désir (M-65-3 et M-57-4).

M-43-1 | Son collègue démocrate Al Franken, qui représente le Minnesota au Sénat, a dû s'excuser la semaine dernière auprès d'une animatrice de radio qui l'accuse de l'avoir embrassée **de force** et touchée **sans son consentement**. (Agence France-Presse, *La Presse*, 27 novembre 2017)

M-48-1 | « À l'époque, j'avais pensé que mes actions étaient **consensuelles** et je comprends maintenant que **ce n'était pas le cas** », écrit-il [le chanteur canadien Alex Calder] sur Facebook. (Marissa Grogue, *La Presse*, 14 novembre 2017)

M-65-3 | La séduction est un plaisir partagé ; le harcèlement sexuel est un **désir imposé**, sans respect ni empathie. Il ne devrait y avoir aucune ambiguïté entre les deux. L'homme politique américain Henry Kissinger a dit que le pouvoir était l'aphrodisiaque suprême. Il se trompe. Le pouvoir n'a rien de sensuel ou d'érotique quand il sert à brimer et à blesser les autres dans ce qu'ils ont de plus précieux : leur intimité. (Michel Dorais, *Le Devoir*, 20 octobre 2017)

M-57-4 | Quel message envoyons-nous ainsi à nos filles ? Qu'il leur est impossible, comme demoiselles en détresse, de répondre à la moindre sollicitation **non désirée** sans l'aide d'un appareil institutionnel ? (Caroline Morgan, *La Presse*, 21 janvier 2018)

Les extraits M-43-1 et M-48-1 évoquent des cas précis de harcèlement sexuel, alors que les extraits M-65-3 et M-57-4 portent sur le harcèlement sexuel en général, voire sur une situation hypothétique dans l'extrait M-57-4. L'extrait M-48-1 se distingue des autres puisqu'il s'agit des propos d'une personne accusée de harcèlement sexuel. Cet extrait met en lumière le fait que les personnes à l'origine des gestes de harcèlement sexuel ne sont pas toujours conscientes que leurs gestes sont indésirables, ou du moins, c'est ce qu'elles laissent parfois entendre⁵².

Si les extraits précédents abordaient le caractère non désiré du harcèlement sexuel, l'extrait suivant propose tout le contraire :

M-1-4 | Dans un monde parfait, les femmes refuseraient **ce troc**, « je te donne mon corps, tu me donnes un job ». Bien sûr, **les intentions de femmes qui subissent du harcèlement**

⁵² Cela fait écho aux variations dans la perception du harcèlement sexuel présentées à la section 2.1.5. Rappelons également que sept politiques institutionnelles ainsi que la décision Dhawan précisent que la personne harceleur doit savoir que ses comportements sont non désirés par la victime.

ne sont pas toutes limpides. (Denise Bombardier, *Le Journal de Montréal*, 9 octobre 2017)

En qualifiant le harcèlement sexuel de troc, Denise Bombardier implique qu'il s'agit d'un échange entre la personne harcelée et le harceleur, ce qui se rapproche de la définition du harcèlement *quid pro quo* (donnant-donnant) abordé précédemment. Ce type de harcèlement est perçu par plusieurs comme étant un échange social plutôt qu'un acte menaçant (Dillon, Adair et Brase, 2015), perception qui semble partagée par la chroniqueuse. Qui plus est, en évoquant la possibilité pour les femmes de refuser cet échange, Bombardier sous-entend que lorsque celui-ci a lieu, c'est qu'elles y consentent. Le fait de remettre en question les intentions de ces dernières suppose également qu'il s'agit pour elles d'un moyen utilisé intentionnellement pour faire avancer leur carrière. Ces suppositions sont à l'antipode du caractère non désiré. L'article d'où est tiré cet extrait est cependant le seul où ce caractère est remis en question.

4.2.4.4 Le caractère hostile

Si la *Loi sur les normes du travail* qualifie explicitement le harcèlement d'hostile, ce caractère, bien qu'omniprésent dans les discours médiatiques lorsqu'il est question de harcèlement sexuel, est plus souvent implicite et donc difficilement quantifiable. Il émerge notamment dans certaines métaphores sur la chasse (voir section 4.2.2.1) et dans les exemples (voir section 4.2.2.2). Ce caractère est aussi en toile de fond, au même titre que le caractère non désiré, chaque fois que le caractère répréhensible émerge, souvent à travers des termes connotés négativement, puisque ce sont ces caractères qui rendent le harcèlement sexuel inacceptable. Autrement dit, c'est à travers les connotations négatives

associées au harcèlement et la condamnation dont les gestes ainsi qualifiés font l'objet qu'il est possible de faire ressortir ce caractère.

4.2.4.5 Le caractère vexatoire

Le terme *vexatoire*, présent dans certaines définitions juridiques du harcèlement sexuel, n'est pas employé dans les discours médiatiques. Néanmoins, deux articles évoquent l'atteinte à l'intégrité qui, comme nous l'avons vu à la section 4.1.3.3, sous-entend le caractère vexatoire :

M-37-7 | Les gens qui ont peur de Salvail ont peur de perdre leur job, de se faire insulter, d'avoir l'air de casser le party parce que tout le monde a l'air de l'aimer. La fille qui se fait harceler par son patron **a peur pour son intégrité physique**. Si je me faisais tasser dans le coin par Éric Salvail, il recevrait mon poing dans la face. Il ne le ferait pas. (Laurent Paquin cité par Marc Cassivi, *La Presse*, 20 octobre 2017)

M-65-2 | Or, le harcèlement sexuel est une forme d'intimidation et de prédation qui **attaque l'intégrité physique et psychologique d'autrui**. Ce n'est pas du tout anodin. (Michel Dorais, *Le Devoir*, 20 octobre 2017)

Contrairement aux discours juridiques où l'intégrité est généralement pairée avec la dignité, cette dernière n'est pas mentionnée dans les articles analysés. De plus, dans l'article M-37-7, l'intégrité psychologique n'est pas abordée. En bref, bien que présent dans les discours médiatiques, ce trait est somme toute marginal.

Les traits définitoires que nous avons vus jusqu'à présent concernaient les actions posées. Les prochains porteront plus spécifiquement sur les actants.

4.2.4.6 Le caractère hiérarchique

Bien que le harcèlement sexuel soit souvent associé au milieu du travail dans les discours juridiques, la relation hiérarchique entre la personne harcelée et son harceleur est

absente dans les lois et rare dans la jurisprudence⁵³. Seules cinq politiques institutionnelles en font mention. Autrement dit, selon la plupart des définitions juridiques, le harcèlement sexuel pourrait aussi bien se perpétrer entre collègues de travail qu'entre un subalterne et son supérieur. Or, dans les discours médiatiques, la question de l'abus de pouvoir est centrale. Ainsi, il est mentionné dans 17 articles que le harcèlement sexuel se produit dans le cadre d'une relation hiérarchique. Dans plusieurs extraits, la position d'autorité ou l'abus de pouvoir sont mentionnés explicitement (M-2-2). Dans d'autres cas, plus implicites, seule la relation qui lie la personne harceuse et sa victime est mentionnée (M-55-1).

M-2-2 | Ce résultat inquiétant peut s'expliquer par le fait que dans la majorité des cas, le harceleur était **en position d'autorité ou de pouvoir sur sa victime**. (Camille Garnier, *Le Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

M-55-1 | Sa directrice de campagne avait recommandé le congédiement du conseiller accusé d'avoir harcelé sexuellement à plusieurs reprises **une employée subalterne**. La candidate avait choisi de ménager le conseiller en le privant de quelques semaines de salaire et en l'envoyant suivre une thérapie. Quant à **l'employée subalterne**, elle avait été mutée à un autre poste. (Richard Hétu, *La Presse*, 26 janvier 2018)

Seuls deux articles abordent des cas où le harcèlement a lieu entre collègues⁵⁴ et donc où la relation entre les personnes harcelée et harceuse n'en est pas une d'autorité :

M-19-6 | « Je [Giovanni Apollo] reconnais avoir fait des jokes de cul et des commentaires de ce type sur des plateaux et **auprès de certains collègues**. D'ailleurs, je me suis déjà excusé pour un commentaire fait en ondes sur V », ajoute-t-il. (*Le Journal de Montréal*, 3 novembre 2017)

M-3-1 | En pleine course aux Oscars, l'acteur Casey Affleck a vu une histoire de harcèlement sexuel **contre deux collègues** de travail lui rebondir au visage l'an dernier. (Cédric Bélanger, *Le Journal de Montréal*, 17 octobre 2017)

Des milieux de travail sont également ciblés dans plusieurs articles comme étant plus propices aux abus de pouvoir et au harcèlement sexuel. Certains milieux sont visés de

⁵³ L'expression *abus de pouvoir* est employée afin de définir le harcèlement sexuel dans l'arrêt Janzen (voir section 4.1.2).

⁵⁴ Il est impossible d'établir avec certitude que ces cas ne dépeignent pas une relation d'autorité puisque *collègue* peut revêtir un sens générique. Or, le type de relation n'est pas souligné ici, contrairement aux extraits précédents.

façon générale, comme les environnements majoritairement masculins ou encore les milieux où la notoriété et l'argent contribuent au pouvoir. D'autres sont directement pointés du doigt, comme l'industrie du cinéma et de la musique, la politique et la construction. Dans ces milieux, le harcèlement sexuel est souvent dépeint dans les médias comme étant chose courante (Bélanger, 2017 ; Dumont, 2017 ; Huard, 2018). Le fait que le harcèlement sexuel soit particulièrement fréquent dans les milieux majoritairement masculins trouve écho dans la section suivante, qui porte sur le genre des actants.

4.2.4.7 Le caractère genré

Les définitions conventionnelles contenues dans les discours juridiques ne comportent pas la notion de genre⁵⁵. Or, une importance particulière est accordée au genre des personnes harceleuses et harcelées dans les discours médiatiques, au point où le nombre d'articles où il en est question est difficilement quantifiable.

Dans certains articles, il est spécifié que le harcèlement sexuel, de façon générale⁵⁶, est subi par les femmes. Cette précision est principalement apportée par des chroniqueurs (M-11-1), mais également par des personnes citées dans les articles (M-68-2).

M-11-1 | Chapeau Mesdames ! Comme on aimerait aussi les croire lorsqu'elles déclarent que « le temps où les hommes de pouvoir agressent et **harcèlent sexuellement des femmes de leur entourage** en toute impunité est révolu ». (Josée Legault, *Le Journal de Montréal*, 29 novembre 2017)

M-68-2 | « Un tel mouvement permet non seulement une mise en visibilité du harcèlement, mais aussi d'être solidaire envers **celles** qui l'ont vécu. L'ampleur qu'il suscite montre que ça touche **tout le monde, ta sœur, ta mère, ta conjointe** et ça permet de prendre conscience que c'est pandémique » souligne Mélanie Millette, professeure au Département de communication sociale et publique de l'UQAM. (Améli Pineda, *Le Devoir*, 17 octobre 2017)

⁵⁵ Rappelons que le caractère genré est présent dans la définition de *harcèlement sexuel* du TLFi (voir section 2.1.1).

⁵⁶ Nous avons exclu les articles qui faisaient référence à une victime en particulier puisque le genre était alors un fait plus qu'une généralisation.

L'extrait M-68-2 reflète bien le fait que, dans la représentation que la société se fait du harcèlement sexuel, la victime est nécessairement de genre féminin. Cette représentation est si présente dans l'inconscient collectif qu'il est possible d'énumérer uniquement des personnes de genre féminin pour représenter l'ensemble *tout le monde*, alors que ce dernier est un syntagme non genré.

Si les victimes sont souvent présumées être des femmes, les harceleurs, eux, sont présumés être des hommes. Ce point est omniprésent dans notre corpus, surtout au vu des personnes mises sur la sellette par le mouvement *#MeToo*. Au Québec cependant, une des principales personnes ciblées par le mouvement de dénonciations est Éric Salvail. Dans son cas, la plupart des victimes étaient des hommes, ce qui explique que l'humoriste Laurent Paquin, dans un entretien avec Marc Cassivi, a cru bon spécifier que le harcèlement sexuel a aussi des effets négatifs sur les hommes qui le subissent :

M-37-6 | On parle des femmes, mais j'ai l'impression que certains ne comprennent pas, dans l'histoire de Salvail, que **des hommes puissent aussi se sentir humiliés et avoir peur**. (Laurent Paquin cité par Marc Cassivi, *La Presse*, 20 octobre 2017)

Or, Paquin poursuit en spécifiant que lorsque la victime est un homme, les répercussions seraient avant tout d'ordre financier et social, alors que pour les femmes, l'intégrité physique serait en jeu. De plus, l'humoriste banalise les gestes répréhensibles posés sur des hommes en précisant que, lui, ne se laisserait pas faire, voire qu'il userait de violence pour se défendre :

M-37-7 | Les gens qui ont peur de Salvail ont peur de perdre leur job, de se faire insulter, d'avoir l'air de casser le party parce que tout le monde a l'air de l'aimer. La fille qui se fait harceler par son patron a peur pour son intégrité physique. Si je me faisais tasser dans le coin par Éric Salvail, il recevrait mon poing dans la face. Il ne le ferait pas. (Laurent Paquin cité par Marc Cassivi, *La Presse*, 20 octobre 2017)

Si les hommes victimes sont évoqués dans les discours médiatiques, ils le sont principalement lorsqu'il est question de l'affaire Salvail. Un seul article aborde cette possibilité de façon générique, sans qu'il soit question d'un cas spécifique :

M-2-3 | Si les hommes sont moins susceptibles de faire partie de ces victimes, il est à noter que lorsque le harcèlement se produit en famille ou au domicile, ils sont presque aussi nombreux que les femmes à le subir. (Camille Garnier, *Le Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

Bien que des hommes comptent parmi les victimes de harcèlement sexuel, selon Statistique Canada, ils sont quatre fois moins susceptibles de l'être que les femmes en contexte de travail (1 % contre 4 %) (Hango et Moyser, 2018).

Hormis les caractères hostile et genré, lesquels traversent une grande partie des discours médiatiques, il est possible de quantifier la présence des différents traits définitoires dans le corpus de discours médiatiques. L'ensemble des caractères est présenté dans le tableau qui suit :

Tableau 9 : Caractéristiques du harcèlement dans les discours médiatiques

caractère	nombre d'articles
repréhensible	21
hiérarchique	17
continu	13
non désiré	5
vexatoire	2
hostile	—
genré	—

Dans les discours médiatiques, l'accent est mis sur le caractère repréhensible des gestes posés. Souligner leur inacceptabilité permet d'alimenter les discours polémiques, lesquels ont un fort potentiel de circulation sur Internet (Amossy et Burger, 2011). Le caractère repréhensible est plutôt sous-entendu dans les discours juridiques dans la mesure où le simple fait d'être sanctionné dans une loi implique la condamnable des actes. Le caractère hiérarchique semble, pour sa part, lié au rapprochement qui est fait entre abus de

pouvoir et harcèlement sexuel, notamment en lien avec les personnalités publiques accusées de harcèlement sexuel. Le caractère continu est aussi bien présent sous son pendant répétitif. Il souligne la normalisation et la persistance du phénomène du harcèlement sexuel.

Les articles constituant ce corpus ne dépeignent pas tous le harcèlement sexuel de la même manière. Néanmoins, nous en proposons une définition prototypique afin de résumer cette section d'analyse. Dans les discours médiatiques, le harcèlement sexuel désigne tout comportement, problème, geste, acte, incident, fléau, événement, conduite, injustice, situation ou problématique à caractère sexuel qui est répréhensible, hostile et répété. Le harcèlement sexuel est généralement non désiré par la victime. Cette dernière, la plupart du temps, est une femme et les gestes sont posés par un homme, bien qu'il puisse arriver qu'un homme en harcèle un autre. Le harceleur est souvent en position d'autorité.

4.3 Discours citoyens

Entamons maintenant l'analyse du troisième et dernier corpus, celui qui est composé des discours citoyens. Ces discours, bien que partageant plusieurs points en commun avec les discours médiatiques – tous deux étant des discours courants –, se distinguent des précédents puisque les rédacteurs de commentaires Facebook ne sont généralement pas des professionnels de la rédaction, quiconque ayant un compte pouvant publier sur la plateforme. De plus, ces discours sont régis par un moins grand nombre de règles. Ainsi, les commentaires sont rédigés dans différents registres de langue, avec une précision lexicale variable et dans des formes stylistiques plus ou moins formelles.

D'ailleurs, les extraits présentés à titre d'exemples dans cette section seront reproduits tels quels, sans correction.

Malgré cette tendance à l'informalité, les discours citoyens comportent à l'occasion des énoncés explicitement définitoires (C-1-56-4), voire des définitions conventionnelles en citation – bien qu'incomplète dans ce cas-ci, nous y reviendrons – (C-19-3-1).

C-1-56-4 | Comment tu peux affirmer que certaines exagères? Il ne faut pas diminuer l'impact de geste chez les victimes, on parle de harcèlement ici, donc de **gestes ou parole indésirées et répétitif malgré le non consentement** (Corey S. L., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

C-19-3-1 | Et avant qu'on me demande des sources, voici une petite trousse:<https://www.cnt.gouv.qc.ca/en-cas-de/harcelement-psychologique/index.html#c8480>"**Le harcèlement psychologique au travail est une conduite vexatoire qui se manifeste par des comportements, des paroles ou des gestes -->répétés<-- :**" (Nicolas L., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

En réaction à un article qui stipule que 40 % des femmes ont déjà vécu du harcèlement sexuel, un internaute met en doute cette statistique et, par le fait même, fournit sa définition du harcèlement sexuel :

C-1-6-2 | Et 40% des femmes ont subi **un enchaînement d'agissements hostiles répétitif**? Non. Le problème c'est que "salut" est considéré comme une agression sexuelle pour certaines. C'est pour ça que les sondages ne peuvent pas être pris au sérieux. (Stratos K., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

Or, la plupart des extraits d'où émergent les traits définitoires ne sont pas aussi explicites. D'ailleurs, ces discours ont en commun avec les discours médiatiques de rendre difficile l'identification sans équivoque de l'inconduite sexuelle dont il est question. Ainsi, sous une publication abordant le harcèlement sexuel, des internautes commentent en utilisant plutôt des termes de la famille d'*agression* (*agresser, agresseur*). Ont-ils alors choisi ce terme de façon erronée ou parlent-ils réellement d'agression? Impossible de trancher. Au même titre, certains internautes alternent entre les termes de la famille d'*agression* à la famille de *harcèlement* dans un même commentaire :

C-19-18 | C'est bien qu'il y ait une zone grise dans cette histoire. Il FALLAIT impérativement dénoncer plusieurs hommes [femmes]⁵⁷ qui sont allés beaucoup trop loin et ont **harcelé** des gens. Par contre, il ne faut pas tout mettre dans le même panier et crier à l'**agression** dès que quelqu'un qui ne nous plaît pas particulièrement nous fait des avances non sollicitées. Il faut s'exprimer par rapport à ce qui nous rend inconfortable et si le message passe pas après coup oui en effet cela devient du **harcèlement**. (Em C., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

C-8-1299-7 | Personnellement je pense que plusieurs, plusieurs personnes ont subi des **agressions** (selon ce que j'entends) pratiquement tout le monde a un jour ou l'autre reçu des avances parfois avec insistance, entendu des paroles qui n'avaient pas leur place etc. Etc etc.... Faut savoir dire non et la si la personne insiste et te **harcele**, faut aller à la police. Avec face book il va en avoir du monde accuse d'**agression**, le tsunami arrive (Michele C., page Facebook de *La Presse*, 20 octobre 2017)

Tout comme pour les discours médiatiques, nous nous en sommes tenue aux commentaires dont le contexte nous permettait de trancher qu'il était bien question de harcèlement sexuel.

Ces discours ont également pour particularité le fait que les internautes peuvent interagir les uns avec les autres. De ces interactions émergent des demandes d'explications – et donc indirectement des demandes de définitions :

C-4-81 | Il a essayé, c'est comme ça qu'on drague noon? **J'y comprends plus rien. Expliquez-moi!!** (Michael F., page Facebook du *Journal de Montréal*, 9 novembre 2017)

C-1-35 | Est-il possible de draguer une femme dans ce pays ? Si la réponse est oui, j'aimerais bien savoir comment il faut procéder. À ce rythme, j'ai bien l'impression que tous les flirts sont susceptibles d'être qualifiés de harcèlement sexuel en fonction de l'humeur de la personne visée. C'est effrayant ! (Emmanuel J., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

[...]

C-1-35-3⁵⁸ | **Comme tu comprends mieux, explique donc...** (Emmanuel J., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

[...]

C-1-35-8 | Draguer ? Bien sûr que c'est permis. Mais si draguer = toucher le derrière, pogner un sein au passage, en fait toucher la personne peu importe la partie du corps sans son consentement. Si c'est de demander et redemander, insister, et que la personne dit non ou montre clairement qu'elle est pas intéressée. Si c'est de ne pas être capable de ne pas dire de paroles déplacées.. Peut être que l'humain en général devrait revoir ses techniques de drague. Parce que c'est pas limité

⁵⁷ Les crochets sont de l'internaute.

⁵⁸ Ce commentaire ainsi que le suivant sont publiés en réponse au commentaire C-1-35. Afin de faciliter la compréhension, nous les avons indentés. La même logique s'applique à tous les commentaires indentés dans ce mémoire.

qu'aux hommes ces comportements. D'ailleurs ils devraient sonder les hommes aussi. (Veronique C., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

Ces interactions font écho à Rossi, pour qui « le schéma demander – fournir une définition [constitue] un des universels du langage » (2009, p. 210 cité par Husson, 2020, p. 16).

À l'occasion, des internautes offrent un regard métadiscursif sur leurs échanges et en soulignent l'importance pour que les gens s'éduquent sur les inconduites sexuelles :

C-8-277-22 | Dénoncer dans les médias a beaucoup de positif: C'est l'occasion idéal de faire de la sensibilisation: regardez les commentaires, les gens discutent de ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas, quel sont les limites etc. C'est excellent, les gens réfléchissent et confrontent leurs croyances. Ça montre aussi aux victimes que les gens en position de pouvoir peuvent être dénoncé et jugé. [...] (Annie C. L., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-623-7 | Quelqu'un peut commettre des actes inappropriés sans que ce ne soit illégal Monsieur. Et ça, c'est le rôle des médias d'en parler. **Le débat actuel vise à éduquer les gens sur les comportements humiliants qui rendent les autres inconfortables.** (Mélanie B., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

Un autre facteur à prendre en considération dans l'analyse des discours citoyens est la présence de trolls, soit des internautes qui publient des commentaires avec pour objectif précis de déranger le cours normal de la discussion, souvent en provoquant, voire en insultant leurs interlocuteurs (Hardaker, 2017). Or, sur un sujet où les opinions sont polarisées, comme c'est le cas du harcèlement sexuel, il peut être difficile de repérer ces trolls puisque des personnes sincères peuvent tenir des propos qui pourraient être perçus comme provocants pour une personne de l'opinion opposée. Parmi les commentaires analysés, nous avons repéré des passages où des internautes soulèvent la présence possible de trolls :

C-15-31 | Garde la tête haute Éric, se sont du monde jaloux et tu avais le droit de faire cela, tu es une vedette et les vedettes font tous cela, c'est juste un show que tu as fait et c'est parfait, ne change pas, c'est le monde autour de toi faut qui change. (Richard G., page Facebook du *Devoir*, 19 octobre 2017)

[...]

C-15-31-5 | **Troll.** (Maryse D., page Facebook du *Devoir*, 21 octobre 2017)

C-15-39 | Il n'a aucune preuve solide contre M.Éric Salvail . (Richard G., page Facebook du *Devoir*, 19 octobre 2017)

[...]

C-15-39-2 | **Méchant troll** (Lynne D., page Facebook du *Devoir*, 19 octobre 2017)

C-19-33 | Ces femmes n'ont rien compris. Ce que les femmes désirent c'est de ne plus être importunées par les hommes. Les femmes exigent un milieu de travail où toute sexualité est bannie. Même lors de loisirs les femmes veulent que les hommes se comportent avec humilité et davantage de sérieux. Dans les faits l'humour à la Yvon Deschamps ou Rock et Belles oreilles n'a plus de place dans notre société. Enfin les femmes pourront évoluer dans la quiétude et la serenité au lieu d'être quotidiennement agressée. (André R., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

[...]

C-19-33-10 | Ah, je comprends. **André est un troll**. (Isabelle G., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

[...]

C-19-33-13 | Annick B. absolument! Les femmes sont toutes des victimes et les hommes sont tous des prédateurs sexuels. Si seulement les femmes étaient comme Manon Masse il n'y aurait pas tant de harcèlement de la part des hommes. La détermination et la force de cette femme devrait être une source d'inspiration pour toutes les femmes . (André R., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

C-19-33-15 | André R. Salut André, moi qui croyait que les voyages formaient la jeunesse. Dans le cas des plus vieux, il permet de disjoncter solidement si je me fie à tes propos. **Te connaissant un peu, je présume que c'est de l'humour noire teintée d'un peu de cynisme.** [...] (Louise B., page Facebook du *Devoir*, 10 janvier 2018)

C-19-33-16 | Louise B. Oui Louise **je suis cynique et je blague** car en fin de compte le sujet est plutôt risqué et à notre époque le lynchage est très populaire. Et puis dans l'état où se trouve notre planète ,le cynisme semble approprié et l'humour davantage. (André R., page Facebook du *Devoir*, 10 janvier 2018)

Le commentaire C-19-33 et ceux publiés en réponse sont particuliers parce que la personne suspectée d'être un troll est interpellée par une de ces connaissances qui la questionne sur les intentions derrière ses commentaires. Le troll potentiel avoue alors. De tels aveux sont toutefois plutôt rares. Dans la mesure où les trolls potentiels ne sont pas toujours identifiés comme tels par leurs interlocuteurs et puisqu'ils participent à la discussion et donc que

leurs propos circulent également dans l'espace public, nous n'avons pas exclu leurs commentaires de notre corpus.

Pour rappel, nous avons exclu de l'analyse les commentaires au contenu exclusivement extralinguistique (animations GIF, émoji, etc.), ceux dont le contenu est trop limité (mot seul, simple interpellation), ceux qui ne sont pas rédigés en français ou encore qui ne comportent pas de trait définitoire. Une fois ces commentaires mis de côté, le corpus a été réduit à 1 645 commentaires.

Rappelons aussi que notre analyse ne porte que sur le contenu linguistique des commentaires, le contenu extralinguistique ayant été retiré avant notre analyse. Or, en cours d'analyse, nous avons constaté que ce choix méthodologique constitue l'une de nos limites. Les internautes utilisent régulièrement des émojis et des animations GIF et ceux-ci peuvent ajouter des éléments de sens à leur discours. Par exemple, une fois son contenu extralinguistique retiré du commentaire C-8-45-1, ce dernier se lit comme suit : « Le prochain c'est ricardo Je met ma main au feu. » Plusieurs hypothèses sont alors envisageables : s'agit-il d'une nouvelle dénonciation? Est-ce un message ironique? À la lumière des émojis accompagnant le message, il est facile de trancher en faveur de la dernière option :



Figure 2 : Utilisation des émojis sur Facebook
(C-8-45-1, Anne-marie B., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

Il est donc possible que des messages aient pu être interprétés de façon erronée, les émojis et les animations GIF n'ayant pas été pris en considération lors de l'analyse.

Finalement, puisque, comme pour les discours médiatiques, il s'agit de discours courants, l'analyse de ce corpus reprendra plusieurs pans de l'analyse précédente. Ainsi, nous nous pencherons dans un premier temps sur le recours au métalangage. Nous poursuivrons avec les différents procédés stylistiques et argumentatifs utilisés par les internautes et qui témoignent des représentations qu'ils se font du harcèlement sexuel. Nous recenserons ensuite les termes utilisés afin de définir le harcèlement sexuel, ainsi que les caractéristiques associées aux conduites qui émergent des discours.

4.3.1 Le recours au métalangage

Tout comme pour les discours médiatiques, les définitions contenues dans les discours citoyens sont avant tout des définitions naturelles, c'est-à-dire qu'elles sont formulées spontanément par des locuteurs (Martin, 1990), en l'occurrence ici par les internautes. Néanmoins, les énoncés métalinguistiques sont plus présents dans ce corpus-ci que dans le corpus précédent. Deux publications, l'une du *Journal de Montréal* présentant les résultats d'un sondage sur le harcèlement, l'autre de *La Presse* portant sur l'enquête sur les allégations d'inconduites sexuelles d'Éric Salvail, sont à l'origine de la plupart des commentaires métalinguistiques. Dans le premier cas, les internautes soulèvent notamment la part de subjectivité qu'implique la définition du harcèlement sexuel (C-1-4 et C-1-24). Une internaute remet en question le fait qu'un autre en connaisse la définition, puis fournit un trait définitoire, soit le pendant répétitif du caractère continu (C-1-2-3).

C-1-4 | Bah aujourd'hui même les femmes consentantes se sentiraient harcelées. Normal on a eu le feu vert du gouvernement depuis 48h. Vu que la prise de conscience du harcèlement sexuel existe depuis 2017 on va en voir des vertes des pas mûres des mensonges, des vérités bref on va pas s'ennuyer cet automne. Les féministes ont réussi mais bon les hommes doivent encore plus être vigilants car en plus la **notion** de harcèlement est subjective. (Mike M., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

C-1-24 | Le mot "harcelé" reste très vague (Mike B., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

C-1-2-3 | Daris B. connais tu la **définition** du mot harceler ? Tu px pas harceler qqun si une fois tu y dis que tu la baiserais sur le comptoir de ta cuisine....faudrais tu le fasse des jours et des jours et des semaines....ca c'est du harcèlement sinon ca reste un commentaire déplacé point barre (Nathalie B., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

Dans le deuxième cas, les termes métalinguistiques servent avant tout à remettre en question le choix des journalistes de recourir à l'expression *inconduites sexuelles* pour nommer les actes posés par Salvail⁵⁹. À ce titre, des internautes interpellent *La Presse* pour signaler ce qu'ils considèrent comme un terme inexact :

C-8-1298 | Inconduites ou harcèlement sexuel? @La Presse? Vous permettez-vous vraiment de ne pas choisir les **termes** exactes en cette période bien précise? C'est très décevant. (Michmich A., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-1416 | Allô La Presse, ce ne sont pas des inconduites!! **On appelle ça** du harcèlement sexuel point final! **Disons les vraies choses en les nommant**. Pour l'instant ce sont des témoignages, est-ce qu'il y aura des plaintes de déposées? Voyons la suite. (Daniel C., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

D'autres internautes vont plus loin en dénonçant le recours à une forme atténuée. Pour ces derniers, le terme *inconduite* ne semble pas se trouver en relation d'hyperonymie avec le terme *harcèlement*, mais plutôt en relation de synonymie partielle :

C-8-253 | Du côté du droit, les actes reprochés **se nomment** harcèlement sexuel ou agression sexuelle. Je ne comprends pas La Presse qui utilise un **euphémisme** pour nommer les choses. (Marie P., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-277-88 | Nathalie V., il est évident que vous n'avez pas lu l'article... ainsi que plusieurs autres qui passent leurs commentaires. Inconduite, c'est une **façon trop polie de nommer** les gestes posés. (Mireille B., page Facebook de *La Presse*, 19 octobre 2017)

C-8-813 | Pourquoi j'ai l'impression que le **terme** "inconduite" est utilisé comme dans le but de préserver un peu d'intégrité à Eric Salvail??? C'est du harcèlement, pur et dur, des agressions, dont il est question, ici!!! On est plus juste dans l'inconduite! Seigneur! (Sarah T., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

⁵⁹ Ces échanges entourant l'emploi du terme *inconduite* ne sont pas sans rappeler les demandes de clarification de lecteurs de journaux quant à l'utilisation du terme *islamophobie* (Calabrese, 2015).

D'autres internautes avancent une explication plus pratique à ce choix terminologique. Ainsi, ils répondent à la critique de l'auteur du commentaire C-8-553 en expliquant que les médias souhaitent se protéger en respectant la présomption d'innocence :

C-8-553 | Harcèlement sexuel, c'est ce que c'est. **Pourquoi parler de "inconduites sexuelles"?** Comment peut - on penser en finir avec ce type de violences sexuelles si **les médias ne les appelle pas par leur nom, les déguisent?** (Caroline L., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-553-1 | **Parce qu'il n'y a pas accusation encore**, ce sont des présomption pour le moment. (Stéphanie B., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-553-2 | Présomption ok, mais donc, présomptions d'harcèlement sexuel. Ça reste que les médias ne présentent pas l'information selon la nature des témoignages. (Caroline L., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-553-3 | Caroline L. **Les médias ses protègent. Le choix des mots est stratégiques.** (Anouk C., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

Si le métalangage est un bon indicateur pour repérer des énoncés définitoires, certains procédés stylistiques et argumentatifs permettent également de les identifier.

4.3.2 Le recours à différents procédés stylistiques et argumentatifs

S'il est vrai que journalistes et chroniqueurs ont une plus grande liberté stylistique que les rédacteurs juridiques, cela est tout aussi vrai, voire encore plus accentué, sur les médias sociaux où les publications sont diffusées en ligne en un seul clic. Le style est souvent imagé et coloré et des internautes ont recours à des procédés stylistiques comme la métaphore et à des expressions idiomatiques. De plus, le contexte interactionnel est propice à l'argumentation et un éventail de procédés argumentatifs sont en usage : l'exemple, l'antithèse et l'argument d'autorité.

4.3.2.1 Les procédés stylistiques

La métaphore de la chasse est à nouveau utilisée pour illustrer le harcèlement sexuel :

C-4-58 | Les **prédateur** sorte, **ces la saison dla chasse ou quoi** (Miguel P., page Facebook de *La Presse*, 9 novembre 2017)

Dans les discours médiatiques, il était question de chasse et de traque, mais ici le terme *prédateur* est utilisé en prime. Dans un commentaire publié en réaction à la chronique portant sur la lettre de Catherine Deneuve sur la liberté d'importuner, les personnes harcelantes sont également comparées à des mouches à chevreuil, reconnues pour leur voracité :

C-19-36 | C'est comme dire que **des mouches à chevreuil** sont bienvenus dans la nature..**y a des produits pour les remettre à leur place ;-)** (Sylvie M., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

Ces deux métaphores évoquent le caractère hostile du harcèlement : la première sous-entend que les victimes sont des proies, la seconde traduit la nuisibilité des comportements harcelants.

En début de section, nous avons abordé les critiques du recours à l'expression *inconduites sexuelles*. Une de ces critiques a été illustrée par le recours à l'expression *appeler un chat, un chat* :

C-8-81 | Ok **appelons un chat un chat!** Ce n'est pas parce qu'il est homosexuel que c'est plus "clean". Ce n'est pas de l'inconduite, c'est du harcèlement sexuel et pas autre chose. Mettez un homme dans cette même situation envers une femme et il se fait crucifier. (Martin K., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

L'internaute à l'origine de ce commentaire fait également état des variations de la perception selon que la victime est un homme ou une femme. Nous reviendrons sur le caractère genré du harcèlement sexuel à la section 4.3.4.7.

4.3.2.2 Les procédés argumentatifs

Les médias sociaux étant un lieu de débat, les internautes tentent de faire valoir leur opinion et ont recours à différents procédés argumentatifs qui permettent de faire état de ce qui est ou non considéré comme du harcèlement sexuel. Parmi ceux-ci se trouve le procédé de l'exemple :

C-8-17-7 | Sortir sa graine dans un parc en invitant un étranger à venir la tâter, j'appelle ça du harcèlement sexuel. (Sébastien T., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-1-11-1 | Oui, mais des fois une fille qui se fait siffler n'aimerait pas ça, mais ça peut-être considéré comme du harcèlement pour certains. Des fois les femmes ne le disent pas qu'elles n'aiment pas ça (Jeffrey A., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

C-1-1-3 | Toutes les femmes je je connais, y compris moi même, ont vécu une forme d'harcèlement ou de violence sexuel. Je me suis personnellement fait pogner les fesses alors que j'avais exprimé clairement ne pas être intéressée par l'homme en question. Loin d'être agréable... (Virginie-anne P., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

Le commentaire C-8-17-7 figure parmi les nombreux commentaires qui comparent ou distinguent les actes reprochés à Salvail à ceux de Joël Legendre⁶⁰. Le commentaire C-1-11-1 donne plutôt un exemple générique de harcèlement sexuel et souligne les variations qu'il peut y avoir dans la perception de tels actes, alors que C-1-1-3 constitue un témoignage.

Une internaute a pour sa part recours à l'argument par l'exemple, c'est-à-dire qu'elle généralise une situation à partir d'un cas particulier (Perelman et Olbrechts-Tyteca, 1988 [1958]). Ainsi, elle sous-entend que la persévérance – et donc possiblement de l'insistance⁶¹ du point de vue de la personne qui la subit – ne permettrait pas de trancher entre la drague et le harcèlement sexuel, puisque son amie a épousé l'homme qui a insisté :

⁶⁰ En 2015, des accusations d'action indécente à l'égard du comédien Joël Legendre ont fait grand bruit dans les médias.

⁶¹ Nous reviendrons sur l'insistance à la section 4.3.4.6.

C-1-43 | Entoucas, je connais un homme qui a persévéré après le premier refus d'une amie. Aujourd'hui, ils sont mariés et ont deux enfants! (Martine L., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

[...]

C-1-43-2 | Marcelle F. je fais d'avantage un lien avec le harcèlement qu'avec une agression sexuelle. la persévérance c'est fait dans le respect de l'autre! Ce que je veux dire, il a respecter son non du départ, il n'a pas eu **de comportement inappropriés**, mais il a continuer d'inviter mon amie jusqu'à ce qu'elle accepte le rendez vous. (Martine L., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

C-1-43-3 | Christian De poser la question c'est y répondre! Je veux juste dire c'est que si il s'aurait arrêter a premier refus, il serait pas là où il est aujourd'hui! Mais quand c'est fait dans le RESPECT de l'autre, l'instance, la persévérance peut porter fruit! **Es t'il un harceleur parce qu'il ne s'est pas arrêté au premier refus?** (Martine L., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

L'usage de l'argument par l'exemple dans ces commentaires rappelle la définition persuasive présentée par Plantin (2016), à la différence près qu'il s'agit ici d'un trait définitoire et non pas d'une définition complète. Pour Plantin « [u]ne définition persuasive est [...] une redéfinition du contenu descriptif d'un terme non pas à partir de considérations générales et objectives, mais en vue de son application à un cas singulier » (2016, p. 198). Ainsi, l'internaute soutient que la persévérance peut être faite avec respect, retirant implicitement l'insistance de sa définition de *harcèlement sexuel*. Cette argumentation a pour objectif que le mari de son amie ne soit pas qualifié de harceleur, comme le montre la question rhétorique à la fin du commentaire C-1-43-4.

D'autres internautes optent plutôt pour l'antithèse et fournissent des exemples de ce qu'ils estiment ne pas être du harcèlement sexuel. C'est le cas dans ce commentaire qui fait également référence au cas Legendre :

C-8-17-18 | Marie-Josée S. on était pas dans les buissons avec eux . Le policier faisait son travail pour contrer un comportement de plusieurs hommes qui se tiennent là. Legendre, lui devait se croire avec une personne qui avait les mêmes intentions que lui. Je dis seulement qu'**on est clairement pas dans des cas de harcèlement ici**. Il faut juste pas généraliser et tout appeler du harcèlement. (Guy C., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

Bon nombre de commentaires où l'antithèse est utilisée porte sur la frontière entre la drague et le harcèlement sexuel. Cette frontière variant d'une personne à l'autre, cela présuppose également une variation dans la perception de ce qui constitue du harcèlement sexuel. Le commentaire C-4-25 évoque le pendant répétitif du caractère continu du harcèlement afin de le distinguer de la drague. Pour l'auteur du commentaire C-19-40-5, la différence entre les deux comportements réside dans le respect, mettant ainsi de l'avant le caractère hostile du harcèlement sexuel.

C-4-25 | Je pense que certaine **confonde draguer ou cruiser comme du harcèlement** ! !!! après un refus jsuis d'accord mais..... (Israel B., page Facebook du *Journal de Montréal*, 9 novembre 2017)

C-19-40-5 | Yannick O.Bin je suis tout à fait d'accord! Où est la nuance quand tu dis que les hommes trouveront ça difficile de draguer parce que les femmes dénoncent les agressions sexuelles et le harcèlement? Où est la **nuance quand tu mélanges draguer respectueusement, irrespectueusement, harcelé ou agresser au mot "draguer"**? Quand je lis tes commentaires, **j'ai envie de te demander comment tu dragues une femmes?** Pour essayer de mieux saisir tes craintes. (Annick B., page Facebook du *Devoir*, 10 janvier 2018)

Une autre internaute estime que des comportements souvent considérés comme harcelants dans les discours citoyens sont plutôt agréables et flatteurs, généralisant même cette réception en employant *toujours (tjs)* (C-19-46-1). Elle précise néanmoins que ces comportements doivent être respectueux. Plus extrême, l'internaute qui admet blaguer et être cynique dans le commentaire C-19-33-16, cité précédemment à la page 77, stipule qu'il n'y a aucune différence entre la séduction et le harcèlement (C-19-40-7). Ce faisant, il fait néanmoins émerger le caractère hostile du harcèlement lorsqu'il précise que les femmes veulent le respect – et donc ne pas être harcelées.

C-19-46-1 | Exactement Françoise P.-V. Et sorry mais **être regardée, taquinée, draguouillée est tjs agréable et flatteur**. Messieurs ne changez rien et continuez à nous flatter de vos regards ou vos sourires respectueux! ❤️ (Isabelle M., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

C-19-40-7 | Yannick O. **séduction = harcèlement**, les femmes veulent le respect pas l'amour. (André R., page Facebook du *Devoir*, 10 janvier 2018)

Plusieurs internautes évoquent également que « la notion de harcèlement est subjective », pour reprendre les mots de l'auteur du commentaire C-1-4 cité précédemment à la page 79. Si le caractère non désiré du harcèlement sexuel n'est pas remis en cause, des internautes estiment que les variations dans la tolérance de chacun empêchent de prédire si le comportement sera désiré ou non (C-19-12-2 et C-1-11-3). Une internaute soulève le même problème de variation dans les perceptions en ce qui a trait au caractère répréhensible (C-19-51).

C-19-12-2 | Donc on devrait interdire toute sollicitation. On devrait interdire à une personne d'en approcher une autre. Parce que c'est ça, l'autre solution. Soit un citoyen est "libre" d'en approcher un autre (au risque de l'importuner), soit il ne l'est pas. Pour ma part, après un journée de 12h, quand il y a une tempête, quand je vais m'entasser dans un métro pour retourner chez moi et me fais solliciter par 3-4 personnes qui travaillent pour des organismes, par 2-3 mendiants, et par une madame qui me trouve pas laid, ça m'importune. **Être "importuné" est un sentiment totalement subjectif et personnel**, ce que tu proposes c'est que les gens ne puissent pas être libre de le faire... y'a pas 263 solutions pour la vie en société, soit t'es libre de faire une chose, soit c'est interdit. La "liberté d'importuner" ça veut dire de ne pas légiférer sur la base de "se sentir importuné", et n'importe quel humain normalement constitué ne peut qu'être d'accord avec ça. (Clyde P., page Facebook du *Devoir*, 10 janvier 2018)

C-1-11-3 | T'inquiète pas isabelle je pense que le message va rentrer solide. Les hommes vont avoir la chienne de demander quoi que ce soit qui sera interprété comme de l'harcèlement **parce que c'est dur de savoir les limites parce qu'elles sont aussi assez différentes d'une femme à l'autre**. Les hommes vont avoir peur de ce faire salir. (Keven S., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

C-19-51 | Je suis féministe jusqu'à la moelle mais je pense qu'il faut ramener le balancier. Tout n'est pas permis et tout n'est pas agression. **Cela dépend de la personne. Ce que je juge admissible peut être complètement condamnable pour une ou un autre**. Mais où est donc passé le libre arbitre ? Par contre la personne, que ce soit elle ou lui, lorsque celle-ci décide d'un contact quel qu'il soit doit être conscient que si l'autre dit non, c'est non, pas peut-être, mais NON. Aucune insistance. (Lucie H., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

Afin de justifier les éléments qu'ils avancent, plusieurs internautes ont recours à l'argument d'autorité, c'est-à-dire qu'ils reprennent les propos d'une autorité en la matière afin de donner du poids à leur thèse (Perelman et Olbrechts-Tyteca, 1988 [1958]). Certains prennent appui sur des sources externes et fournissent les adresses URL où se trouvent l'information. Des références sont ainsi faites à la Commission des normes, de l'équité, de

la santé et de la sécurité du travail, à un tableau publié par le *Huffington Post France* qui explique les différences entre la drague et le harcèlement et à l'épisode de l'émission *Vérités et conséquences* de l'humoriste Louis T. qui porte sur la culture du viol. Un autre internaute fait référence au code criminel et, plus généralement, au droit civil sans pour autant citer d'extrait :

C-15-12-5 | Le code criminel n'a aucun amendements sur les allégations porté contre Salvail jusqu'à présent, la loi est ainsi fait malheureusement....Au civil c'est différent, il pourrait avoir poursuite. (Pierre B., page Facebook du *Devoir*, 19 octobre 2017)

Fait intéressant, s'il est courant en argumentation d'avoir recours aux arguments d'autorité, ce sont les victimes qui, chez une même internaute, sont élevées au rang d'autorité. C'est du moins ce qui est sous-entendu lorsque l'opinion d'une personne qui n'a pas été victime est remise en question sur cette base :

C-15-42-2 | Vous êtes vous déjà fait agresser Mme D.??? (Maryse L., page Facebook du *Devoir*, 20 octobre 2017)

C-15-42-3 | Non surement pas pour parler comme ça!!! (Maryse L., page Facebook du *Devoir*, 20 octobre 2017)

L'autorité se manifeste également par le recours aux statistiques. Ces dernières sont présentes en grand nombre dans les discours citoyens. Or, très rares sont celles qui sont accompagnées de source. Nous avons recensé seulement deux cas où une statistique est référencée :

C-19-26-6 | Selon **statistiques Canada**, 96% des agressions sont commises par des hommes (Bianca L., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

C-19-15-9 | C'est les vrais statistiques, les **8% sont démontrablement faussent**. <https://qz.com/980766/the-truth-about-false-rape-accusations/> Mais ca c'était un estimé d'un autre site dont je n'arrive pas a trouvé les références. (Danny H., page Facebook du *Devoir*, 10 janvier 2018)

Or, la source fournie dans le commentaire C-19-15-9, comme le mentionne d'ailleurs son auteur, ne fournit pas la même statistique et stipule plutôt que « only between 2% and 10% of all reports are estimated to be false » (Newman, 2017). De plus, ces données portent

sur des accusations de viol et non pas sur des accusations de harcèlement sexuel, alors que l'article de *La Presse* partagé dans la publication sous laquelle les commentaires C-19 sont publiés porte sur la lettre de Catherine Deneuve sur la liberté d'importuner – et donc sur le harcèlement sexuel.

Les statistiques sans référence constituant près de l'ensemble de celles présentes dans notre corpus, il arrive à l'occasion qu'elles soient remises en question par d'autres internautes. C'est notamment le cas dans les commentaires suivants :

C-1-3 | Mais pour au moins 90% de ces femmes la notion de respect pour soi-même et d'intégrité sont tellement pas respectés et avec un comportement et un habillement peu respectables.... (Francois P., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

C-1-3-2 | Francois P. **90% de ses femmes ? vous avez pris ça ou ce chiffre?**
Même si ses femmes s'habille plus sexy, en quoi ça donne le droit de les harceler.
(Danielle D., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

Lorsque les statistiques ne sont pas référencées, il est souvent difficile de savoir s'il s'agit d'une exagération volontaire ou si l'internaute fait preuve de bonne foi. Pour rappel, l'article en réaction duquel les commentaires C-1 sont publiés mentionne que 40 % des femmes ont été victimes de harcèlement sexuel. Plusieurs internautes remettent en question cette statistique, que ce soit à la hausse (C-1-62) ou à la baisse (C-1-77-1).

C-1-62 | Moi je dirais plutôt **80% du monde ce sont fait agresser et harceler sexuellement car a 40%** c'est sûr qu'il n'ont pas mis les matante cochonne qui voulait montrer au petit garçons leur savoir faire... (Louise-josée B., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

C-1-77-1 | Effectivement les média sont blasé et se base sur **des chiffre incoherent** pour faire valoir leur point et faire parler les gens pour manipuler leur façon de penser pour que le monde se deteste plus un et l'autre (Peter P., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

Ces statistiques mettent en lumière le caractère genré du harcèlement sexuel, sur lequel nous reviendrons, et révèlent que les gens ne s'entendent pas sur l'ampleur du phénomène.

Pour conclure cette section sur les procédés argumentatifs, notons la présence « d'argumentation fondant une catégorisation » (Plantin, 2016, p. 190), c'est-à-dire

d'arguments suivis d'une formule de type « c'est du harcèlement » paraphrasant « c'est du harcèlement sexuel, parce que Y » (Bernard Barbeau, 2014 ; Doury et Mansier, 2015) :

C-1-2-3 | Daris B. connais tu la définition du mot harceler ? Tu px pas harceler qqun si une fois tu y dis que tu la baiserais sur le comptoir de ta cuisine....faudrais tu le fasse des jours et des jours et des semaines....**ca c'est du harcèlement sinon ca reste un commentaire déplacé point barre** (Nathalie B., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

C-8-277-12 | On peut reprocher plus d'une choses au comportement rapporté. De un, l'insistance: l'employé a clairement refusé les avances, le principal intéressé est revenu en force. Deuxièmement, oui, s'exhiber devant quelqu'un **c'est du harcèlement**. Finalement, vu son changement de ton une fois les avances refusées à plusieurs reprises... On peut raisonnablement conclure que oui, l'employé avait peur pour sa carrière. (Marie-Hélène M., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

Ces commentaires permettent de faire émerger les caractères continu – du moins son pendant répétitif – et non désiré.

4.3.3 Les mots pour en parler

Les discours citoyens comportent un nombre de termes comparable aux discours médiatiques lorsque le harcèlement sexuel est abordé par les internautes :

Tableau 10 : Termes définitoires présents dans les discours citoyens

termes	nombre de commentaires
comportement	51
geste	43
abus	18
acte	14
agissement	10
parole	7
commentaire	7
attitude	5
conduite	4
pratique	1

Tout comme dans le corpus de discours médiatiques, le terme *comportement* est celui qui a la plus haute fréquence avec 51 commentaires, suivi de *geste* avec 43 commentaires. Un écart considérable sépare ces deux termes du terme suivant, *abus*, plus

de deux fois moins mobilisé. Le terme *conduite* est aussi peu utilisé (4 commentaires) malgré son usage fréquent dans les discours juridiques.

Certains internautes recourent parfois à plus d'un terme à l'intérieur d'un même commentaire. Dans certains cas, les termes s'additionnent afin de couvrir les différents aspects du harcèlement sexuel (C-8-1-30), alors que dans d'autres, les termes semblent tout bonnement interchangeables, comme pour le commentaire C-8-1178. Dans ce dernier, il est aussi bien question de la banalisation des gestes que de la banalisation de comportements.

C-8-1-30 | Pauline Robichaud Ce n'est justement plus ou pas de sa vie PRIVÉE.....il a eu ces **gestes** et **attitudes** dans son milieu PROFESSIONNEL donc pas mal publique! (Marie Isabel B., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-1178 | Ça me fait bien rire tout ces commentaires ce matin. On va même jusqu'à excuser et banaliser les **gestes**. Parce que les victimes on peur à leur avenir. Beaucoup semble banaliser ce que du harcèlement peut engendrer chez certaines personnes et c'est pas beaucoup qui sont prêts à se faire juger ou perdre leurs carrière s'ils dénoncent. Et au combien banalise ce genre de **comportement**. Ben c'est pour ça qu'on réalise qu'il y en a partout. .. assez c'est assez pourquoi accepter ces **comportements**. Protégeons notre futur et dénonçons. ..Les jeunes n'acceptez pas ces **comportements** dénoncez pour que ça arrête (Nathalie W., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

Dans un autre commentaire, une internaute semble mettre en doute que les actes reprochés se soient déroulés et utilise des guillemets qui pourraient bien être des guillemets de distanciation avec le terme *actes* :

C-8-1366 | Vrai ou pas, ce n'est pas à moi de juger, sauf que je me demande pourquoi le fameux coiffeur/maquilleur n'a pas dénoncé dans le temps, il n'était pas vraiment un employé de Salvail? Non seulement il n'a rien dit, mais il a même accepté de travailler pour lui par la suite! Tout ceux qui ont été témoin des "**actes**" de Salvail (sans en être la victime) ne sont ils pas tous complices de n'avoir rien dit?? Ok, plusieurs vont dire qu'ils ne voulaient pas perdre leur emploi et pourtant sur les 11 personnes a avoir témoigné 10 l'ont fait sous l'anonymat ils auraient pu le faire bien avant!! (Francoise H. C., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

Le terme *commentaire*, qui était absent des autres discours, est utilisé afin d'évoquer les conduites verbales qui constituent du harcèlement sexuel :

C-8-26-11 | Jo eh une femme subi en moyenne ce genre de comportement au moins 3fois dans sa vie et ça c un minimum plus tu es jeune plus tu en subit des **commentaires**

désobligeant du harcèlement verbal et physique. [...] (Nathalie W., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

Le terme *parole* est également utilisé pour qualifier ces conduites.

Comparativement aux discours médiatiques, seul deux termes connotés sont utilisés pour parler de harcèlement sexuel : *abus* et *agissement*. Le terme *abus*, connoté négativement, est présent dans 18 commentaires, dont douze comportent la formule *abus de pouvoir*. Il est à noter que cette formule est souvent utilisée dans les commentaires analysés pour désigner un type de conduites répréhensibles à part entière et donc indépendant du harcèlement sexuel. Nous reviendrons sur l'abus de pouvoir en abordant le caractère hiérarchique à la section 4.4.2.6.

Le terme *agissements* est, pour sa part, présent dans dix commentaires. Parmi ceux-ci se trouve un commentaire qui cite le message qu'Éric Salvail a publié en réponse aux dénonciations :

C-15-25-4 | «Pendant de nombreuses années, dans de nombreuses situations et auprès de plusieurs personnes – bien au-delà de celles qui sont sorties publiquement –, mes **agissements** ont causé du tort», admet-il.... (Marie Chantale T., page Facebook du *Devoir*, 20 octobre 2017)

4.3.4 Les différentes caractéristiques associées aux conduites

Les discours citoyens comportent sensiblement les mêmes traits définitoires que les discours médiatiques, mais dans des proportions différentes. Le tableau 11 présente les traits quantifiables qui se trouvent dans les discours citoyens auxquels s'ajoutent les caractères hostile et genré qui, comme dans les discours médiatiques, sont non quantifiables.

Tableau 11 : Caractéristiques dans les discours citoyens

caractères	nombre de commentaires
hiérarchique	291
repréhensible	89
non désiré	80
continu	68
vexatoire	4
hostile	–
genré	–

Les adjectifs et les paraphrases qualifiantes sont ici aussi d'une grande utilité afin de faire émerger des traits définitoires.

4.3.4.1 Le caractère hiérarchique

Le caractère hiérarchique est de loin le plus représenté dans ce corpus avec 291 commentaires, soit plus de trois fois plus d'occurrences que le deuxième caractère en importance. Le harcèlement sexuel est souvent décrit, aussi bien dans les médias que par les internautes, comme un abus de pouvoir. Ce phénomène ne s'explique pas que par la situation d'autorité que présentent les cas couverts par les médias puisque des exemples hypothétiques font aussi état de relation hiérarchique entre harceleur et harcelé :

C-8-913-8 | Tu veux un exemple d'adulte, mon François? Imagine une femme qui se fait harceler par son patron. Elle est mère monoparentale, elle n'a pas le choix de garder ce job sinon elle ne peut pas nourrir ses enfants. Alors elle endure les attouchements, les paroles déplacées, parce qu'elle sait que si elle dénonce, elle risque de perdre sa job (comme la vaste majorité des victimes qui dénoncent en milieu de travail) et elle est terrifiée. Des années plus tard, alors qu'elle a réussi à se trouver un autre emploi et qu'elle ne vit plus dans la crainte constante, elle décide finalement de porter plainte pour s'assurer que plus personne ne vive le cauchemar qu'elle a vécu. Et là, on a toi, mon François, qui vient lui dire que non, c'est trop tard, elle aurait dû dénoncer avant et c'est tant pis! Pas de justice pour elle, ni pour les victimes qui vont inévitablement suivre. Tu l'aimes toujours, ta logique de victimisation? (Éli C., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-913-10 | François B. : **Si ton directeur d'école t'a harcelé, ou posé des gestes inappropriés**, et que tu as le courage de sortir pour le dénoncer, PEU IMPORTE le nombre d'années qui se sont écoulées, je t'applaudirais. Tu pourrais préserver la vie de nombreux enfants qui sont présentement sous l'autorité de ce directeur [...] (Éli C., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-513-1 | Non parce que en premier lieu tu devrais pas avoir à dire à quelqu'un de ne pas se toucher la poche devant toi étant **dans un environnemet de travail**. Une fois c'est déjà trop. **De faire des avances, des attouchements ou de l'exhibition devant ton staff c'est**

inapproprié et à moins d'être particulièrement dérangé tu es un adulte et tu comprends que c'est inacceptable. Je comprends pas pourquoi les gens veulent tant défendre le harcèlement sexuel, **ces gens là avaient des carrières et des reputations en jeu**, blâmer les victimes c'est très hypocrite (Catherine P., page Facebook de *La Presse*, 19 octobre 2017)

Les exemples fournis dans les deux derniers commentaires font état de harcèlement sexuel de type *quid pro quo* qui, pour rappel, implique un certain chantage de la part de la personne harceleuse et a donc des conséquences néfastes pour la personne harcelée si elle ne se soumet pas aux demandes. Devant un commentaire déplorant la carrière ruinée des hommes visés par les allégations, une internaute réplique en mettant l'accent sur les carrières ruinées des victimes :

C-19-21-8 | Ghislain L. quand une carrière est ruinée ??? Les gens qui ont perdu leur carrière l'ont perdue parce qu'ils ont fait des délits plus graves que des mots ou des sous-entendus à caractères sexuels, ils se sont attaqués à des femmes en les agressant ou les harcelant. Quand un employeur considère que vous ne vous comportez pas bien au travail il vous met à la porte...mais que dire de **milliers de femmes qui ont été virées pour avoir refuser des avances de leur patron ou collègue** et cela en passant totalement inaperçu.... (Chantal T., page Facebook du *Journal de Montréal*, 10 janvier 2018)

Pour une autre internaute, la position d'autorité est un facteur aggravant :

C-8-552 | C'est inacceptable et **encore plus d'une personne en position d'autorité!!!** Si cela vous arrive SVP portez plainte! Les hommes aussi ont le droit au respect de leur personne et à l'intégrité! Je suis sous le choc et profondément déçue ... merci pour l'article et de permettre aux victimes de se faire entendre (Francine R., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

Tous ne sont pas d'accord sur ce que signifie être en position d'autorité. Ainsi, un internaute remet en question le fait que Salvail ait été en position d'autorité, écartant le statut de l'animateur et producteur dans l'industrie télévisuelle et mettant plutôt de l'avant son orientation sexuelle – en l'associant à Legendre, autre personnalité publique québécoise ouvertement homosexuelle – et son gabarit – en l'opposant à George Saint-Pierre (GSP), champion de l'*Ultimate Fighting Championship* :

C-8-811-8 | Roxanne H. Position d'autorité Éric Salvail??? GSP peut-être, PKP peut-être mais Salvail?? Ils arriveraient lui pi Legendre avec leur tubes de lube pi pas certain que ça m'intimiderais beaucoup (Éric M., page Facebook de *La Presse*, 19 octobre 2017)

Nier le pouvoir de Salvail va de pair avec la banalisation de ce qu'ont vécu ses victimes.

Nous y reviendrons en nous penchant sur le caractère genré du harcèlement sexuel.

De façon plus anecdotique, il est mentionné à l'occasion que le harcèlement peut être également commis par un collègue, autrement dit, par une personne de même niveau hiérarchique ou encore même par des proches ou des membres de la famille :

C-8-277-98 | Le terme c'est harcèlement sexuel...c'est dommageable presque autant ... imagines jour après jour ton patron **ou un collègue proche**...c'est pas une ou deux fois dans un bar...ça peut être très traumatisant et atteindre les gens très deep...Bon, il ne l'avais pas réalisé apparemment alors maintenant il a l'opportunité de se prendre en main et de comprendre comment cela se vivait pour les autres, il va passer de biens mauvais jours en réalisant les impacts sous la honte publique. (Nat F., page Facebook de *La Presse*, 20 octobre 2017)

C-8-1398 | Que ce soit Salvail, Aubut, Polanski, Weinstein, **un(e) collègue de travail, un parent ou autre**, aucune inconduite sexuelle n'est permise et encore moins, le harcèlement sexuel ! Des hommes... abus de confiance, abus de pouvoir, c'est loin d'être rassurant. (Jocelyne G., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

La mention du parent au commentaire C-8-1398 ramène néanmoins au caractère hiérarchique puisque les parents ont un certain pouvoir sur leurs enfants.

4.3.4.2 Le caractère répréhensible

Si le caractère répréhensible n'était présent qu'implicitement dans le discours juridique – les lois permettent de sanctionner ce qui est répréhensible –, sa présence est plus marquée dans les discours courants, les discours citoyens n'y faisant pas exception avec 89 commentaires à ce sujet. Ce caractère se trouve dans les discours citoyens à travers des adjectifs affectifs subjectifs (Kerbrat-Orecchioni, 2009) connotés négativement comme *condamnable* (C-19-90), mais également des paraphrases de l'interdiction (C-8-1398 cité en fin de section précédente et C-8-471) :

C-19-90 | L'hypocrisie féminine a trop duré dans la vague des dénonciations de ces derniers temps. Bravo à ce collectif de femmes pour leur sortie. **Le viol et l'harcèlement sont condamnables**, mais aussi la dénonciation calomnieuse, les attitudes revanchardes qui appauvrissent la vie (Koffi L., page Facebook du *Devoir*, 10 janvier 2018)

C-8-471 | Pas de mots , je suis sous le choc cet homme étais en quelque sorte un idole ont va se le dire , sa carrière es terminer dans la vie , **il y a des choses qui se faits et d'autres que non** . (Bval B., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

L'auteur du commentaire C-19-90, bien que condamnant le viol et le harcèlement, inscrit ses propos dans une structure concessive au moyen du marqueur *mais* où il qualifie les dénonciations faites dans le cadre du mouvement *#MeToo* de calomnieuses et revanchardes. En plus de la paraphrase de l'interdiction, le commentaire C-8-1398, positionne le harcèlement sexuel au haut de l'échelle des inconduites sexuelles en termes d'interdiction puisque son auteur spécifie qu'« aucune inconduite sexuelle n'est permise **et encore moins, le harcèlement sexuel** ».

Les commentaires précédents portaient sur la condamnabilité du harcèlement sexuel d'un point de vue légal. D'autres internautes mettent plutôt de l'avant son aspect immoral en utilisant les adjectifs *inacceptable* (aussi bien directement (C-19-25) qu'en paraphrase (C-8-447)), *déplacé* (C-8-1-17) et *inapproprié* (C-1-43-2) :

C-19-25 | Un des passages de ce texte : " Cette justice expéditive a déjà ses victimes, des hommes sanctionnés dans l'exercice de leur métier, contraints à la démission, etc., alors qu'ils n'ont eu pour seul tort que d'avoir touché un genou, tenté de voler un baiser, parlé de choses "intimes" lors d'un dîner professionnel ou d'avoir envoyé des messages à connotation sexuelle à une femme chez qui l'attirance n'était pas réciproque." Dans mon monde, au 21^e siècle, ce n'est pas de la drague, ni flirt. **Ce n'est peut-être pas criminel, mais c'est au minimum un manque flagrant de respect.... C'est inacceptable!** (Tan S., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

C-8-447 | Sacré choc ce matin en lisant ça. Je suis surprise que ça n'ait pas éclaté avant aujourd'hui. J'aimais bien Salvail mais clairement en ce moment il me dégoûte. Il ne tolère pas de se faire dire non parce qu'il a une trop grosse estime de lui. **Y'a franchi la limite de ce qui est acceptable.** C'est fini pour moi, j'donne pas d'attention/cote d'écoute à ce genre de personne. (Roxane G., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-1-17 | Charles P. salvail viens quasiment d'avouer que **ses gestes était depalcer**.« Je vous avoue être fortement ébranlé par les propos publiés ce matin. J'aborde cette situation avec énormément d'empathie pour tous ceux et celles à qui j'aurais pu causer un malaise ou quelque forme de préjudice que ce soit. Je n'ai jamais eu l'intention d'indisposer quiconque. En pareilles circonstances, j'ai la chance d'avoir le soutien de mes proches, de mes collègues et de mon conjoint. Je choisis donc de prendre une pause professionnelle de quelques jours. Une pause qui me permettra de faire le point sur les événements. » (Jean-Yves T., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-1-43-2 | Marcelle F. je fais d'avantage un lien avec le harcèlement qu'avec une agression sexuelle. la persévérance c'est fait dans le respect de l'autre! Ce que je veux dire, il a respecter son non du départ, il n'a pas eu **de comportement inappropriés**, mais il a continuer d'inviter mon amie jusqu'à ce qu'elle accepte le rendez vous. (Martine L., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

Le commentaire C-19-25 fait la part des choses en expliquant qu'un comportement qui n'est pas criminel peut néanmoins être inacceptable. Dans le commentaire C-8-1-17, l'internaute, afin d'appuyer ses propos, cite un extrait de la publication Facebook d'Éric Salvail en réaction aux allégations dont il a fait l'objet.

D'autres internautes se penchent plutôt sur les raisons qui font que ces comportements sont répréhensibles, à savoir l'atteinte à l'intégrité et l'hostilité que nous abordons dans les deux sections suivantes.

4.3.4.3 Le caractère vexatoire

Tout comme pour les discours médiatiques le caractère vexatoire du harcèlement sexuel est surtout présent dans les discours citoyens à travers l'atteinte à l'intégrité. Cette dernière est abordée dans quatre commentaires, dont deux qui visent principalement à inciter les victimes à dénoncer leur agresseur ou critiquer celles qui ne le font pas :

C-1-13 | Honnêtement je ne comprends pas pourquoi que n importe qui, que se soit homme ou femme qui est victime de violence, harcèlement (psychologique) ou de geste **qui peut atteindre votre intégrité**, vous ne dénoncé pas!!!! Car une victime de plus risque de vivre même situation avec cette même personne..... LE RESPECT EST LA BASE DE TOUT (Martin G., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

C-1-41 | La dénonciation est de rigueur pour toute personne **qui atteint votre intégrité**. Dénoncé SVP un poid de moin pour vous. (Guy L., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

Aucun commentaire ne précise s'il s'agit de l'intégrité physique ou psychologique et dans deux commentaires, il est question du respect de l'intégrité, voire du droit à l'intégrité plutôt que de l'atteinte :

C-19-105 | Premièrement, ce n'est pas des femmes féministes qui dénoncent ses abuseurs, ce sont des femmes. Deuxièmement: si ces femmes dénoncent, c'est que la justice des hommes a failli à les protéger contre ces hommes abuseurs, Troisièmement :Courtiser (Flirter) la femme avec respect est toujours de mise, mais la liberté pour l'homme d'importuner la femme est et sera toujours condamnable. Quatrièmement : **le non respect de l'intégrité** et de l'espace de la femme est considérés comme un viol au Québec. (la main sur le genou) Cinquièmement : vous êtes indignes de vouloir empêcher vos consoeurs de crier leurs douleurs. (Jean-Claude P., page Facebook du *Devoir*, 10 janvier 2018)

C-8-552 | C'est inacceptable et encore plus d'une personne en position d'autorité!!! Si cela vous arrive SVP portez plainte! Les hommes aussi ont **le droit** au respect de leur personne et à **l'intégrité**! Je suis sous le choc et profondément déçue ... merci pour l'article et de permettre aux victimes de se faire entendre (Francine R., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

Si les définitions dans les discours juridiques comportent souvent la paire *dignité* et *intégrité*, la dignité est absente des discours courants que sont les discours médiatiques et citoyens.

Le terme *vexatoire* est tout de même présent à une reprise dans les commentaires, mais il se trouve dans une citation tirée du site web de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail⁶² qui reprend les grandes lignes de l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail*.

4.3.4.4 Le caractère hostile

Tout comme pour les discours médiatiques, le caractère hostile est omniprésent dans les discours citoyens que nous avons analysés. En fait, il est sous-entendu dans la plupart des conduites qualifiées de harcèlement sexuel puisqu'il s'agit de conduites envisagées négativement et qualifiées au moyen d'axiologiques négatifs. Généralement exprimé implicitement et donc difficile à quantifier, il est néanmoins présent de façon explicite dans quatre commentaires où *hostile* qualifie des comportements, dont celui-ci :

C-19-3-3 | Insistante ne veux pas dire harcèlement. L'harcèlement implique une répétition d'un comportement **hostile**. Bien que le comportement est p-e déplaisant et déplacé, s'il

⁶² Ce commentaire, C-19-3-1, a été cité à la page 100.

n'arrive pas à répétition, c'est pas techniquement du harcèlement. (Ao L., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

4.3.4.5 Le caractère non désiré

Le caractère non désiré, qui était moins présent dans les discours médiatiques que dans les discours juridiques, est presque aussi fréquent que le caractère répréhensible dans les discours citoyens, avec 80 commentaires.

Comme nous l'avons vu en abordant le procédé de l'antithèse à la section 4.3.2.2, la question de la frontière entre drague et harcèlement sexuel occupe un espace considérable dans les discours citoyens. Souvent, le caractère non désiré est l'élément qui permet de trancher entre ces deux comportements :

C-19-40-2 | Le tripotage **non désirée** ou les blagues vulgaires ne sont pas de la drague... (Yannick O., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

C-1-35-8 | Draguer ? Bien sûr que c'est permis. Mais si draguer = toucher le derrière, pogner un sein au passage, en fait toucher la personne peu importe la partie du corps **sans son consentement**. Si c'est de demander et redemander, insister, et que **la personne dit non ou montre clairement qu'elle est pas intéressée**. Si c'est de ne pas être capable de ne pas dire de paroles déplacées. Peut-être que l'humain en général devrait revoir ses techniques de drague. Parce que c'est pas limité qu'aux hommes ces comportements. D'ailleurs ils devraient sonder les hommes aussi. (Veronique C., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

Ce caractère émerge lorsqu'il est question de consentement, comme c'est le cas dans le commentaire précédent et dans les suivants :

C-19-9 | Et ce sont ces femmes qui viennent mettre des bâtons dans les roues des victimes. On parle de consentement - c'est clair. Si ces femmes veulent donner leur consentement, libre à elles, mais voilà l'importante distinction. **Pas de consentement, ça ne passe pas, point.** (Michelle S., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

C-7-21 | Elle est devenue folle. On ne parle pas de drague on parle de harcèlement et de viol. **Je dis non tu me harcèle**, tu forces une relation sexuelle c'est une agression. Elle doit être m'as⁶³. (Catherine V., page Facebook du *Journal de Montréal*, 9 janvier 2018)

⁶³ Dans un autre commentaire, l'auteur du commentaire C-7-21 a précisé qu'*être m'as* aurait dû se lire *être maso*.

L'autrice du commentaire C-7-21 fournit également une gradation des comportements de la drague aux agressions en passant par le harcèlement.

Si le harcèlement est dénoncé dans ces commentaires, bon nombre d'internautes estiment, à l'opposé, que ces situations ne seraient pas problématiques si les personnes concernées communiquaient leur non-consentement, rejetant ainsi la responsabilité sur les victimes :

C-8-264 | Fait longtemps que ça dur **mes ces pas trop dur à régler tu l averti et ces fini** (Je J., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-1-27 | Je me demande si elle confond flirt et harcèlement, **sinon on t'elle confronter le harceleur? On forge son destin comme on dis** (Malcolm A., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

C-19-24 | Elles ont parfaitement raison! **Il appartient aux femmes de faire connaitre leur désintérêt face à une drague non-souhaitée**, et cela sur le coup, pas des années plus tard. (Gilles B., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

D'autres s'opposent à ce point de vue dans la mesure où même après plusieurs avertissements, les gestes peuvent continuer (C-8-264-1) et que plusieurs conduites sont intrinsèquement inappropriées et qu'il ne devrait pas être nécessaire d'informer la personne harcelante qu'il s'agit de conduites non désirées (C-8-513-1) :

C-8-264-1 | Ouin non. C'est plus complexe que ça. **Juste regarder le cas de Marcel Aubut, qui s'est fait avertir plus d'une fois.** (Frédéric M., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-513-1 | Non parce que en premier lieu tu devrais pas avoir à dire à quelqu'un de ne pas se toucher la poche devant toi étant dans un environnemet de travail. Une fois c'est déjà trop. De faire des avances, des attouchements ou de l'exhibition devant ton staff c'est inapproprié et à moins d'être particulièrement dérangé tu es un adulte et tu comprends que c'est inacceptable. Je comprends pas pourquoi les gens veulent tant defendre le harcèlement sexuel, ces gens là avaient des carrières et des reputations en jeu, blâmer les victimes c'est très hypocrite (Catherine P., page Facebook de *La Presse*, 19 octobre 2017)

4.3.4.6 Le caractère continu

Bien qu'il compte un moins grand nombre d'occurrences que les caractères précédents, le caractère continu est tout de même bien présent dans les discours citoyens

(68 commentaires). Pour rappel, en termes juridiques, ce critère englobe aussi bien la répétition d'actes que les effets continus dans le temps pour la victime. Or, ce dernier aspect n'est présent qu'à une occasion dans les commentaires analysés :

C-8-513-1 | Non parce que en premier lieu tu devrais pas avoir à dire à quelqu'un de ne pas se toucher la poche devant toi étant dans un environnemet de travail. **Une fois c'est déjà trop.** [...] (Catherine P., page Facebook de *La Presse*, 19 octobre 2017)

Dans les autres commentaires, il n'est donc question que de la répétition. Qui plus est, des internautes semblent se faire un devoir d'informer leurs interlocuteurs de la nécessité du caractère répété et rejettent les actes isolés :

C-19-3-1 | Et avant qu'on me demande des sources, voici une petite trousse:<https://www.cnt.gouv.qc.ca/en-cas-de/harcèlement-psychologique/index.html#c8480>"Le harcèlement psychologique au travail est une conduite vexatoire qui se manifeste par des comportements, **des paroles ou des gestes -->répétés<--**:" (Nicolas L., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

C-19-3-3 | Insistante ne veux pas dire harcèlement. L'harcèlement implique une **répétition** d'un comportement hostile. Bien que le comportement est p-e déplaisant et déplacé, **s'il n'arrive pas a répétion, c'est pas techniquement du harcèlement.** (Ao L., page Facebook du *Devoir*, 9 janvier 2018)

C-1-2-3 | Daris B. connais tu la définition du mot harceler ? Tu px pas harceler qqun si une fois tu y dis que tu la baiserais sur le comptoir de ta cuisine....**faudrais tu le fasse des jours et des jours et des semaines....**ca c'est du harcèlement sinon ca reste un commentaire déplacé point barre (Nathalie B., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

Dans le premier commentaire, l'internaute cite un résumé de l'article 81.18 de *Loi sur les normes du travail* fourni sur le site de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et il utilise des caractères afin de créer deux flèches pointant vers l'adjectif *répétés* afin de l'accentuer. Or, sur ce site, le passage cité par l'internaute est suivi du paragraphe suivant : « Une seule conduite grave peut constituer du harcèlement si elle a les mêmes conséquences et si elle produit un effet nocif continu sur la personne qui le subit. » L'internaute à l'origine du commentaire C-19-3-3 souligne la nécessité que les comportements soient répétés, mais indique que l'insistance – qui comprend pourtant à la fois le caractère continu et le caractère non désiré – n'équivaut pas à du harcèlement. Au

contraire, pour d'autres internautes, dès qu'il y a insistance, les comportements peuvent être qualifiés de harcèlement sexuel :

C-1-2 | faut pas capoter non plus l'homme as toujours ete plus macho et la femme plus reservee ...l'homme va etre peut-etre plus entreprenant que la femme pas dans tout les cas mais dans plusieurs tu le revires une fois **et apres si il insistes la c'est du harcèlement** ..y'en as plusieurs qui vont voir du harcèlement partout ces temps ci ...j'approuves pas du tout ces gestes bien au contraire faut juste pas se mettre a voir du harcèlement partout ...mais faut pas laisser passer des gestes semblables non plus qui vont bien au dela du simple desir ..quand c'est trop insistant ca deviens deplaisant comme on dis (Patrick H., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

C-19-18-13 | Danny H. Justement non ! **Mais si la personne insiste et qu' elle n' arrête pas ses compliments non désirés , ça devient du harcèlement !** C' est quand même pas difficile à comprendre ! (Christine M., page Facebook du *Devoir*, 10 janvier 2018)

C-8-17-12 | Pour qu'il y ait harcèlement, il faut qu'il y ait **insistance d'une partie, non désirée de l'autre partie**. La cas Legendre n'est pas cela. C'est deux personnes consentantes. Le problème c'était le lieu inapproprié. Faut pas tout mélanger... (Guy C., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

La persévérance est aussi employée comme pendant positif de l'insistance dans un exemple⁶⁴ qui vise à amoindrir l'hostilité engendrée par la répétition :

C-1-43 | Entoucas, je connais un homme qui a persévéré après le premier refus d'une amie. Aujourd'hui, ils sont mariés et ont deux enfants! (Martine L., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

Une internaute s'enquiert sur l'acceptabilité d'un commentaire déplacé isolé :

C-1-3-13 | Nathalie Bouchard Pour vous un commentaire déplacé c'est acceptable? Si oui, **combien de fois?** (Lucie R. S., page Facebook du *Journal de Montréal*, 23 octobre 2017)

Ce n'est pas la seule question soulevée sur le caractère continu. Ainsi, une internaute se demande si les propos répétés par des personnes différentes constituent du harcèlement :

C-19-91-1 | **Quand tu reçois des propos désobligeants à répétition d'homme différent est-ce du harcèlement ?** Ou si ce n'est que des mal poli qui croient que leur opinion est importante? Parce que se faire siffler dans la rue comme si on est des chiens ça devrait nous réjouir ? Allo la drague c'est cela selon vous? Gras et vulgaire? (Chantal G., page Facebook du *Devoir*, 10 janvier 2018)

⁶⁴ Cet exemple a été présenté plus en détail à la section 4.3.2.2.

Ces questions restent sans réponse. Ce silence montre que le caractère continu engendre de nombreux questionnements bien au-delà de la frontière entre la drague et le harcèlement sexuel. De façon plus large, les discours citoyens ne fournissent pas toujours de définition claire, mais suscitent des interrogations à partir desquelles émergent des éléments définitoires.

4.3.4.7 Le caractère genré

Tout comme pour les discours médiatiques, les discours citoyens font souvent état du genre lorsqu'il est question du harcèlement sexuel, contrairement aux discours juridiques où le genre des acteurs n'est pas précisé. Les femmes sont alors désignées comme les victimes. C'est le cas dans le commentaire C-8-81-9 où l'internaute précise que ça dure depuis toujours :

C-8-81-9 | Tout un commentaire, Edwin L.! **Les femmes ont longtemps été et sont toujours victimes d'harcèlement**, à la lumière des événements entourants l'affaire Harvey Weinstein, si maintenant y'en a pour banaliser la chose en faisant quelconque allusion aux femmes en affaires dans notre société, c'est encore une fois casser du sucre sur leur dos et d'une bassesse sans nom. (Pierre P., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

Les femmes est alors à visée générique. Dans une perspective hétéronormative, si les femmes sont les victimes, le rôle du harceleur est dévolu aux hommes :

C-1-63-1 | Et si 100% des hommes qui ont agressé ne l'avaient pas fait, 100% des femmes seraient en sécurité. On devrait plutôt mettre nos énergies à enseigner aux hommes à respecter les autres autour d'eux. Car encore une fois on met la faute sur les femmes de ne pas avoir eu "les outils pour désamorcer" ce qui ne devrait pas arriver en premier lieu. (Lucie D., page Facebook du *Journal de Montréal*, 22 octobre 2017)

Ce commentaire offre des généralisations en réponse à ceux qui rejettent le blâme sur les victimes. Un autre internaute apporte des nuances à certaines généralisations :

C-19-40-4 | Quelqu'un de respectueux et d'intelligent est capable de comprendre qu'il doit y avoir des nuances dans tout... Et qu'actuellement c'est tout à fait à l'opposé auquel nous assistons... **Les femmes ne sont pas toutes des victimes. Les hommes ne sont pas tous des prédateurs.** (Yannick O., page Facebook du *Devoir*, 10 janvier 2018)

En outre, contrairement aux discours analysés précédemment, plusieurs internautes insistent pour mentionner que les femmes peuvent également être harcelantes. Certains déplorent même qu'aucune ne soit mise sur la sellette dans le cadre du mouvement *#MeToo* :

C-8-883 | Bizarre qu' aucunes femmes n'est pointé du doigt dans toutes ces dénonciations. Quand c'est une femme qui agit de la sorte on dit qu' elle est insistante. Quand c'est un homme , on le condamne sur la place publique. Je ne dit pas que tout les hommes ne sont pas coupables , mais que les femmes ne sont pas toutes des saintes non plus. (Christian P., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-883-1 | Si une femme retirait son pantalon/jupe durant une réunion de travail, je suis pas mal certaine qu'on ne dirait pas qu'elle n'est qu'insistante. **Tout agresseur doit être dénoncé** (la dénonciation peut prendre plusieurs formes), **peu importe le genre** (Camille S., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-1-4-2 | **Comme si les femmes seraient tous des saintes** n'a plusieurs que quand sa fait pas leur affaire elles aiment bien salir la personne en question et se sans considération et sans conscience (Alain M., page Facebook du *Journal de Montréal*, 21 octobre 2017)

En réponse au commentaire C-8-883, une internaute exclut le genre du débat en affirmant que les comportements reprochés devraient être dénoncés peu importe le genre de la personne qui les pose.

Le fait que les victimes d'Éric Salvail soient des hommes a définitivement teinté le contenu de plusieurs des fils de commentaires que nous avons analysés. Ainsi, certains internautes font des commentaires homophobes (C-8-876), dont certains pour qui un homme devrait être en mesure de se défendre (C-15-18-3 et C-15-42) :

C-8-876 | bin bon gros fif vous vous faites prendre chacun votre tour (Mateo D., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-15-18-3 | Il est gai... les petites filles ne l'intéresse pas!!! Les grands monsieurs pas de couilles oui ça à l'air!!! Un homme pas capable de ce défendre??? Ho que wow!!!! (Maryse L., page Facebook du *Devoir*, 20 octobre 2017)

C-15-42 | Vous semblez oubliez que c'est contre DES GARS!!!! Gars pas de couilles??? Gais??? Pissoux??? Désolée... les gars concerné(e)s, oui oui avec un e, n'ont vraiment pas eu de couilles!!! (Maryse L., page Facebook du *Devoir*, 20 octobre 2017)

De tels commentaires contribuent à la banalisation des conduites subies par des hommes, puisqu'ils laissent entendre qu'il serait facile pour un homme d'y mettre un terme. D'ailleurs, nombreux sont ceux qui déplorent le traitement réservé aux victimes (hommes) d'Éric Salvail. Selon ces internautes, si les victimes étaient des femmes, les commentaires seraient autres :

C-8-1677 | Les commentaires serais pas pareil sit sa serais un gars qui fera sa à une femme et sit il serais aimer du public j'ai lue et attendu l'es histoire qui ses passer as son sujet et ses du harcèlement pure et simple sa se fait pas (Jean-yves B., page Facebook de *La Presse*, 19 octobre 2017)

Au-delà des commentaires, un internaute pense que l'homosexualité de Salvail a eu un impact sur le choix du terme *inconduite* dans un article de *La Presse* (C-8-81). Une autre pense que l'attention qu'occupe l'affaire Salvail tient de l'homophobie (C-8-290), ce à quoi elle s'est fait répondre qu'Aubut, homme hétérosexuel, a également fait l'objet d'allégations de harcèlement sexuel (C-8-290-1).

C-8-81 | Ok appellons un chat un chat! Ce n'est pas parce qu'il est homosexuel que c'est plus "clean". Ce n'est pas de l'inconduite, c'est du harcèlement sexuel et pas autre chose. Mettez un homme dans cette même situation envers une femme et il se fait crucifier. (Martin K., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-290 | triste pour les victimes, mais les gens devraient arrêter d etre homophobes, car quand cest des hétéros les gens disent rien!!! (Geneviève M., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-290-1 | Marcel Aubut est hétéro a ce que je sache, et c des histoires pas mal moins pire que ca qui lui ont fait perde sa job et sa crédibilité. Ca n'a rien avoir avec l'homophobie de dénoncer un comportement comme le sien. (Geneviève P., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

D'autres mettent de l'avant qu'il s'agit de harcèlement peu importe qui en est la victime ou le harceleur :

C-8-604 | c'est triste.et désolant.. mais si tout ce confirme que le harcèlement n'est pas seulement une question de genre. homme et femme peuvent etre victimes..ce qui vas etre intereessant a voir vas etre la reaction de TQS et Bell Media.. surtout Bell Media qui c'est empressé de retirer le micro de Joel Legendre quand il c'est fait prendre pour de l'exhibitionnisme.. (Nathalie F., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-848 | Bravo champion ta beau être etero gai blanc noir etc... homme femme le arcellement sous toute c'est forme les argression c'est tout simplement non (Valerie P., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

C-8-557-4 | Probablement pour les mêmes raisons que certaines personnes qui ont pris plus de trente ans pour en parler..... ne jamais oublier qu'il était en position de force, contrôle et pouvoir, et le salaire et le job de plusieurs étaient en jeu. **Homme ou femme, c'est le MÊME combat.** (Laurent C., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

Tout comme pour les discours médiatiques, il est bien difficile de quantifier la fréquence du caractère genré dans ce corpus : ce dernier est omniprésent, même lorsque certains tentent de minimiser son importance.

Des trois corpus analysés, les discours citoyens sont sans contredit les plus polarisés. Dans la foulée du mouvement *#MeToo*, pour certains internautes, les actes dénoncés constituent du harcèlement sexuel, alors que pour d'autres, certains actes, comme ceux reprochés à Salvail, servent plutôt de contre-exemples afin de définir ce qui n'en est pas. Dans ce dernier cas, le harcèlement est souvent banalisé. Ainsi, des définitions variées du harcèlement sexuel émergent des discours citoyens.

Qu'il soit banalisé ou non, le harcèlement sexuel est défini par les internautes comme tout comportement, geste, acte, agissement, attitude, conduite, parole, commentaire, abus ou pratique à caractère sexuel qui est répréhensible et répété. Le harcèlement sexuel est non désiré la plupart du temps. Généralement, le harceleur est un homme et la victime est une femme, mais il est possible qu'un homme en harcèle un autre et qu'une femme soit également harceleuse. La plupart des personnes harceleuses sont en position d'autorité.

4.4 Le glissement sémantique et le changement de sens

L'analyse des discours juridiques, médiatiques et citoyens a permis de faire émerger les différents traits définitoires du harcèlement sexuel, apportant ainsi réponse à notre première question de recherche. La présente section permettra, pour sa part, de répondre aux deux autres questions soit : 1) Ces traits diffèrent-ils selon ces discours et si oui, de quelle manière? et 2) Le sens donné à l'expression *harcèlement sexuel* est-il plus ou moins restreint dans un de ces discours?

Afin de répondre à ces questions, nous comparerons les traits définitoires recensés dans chaque discours. Dans la mesure où chaque corpus est d'une ampleur différente, une comparaison quantitative, même toute proportion gardée, aurait été périlleuse. Qui plus est, certains traits – le caractère genré et le caractère hostile – sont transversaux et donc difficilement quantifiables. Pour ces raisons, la comparaison des différents traits sera avant tout qualitative, bien que nous fournirons, à l'occasion, le nombre d'occurrences afin de donner une idée de la hiérarchisation des traits. Ainsi, nous nous attarderons sur l'importance des traits les uns par rapport aux autres et aux différentes façons dont ils se manifestent. Plus précisément, nous nous pencherons sur les termes définitoires utilisés et sur les caractéristiques associées aux conduites pour chaque discours. Nous concluons cette section par une analyse plus globale des glissements sémantiques qui s'opèrent lors du passage d'un discours à un autre.

4.4.1 Les mots pour en parler

Dans les discours analysés, on compte au total 18 termes différents lorsqu'il est question de harcèlement sexuel. Chaque corpus comporte un nombre somme toute

similaire de termes – huit pour les discours juridiques, dix aussi bien pour les discours médiatiques que pour les discours citoyens. Le nombre de termes ne permet donc pas d'établir efficacement une distinction entre les discours. Pour obtenir une base de comparaison, nous avons distingué les termes selon qu'ils sont dénotatifs, c'est-à-dire des termes qui sont « directement liés aux propriétés du référent discursif » (Kerbrat-Orecchioni, 2002, p. 131), ou connotatifs, autrement dit, des termes qui contiennent des valeurs qui s'ajoutent à leur sens dénotatif (Kerbrat-Orecchioni, 2002) (voir tableau 12). Or, c'est justement l'ajout de valeurs qui nous intéresse, puisque celui-ci est révélateur des changements sémantiques qui s'opèrent lorsque le terme passe d'un discours à un autre.

Tableau 12 : Termes définitoires dans les différents discours

Noyaux syntagmatiques		Discours		
		juridiques	médiatiques	citoyens
dénotatifs	conduite	X	X	X
	comportement	X	X	X
	parole	X		X
	commentaire			X
	geste	X	X	X
	acte	X		X
	événement		X	
	situation		X	
	attitude	X		X
	pratique	X		X
connotatifs	discrimination	X		
	problème		X	
	problématique		X	
	incident		X	
	injustice		X	
	fléau		X	
	abus	X		X
	agissement			X

Les discours médiatiques se démarquent avec un plus grand nombre de termes connotés, soit cinq contre deux pour les discours juridiques et citoyens respectivement. Les termes *problème*, *problématique*, *incident*, *injustice* et *fléau*, utilisés afin de parler du harcèlement sexuel dans les discours médiatiques, sont absents des discours juridiques et citoyens. Or,

bien que connotés, les termes *problème*, *problématique* et *incident* sont plus près du pôle neutre sur le plan axiologique qu'*injustice* et *fléau*. En excluant les trois termes plus neutres, l'écart entre le nombre de termes connotés dans les différents discours disparaît.

Les valeurs ajoutées à l'ensemble des termes connotés pointent toutes du côté négatif de l'axe de la subjectivité (Kerbrat-Orecchioni, 2009). Tous évoquent les caractères hostile et répréhensible, et donc contraires à une certaine norme morale. Les termes *problème* – surtout en cooccurrence avec *systémique* –, *problématique* et *fléau* font quant à eux état de l'ampleur du phénomène.

La plus grande variété de termes dans les discours médiatiques peut s'expliquer notamment par le fait que les rédacteurs sont des professionnels et que, à l'occasion, ils mettent de côté leur objectivité et ont recours à l'émotion afin de capter l'attention de leurs lecteurs en créant un terrain d'intersubjectivité (Brin, Charron et de Bonville, 2004). Cela est particulièrement courant dans les chroniques et les éditoriaux. Certains chroniqueurs sont de plus réputés pour la verve de leur plume. Le recours à des termes connotés pour définir le harcèlement sexuel n'est toutefois pas uniquement attribuable aux rédacteurs puisque les discours médiatiques sont polyphoniques et qu'ils comportent des discours rapportés directs et indirects. Par exemple, le terme *problème* est utilisé dans six articles, dont deux où l'expression *problème systémique* est attribuée au premier ministre Justin Trudeau.

Les définitions contenues dans les discours juridiques sont, rappelons-le, assez formatées, ce qui ne favorise pas de variation dans les termes. La reprise de termes – voire de définitions complètes – issus notamment de la *Loi sur les normes du travail*, de doctrine ou de documentations d'organismes comme la Commission des droits de la personne et

des droits de la jeunesse, restreint également le nombre de termes employés. Notons tout de même la présence de deux termes connotés, soit *abus* et *discrimination*. Le premier est présent dans la définition du harcèlement sexuel fournie dans l'arrêt Janzen⁶⁵ où il est mentionné que « [l]e harcèlement sexuel en milieu de travail est un abus de pouvoir tant économique que sexuel » (p. 36). Il figure également dans les syntagmes définitoires de trois politiques institutionnelles sous la forme « toute conduite ou (tout) abus de pouvoir », et est mentionné hors du syntagme définitoire dans deux autres politiques. Le terme *abus* – surtout lorsqu'il est en cooccurrence avec *de pouvoir* – fait état du caractère hiérarchique du harcèlement sexuel, mais également du caractère répréhensible puisqu'il implique que le harceleur a agi avec excès. *Discrimination* est pour sa part utilisé dans deux syntagmes définitoires de politiques institutionnelles – qui toutes deux semblent emprunter leur définition à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse – en plus d'être présent dans le titre de plusieurs de ces documents et d'être énuméré comme exemple de harcèlement sexuel dans trois autres. Le fait de voir le harcèlement comme une « forme de discrimination » sous-entend qu'il s'agit d'un geste répréhensible.

Il est étonnant de remarquer que les discours citoyens ressemblent somme toute aux discours juridiques dans le choix des termes utilisés pour parler du harcèlement sexuel. Dans la mesure où ils sont rédigés à la suite des discours médiatiques et où les internautes ont la même liberté dans la rédaction que les journalistes, les chroniqueurs et les éditorialistes, voire davantage, nous nous serions attendue à plus de similitudes dans les discours courants. Qui plus est, comme les discours juridiques sont moins accessibles pour les non-initiés, nous ne croyions pas que les termes qui s'y trouvent seraient aussi souvent

⁶⁵ *Janzen c. Platy Enterprises Ltd.*, 1989 CanLII 97 (CSC).

repris par les internautes. Dans les discours citoyens, deux termes connotés sont utilisés : *abus* et *agissement*. S'il peut sembler étonnant de ne pas trouver de termes connotés en plus grand nombre, ce constat est néanmoins cohérent avec le fait que les discours citoyens sont divisés entre les gens qui considèrent que les gestes dénoncés constituent du harcèlement et ceux qui sont en désaccord. Ainsi, ceux qui estiment qu'il ne s'agit pas de harcèlement sexuel ont moins tendance à utiliser des termes connotés négativement lorsqu'ils abordent le sujet ou encore ils s'en distancient. Prenons l'exemple du commentaire C-8-1366 :

C-8-1366 | [...] Tout ceux qui ont été témoin des "**actes**" de Salvail (sans en être là victime) ne sont ils pas tous complices de n'avoir rien dit?? [...] (Francoise H. C., page Facebook de *La Presse*, 18 octobre 2017)

Le terme *acte*, qui est pourtant dénotatif, y est mis entre guillemets par l'internaute qui remet en question les dénonciations à l'égard de Salvail.

Le terme *abus* va de pair avec le caractère hiérarchique du harcèlement sexuel, qui est le trait le plus fréquent dans ces discours. Tout comme pour les discours médiatiques, il est souvent question d'abus de pouvoir et ce terme évoque également le caractère répréhensible du harcèlement sexuel. Le terme *agissement* sous-tend pour sa part que les comportements sont condamnables et fait donc aussi émerger le caractère répréhensible. Les termes dénotatifs *attitude* et *commentaire*, qui ne sont présents que dans les discours citoyens, apportent aussi un certain éclairage sur la représentation que les gens se font du harcèlement sexuel. Ainsi, *attitude* est moins précis que *conduite* et ouvre la porte à une interprétation subjective de ce qu'est le harcèlement sexuel. Le terme *commentaire*, pour sa part, met en lumière que les conduites n'ont pas uniquement des manifestations

physiques puisqu'elles peuvent également être verbales. Le terme *parole* apporte le même éclairage et figure aussi dans les discours juridiques.

En somme, en se penchant sur les termes utilisés pour décrire le harcèlement sexuel, il est possible de constater que, généralement, dans les discours juridiques, on se contente de décrire les propriétés des gestes posés. De façon plus anecdotique, les caractères hiérarchique et répréhensible du harcèlement émergent lorsqu'il est question respectivement d'abus de pouvoir et de discrimination. Dans les discours médiatiques, le caractère répréhensible est accentué par le recours à de nombreux termes connotés négativement. Les discours citoyens, pour leur part, contiennent peu de termes connotés pour décrire le harcèlement sexuel. Dans ces discours, les changements de sens seront plus perceptibles lors de la comparaison des différentes caractéristiques associées aux conduites.

4.4.2 Les différentes caractéristiques associées aux conduites

Lors de notre analyse, nous avons relevé sept traits définitoires du harcèlement sexuel. En identifiant ceux qui se trouvent dans chacun de nos corpus de façon considérable – marqué d'un X – ou anecdotique – marqué d'un (X) –, nous remarquons que la plupart sont communs à tous les discours. Ainsi, seuls deux ne sont pas présents dans l'ensemble des discours :

Tableau 13 : Caractères associés aux conduites dans les différents discours

Caractères	Discours		
	juridiques	médiatiques	citoyens
vexatoire	X	(X)	(X)
non désiré	X	X	X
continu	X	X	X
hostile	X	X	X
hiérarchique	(X)	X	X
répréhensible		X	X
genré		X	X

Ainsi, si certains traits définitoires – caractères répréhensible et genré – s’ajoutent lorsque le harcèlement sexuel passe des discours spécialisés aux discours courants, la plupart des changements sémantiques se présentent autrement que par l’ajout de traits définitoires. En plus de nous intéresser à cet ajout, nous nous pencherons donc également sur l’accentuation de certains traits dans les discours et sur les différentes façons dont ils se présentent.

4.4.2.1 Le caractère vexatoire

Le caractère vexatoire s’exprime notamment par l’emploi du terme du même nom. Ce dernier est avant tout employé dans les discours juridiques. Il est d’ailleurs présent dans la définition du harcèlement psychologique – lequel, pour rappel, inclut le harcèlement sexuel – qui se trouve à l’article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail*. Lors du passage des discours spécialisés aux discours courants, le terme cesse d’être utilisé hormis à une reprise au sein d’une citation juridique intégrée à un commentaire Facebook. Ce trait définitoire revêt une importance moindre dans les discours courants et n’émerge que lorsqu’il est question de l’intégrité de la victime. Dans les discours médiatiques, ce sont un humoriste et un sociologue qui évoquent l’atteinte à l’intégrité et non pas des journalistes ou chroniqueurs. L’atteinte à l’intégrité est aussi mentionnée à de rares occasions par des

internautes. Ainsi, le caractère vexatoire, très courant dans les discours juridiques, perd en importance dans les discours courants.

4.4.2.2 Le caractère non désiré

Le caractère non désiré figure également dans la définition de l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail*. Qui plus est, il s'agit du trait définitoire le plus souvent mobilisé dans les politiques institutionnelles. Or, dans les discours médiatiques, il s'agit du trait le plus rare. Néanmoins, il s'y présente indirectement de multiples façons. Ainsi, il émerge dans des métaphores qui lient le harcèlement sexuel à la chasse ainsi que dans des exemples et des contre-exemples qui, bien souvent, portent sur la frontière entre drague et harcèlement. Journalistes et chroniqueurs évoquent à quelques reprises les différences de perception entre le harceleur et la personne harcelée en matière de consentement.

Dans les discours citoyens, le caractère non désiré est parmi les traits les plus fréquents. Les éléments présents dans les discours médiatiques s'y trouvent également. Par ailleurs, lorsqu'il est question de consentement, certains internautes mentionnent qu'il devrait revenir aux victimes – voire aux femmes – de communiquer clairement leur non-consentement lorsqu'elles vivent une situation non désirée, afin de mettre fin à la situation. La responsabilisation de la victime face à un geste indésiré constitue du *victim-blaming*, soit « the idea that women are, and should be, responsible for navigating their own safety, for managing men's sexual attention and aggression, and also for accurately assessing and avoiding risk » (Randall, 2010, p. 409). Cette idée que le harceleur ne peut connaître le caractère non désiré de ses conduites sans que la personne harcelée ne lui en fasse part est à l'opposé de ce qui est avancé dans la décision Dhawan. Pour qu'une victime puisse se

décharger du fardeau d'établir que les conduites qu'elle a subies sont vexatoires, elle doit notamment démontrer « le fait que le défendeur savait, à la lumière de son attitude ou de son comportement, particulièrement au plan de l'agressivité ou des menaces, que sa conduite était socialement inacceptable » (p. 17-18). Cette connaissance de la part du harceleur implique que tout ne se joue pas seulement dans la perception de la victime.

En bref, le caractère non désiré, qui était le plus souvent mobilisé dans les discours juridiques, est le moins abordé dans les discours médiatiques. Il est plus fréquent dans les discours citoyens, mais son usage est parfois détourné afin de blâmer les victimes ou encore de questionner la perception des événements.

4.4.2.3 Le caractère continu

Le caractère continu est le plus complexe de notre corpus puisqu'il suppose deux pendants : le premier implique la répétition des conduites, le second inclut les actes isolés graves, à condition que les conséquences pour la victime soient continues dans le temps. Dans les discours juridiques, ces deux pendants sont bien représentés dans la loi, dans la jurisprudence et dans les politiques institutionnelles, bien que certaines politiques n'abordent que le pendant répétitif ou omettent complètement le caractère continu. Dans les discours médiatiques, le pendant répétitif du caractère continu est utilisé afin d'exprimer la persistance et la normalisation du phénomène. Le deuxième pendant est, pour sa part, absent.

Les discours citoyens sont encore une fois plus polarisés par rapport à ce trait définitoire. Contrairement aux auteurs des discours juridiques et médiatiques, les internautes débattent donc sur certains des traits définitoires. Pour plusieurs internautes,

aussi déplacée soit-elle, une conduite ne peut être qualifiée de harcèlement si elle n'est pas répétée. Ils font alors du pendant répétitif du caractère continu le critère-clef pour déterminer si une conduite constitue du harcèlement sexuel et excluent la possibilité qu'un acte grave isolé puisse être ainsi qualifié. Un internaute va même jusqu'à citer de façon incomplète une définition juridique du harcèlement sexuel afin d'appuyer l'importance de la répétition (C-19-3-1, cité à la page 100). En fait, un seul internaute évoque le deuxième pendant du caractère continu en mentionnant qu'« [u]ne fois c'est déjà trop » (C-8-513-1, cité à la page 99).

En résumé, le caractère continu, bien que présent dans les trois corpus, connaît une restriction de sens importante en passant dans les discours courants. La répétition des conduites est ainsi requise, aussi bien dans les discours médiatiques que dans les discours citoyens – à l'exception d'un seul internaute – et la définition du harcèlement vient alors s'aligner avec les définitions lexicographiques.

4.4.2.4 Le caractère hostile

Le caractère hostile est particulier puisque, du moins dans les discours juridiques, il n'est pas nécessaire afin qu'une conduite soit considérée comme du harcèlement sexuel. Dans l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail*, le harcèlement est défini comme « une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont **hostiles ou non désirés** ». En d'autres termes, le caractère non désiré peut donc être suffisant pour qu'une conduite soit qualifiée de harcèlement sexuel, même si elle n'est pas hostile. Si, en théorie, ce devrait être tout aussi vrai pour le caractère non désiré, il est difficile d'imaginer qu'une conduite hostile puisse être désirée

par la personne qui la subit, dans la mesure où l'hostilité est elle-même indésirable. Bien que le caractère hostile soit présent dans la loi, il l'est beaucoup moins dans les politiques institutionnelles où on le trouve seulement à sept reprises.

Dans les discours médiatiques, le caractère hostile est difficilement quantifiable dans la mesure où l'adjectif *hostile* lui-même n'est pas utilisé, bien que le caractère soit omniprésent puisqu'il transparait notamment de l'utilisation de termes connotés négativement. Cette omniprésence, qui est d'ailleurs également observable dans les discours citoyens, s'explique entre autres par le fait qu'il est une des raisons pour lesquelles le harcèlement sexuel est répréhensible. Le caractère hostile émerge des métaphores liées à la chasse ainsi que dans les exemples, aussi bien dans les discours médiatiques que citoyens. Dans ces derniers, l'adjectif *hostile* est utilisé dans quatre commentaires. Aussi, le respect – et donc l'absence d'hostilité – est nommé à l'occasion comme constituant la différence entre la drague et le harcèlement sexuel. En somme, le caractère hostile, qui est en alternative au caractère non désiré dans les discours juridiques, devient un trait définitoire à part entière dans les discours courants. Cette modification vient restreindre le sens du harcèlement sexuel dans la mesure où une conduite non désirée sans pour autant être hostile ne serait plus considérée comme harcelante⁶⁶.

4.4.2.5 Le caractère répréhensible

Le caractère répréhensible n'est pas explicitement exprimé dans les discours juridiques. En fait, le contraire aurait été surprenant dans la mesure où le simple fait que le

⁶⁶ Pour rappel, les raisons derrière la formulation « hostiles **et** non désirés » plutôt que « hostiles **ou** non désirés » pour le libellé de l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail* sont abordées à la section 4.1.1.

législateur, les juges ou les rédacteurs de politiques institutionnelles sanctionnent le harcèlement sexuel signifie que ce dernier est répréhensible.

Par ailleurs, il s'agit du caractère le plus fréquent dans les discours médiatiques, ce qui est cohérent avec l'omniprésence du caractère hostile dans la mesure où ces deux caractères sont interreliés. Le caractère répréhensible émerge également des nombreux termes connotatifs utilisés afin de parler du harcèlement sexuel dans ces discours. Mettre l'accent sur l'inacceptabilité des conduites dénoncées dans les discours médiatiques a contribué à alimenter les discours polémiques. Ces derniers ayant un fort potentiel de circulation sur Internet (Amossy et Burger, 2011), ils ont possiblement nourri à leur tour les discours citoyens. D'ailleurs, le caractère répréhensible y est bien présent. Il y est discuté sous de plus nombreux angles que dans les discours médiatiques. Ainsi, des internautes se prononcent tant sur la condamnable du harcèlement sexuel que sur son immoralité, une internaute précisant d'ailleurs que le fait qu'un acte ne soit pas criminel ne le rend pas acceptable pour autant (C-19-25, cité à la page 95).

Bref, le caractère répréhensible, tacite dans les discours juridiques, est au premier plan dans les discours médiatiques. Ces derniers alimentant les discours citoyens, il s'y trouve également abondamment et fait l'objet de discussion d'ordre juridique et moral.

4.4.2.6 Le caractère hiérarchique

Bien que le caractère hiérarchique ne soit pas nommé dans l'article 81.18 de la *Loi sur les normes du travail*, il l'est dans l'arrêt Janzen ainsi que dans certaines politiques institutionnelles où il figure surtout sous la formule *abus de pouvoir* dans des listes

d'exemples de harcèlement sexuel. Sa présence dans les discours juridiques est néanmoins anecdotique.

À l'inverse, le caractère hiérarchique est central dans les discours courants : il s'agit du deuxième caractère en ce qui concerne la fréquence dans les discours médiatiques et du premier dans les discours citoyens. L'accent mis sur la position d'autorité de la personne harceuse ne s'explique qu'en partie par le statut des personnes dénoncées publiquement dans la mesure où des exemples hypothétiques d'abus de pouvoir sont fournis tant dans les discours médiatiques que citoyens.

Les discours citoyens se distinguent toutefois des deux autres catégories de discours par la fréquence hors du commun de ce caractère, présent dans 291 commentaires, alors que le second caractère en importance (le caractère répréhensible) n'émerge que de 89 commentaires. La position d'autorité de la personne harceuse est vue par certains comme un facteur aggravant du harcèlement sexuel. En somme, bien que le caractère hiérarchique soit peu mobilisé dans les discours juridiques, il est au premier plan dans les discours courants et encore plus particulièrement dans les discours citoyens.

4.4.2.7 Le caractère genré

Les discours juridiques sont silencieux quant au genre des personnes harceuses et harcelées. Le caractère genré émerge toutefois lorsque le harcèlement sexuel passe des discours juridiques aux discours courants à un point où il est difficilement quantifiable. Parmi les articles médiatiques où ce caractère est présent, bon nombre contiennent des généralisations selon lesquelles les victimes sont toutes des femmes et les harceleurs, tous des hommes. Les articles entourant l'affaire Salvail défont en partie ces généralisations en

mettant de l'avant que des hommes peuvent également être victimes de harcèlement sexuel. Toutefois, les articles analysés n'abordent pas le fait qu'une femme puisse aussi être harceleuse.

Dans les discours citoyens, les internautes émettent des opinions variées sur le genre des personnes harceleuses et harcelées. Si on trouve les mêmes généralisations que dans les discours médiatiques, certaines sont critiquées par d'autres internautes qui soit indiquent que le harcèlement n'est pas une question de genre, soit insistent pour que l'on reconnaisse que les femmes peuvent également harceler. C'est sans compter les débats entourant les victimes de Salvail où, d'une part, certains estiment qu'il ne s'agit pas de harcèlement sexuel puisque des hommes peuvent se défendre, et d'autre part, certains estiment que les actes reprochés relèvent du harcèlement sexuel, peu importe le genre de la personne qui les subit ou son orientation sexuelle.

Ainsi, le caractère genré s'ajoute au harcèlement sexuel lorsque celui-ci passe des discours juridiques aux discours courants. Il fait l'objet de généralisations sur le genre des victimes et de leur harceleur qui, d'une part, contribuent à banaliser les cas qui ne répondent pas à ce modèle et, d'autre part, suscitent de vives réactions sur l'oubli de ces mêmes cas.

4.4.3 D'un discours à l'autre

Jusqu'à présent dans cette section, nous nous sommes concentrée sur la variation des termes utilisés dans les différents discours et aux glissements qui s'opèrent dans les traits définitoires lors du passage d'un discours à l'autre. De cette vision micro, passons maintenant à une vision macro où nous observerons chacun de ces passages.

Notre point de départ se situe dans les définitions contenues dans les discours juridiques. Sans surprise, une certaine homogénéité règne dans ces définitions, bien que celles de quelques politiques institutionnelles s'en écartent légèrement. Afin de rendre notre point de départ plus concret, reprenons la définition prototypique⁶⁷ fournie à la fin de la section 4.1 selon laquelle le harcèlement sexuel est

un abus de pouvoir, une pratique ou une conduite vexatoire à caractère sexuel se manifestant soit par des comportements, des attitudes, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, et qui portent atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique. Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement sexuel si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour la victime. Au Québec, cette définition s'applique aux salariés, aux locataires ou aux personnes harcelées à cause d'un motif discriminatoire prévu par la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Cette définition se caractérise par la précision des termes employés ainsi que par le fait que la plupart d'entre eux sont dénotatifs. Les traits définitoires associés aux caractères vexatoire, continu – ses deux pendants – sont clairs. Pour ce qui est des autres traits, les caractères non désiré et hostile peuvent se substituer l'un à l'autre. Le caractère hiérarchique émerge de l'utilisation occasionnelle du terme *abus de pouvoir*, qui reste somme toute anecdotique. Le caractère répréhensible n'est pour sa part pas mentionné, mais il demeure intrinsèque au harcèlement sexuel puisqu'il s'agit d'un acte condamnable par la loi. Le champ d'application de la définition est limité aux salariés, aux locataires, ainsi qu'aux personnes qui estiment être victimes de discrimination pour un motif d'ordre sexuel (sexe ou orientation sexuelle) prévu par la *Charte*.

Lors du passage des discours juridiques aux discours médiatiques, le concept de harcèlement sexuel connaît certains glissements sémantiques. Avant de les aborder,

⁶⁷ Pour rappel, les définitions prototypiques reprennent les traits les plus saillants qui émergent des discours analysés. Ainsi, certains des éléments abordés plus haut, s'ils sont marginaux, n'ont pas été inclus.

rappelons la définition prototypique du harcèlement sexuel pour les discours médiatiques, fournie à la fin de la section 4.2 :

Tout comportement, problème, geste, acte, incident, fléau, événement, conduite, injustice, situation ou problématique à caractère sexuel qui est répréhensible, hostile et répété. Le harcèlement sexuel est généralement non désiré par la victime. Cette dernière, la plupart du temps, est une femme et les gestes sont posés par un homme, bien qu'il puisse arriver qu'un homme en harcèle un autre. Le harceleur est souvent en position d'autorité.

Dès le début de la définition, on remarque la panoplie de termes utilisés. Bon nombre sont connotés négativement, faisant ainsi émerger les caractères hostile et répréhensible du harcèlement sexuel. La possibilité de substituer le caractère non désiré au caractère hostile n'est plus envisagée et tous deux sont nécessaires à la qualification de la conduite. En ce qui a trait au caractère continu, seul le pendant répétitif est abordé, excluant ainsi les actes isolés graves. Deux traits définitoires apparaissent, soit les caractères hiérarchique et genre. Ceux-ci ne sont toutefois pas fermes. Ainsi, bien que les harceleurs soient souvent en position d'autorité, le harcèlement peut également survenir entre collègues de même niveau hiérarchique. Le caractère vexatoire est moins mobilisé. Aussi, même si les victimes sont majoritairement des femmes, certains hommes sont également harcelés. Toutefois, seuls les hommes harcèlent. Contrairement aux discours juridiques, le harcèlement sexuel n'est pas circonscrit à un champ d'application précis dans les discours médiatiques.

Bien que les discours citoyens soient aussi des discours courants, le harcèlement sexuel n'y est pas défini exactement de la même façon que dans les discours médiatiques. Prenons la définition prototypique présentée à la fin de la section 4.3 comme référence afin d'aborder les glissements sémantiques qui ont opéré :

Tout comportement, geste, acte, agissement, attitude, conduite, parole, commentaire, abus ou pratique à caractère sexuel qui est répréhensible et répété. Le harcèlement sexuel est non désiré la plupart du temps. Généralement, le harceleur est un homme et la victime est une femme, mais il est possible qu'un homme en harcèle un autre et qu'une femme soit également harceleuse. La plupart des personnes harceleuses sont en position d'autorité.

Les termes utilisés pour définir le harcèlement sexuel se rapprochent étonnamment de ceux que l'on trouvait dans les discours juridiques. Ils sont pour la plupart dénotatifs et ceux qui sont connotés sont axiologiquement négatifs. Les traits définitoires sont les mêmes que dans les discours médiatiques. Cependant, un accent marqué est mis sur les caractères hiérarchique et répréhensible. En ce qui a trait au caractère genré, le fait que des femmes puissent également être harcelantes s'ajoute aux éléments présents dans les discours médiatiques.

Chapitre 5

Conclusion

Ce mémoire avait pour objectif de circonscrire les différentes définitions du harcèlement sexuel qui sont en usage dans les discours spécialisés que sont les discours juridiques, ainsi que dans les discours courants que sont les discours médiatiques et citoyens. À partir d'une approche lexicosémantique et pragmatique de l'analyse du discours, nous avons pu faire émerger différents traits définitoires du harcèlement sexuel présents dans les trois corpus à l'étude. La comparaison des définitions issues de ces derniers nous a permis de vérifier si un glissement sémantique s'opère lorsque le concept passe d'un discours à un autre.

La conclusion de notre mémoire se fera en quatre temps. D'abord, nous reviendrons sur les différentes étapes qui ont mené à la réalisation de ce mémoire. Nous discuterons ensuite brièvement sur les résultats que nous avons obtenus, ceux-ci venant tout juste d'être abordés à la section 4.4. Puis, nous présenterons les limites de notre travail. Enfin, nous reviendrons sur la pertinence sociale de notre mémoire, ainsi que sur des pistes de recherches qui auraient pu être empruntées et qui pourront l'être dans le futur.

Dans le cadre de notre mémoire, nous avons d'abord contextualisé mouvement *#MeToo* puisque c'est dans la foulée de ce mouvement que les discours médiatiques et citoyens que nous avons analysés ont été produits. Afin de dresser l'état de la question, nous avons recensé les études sur le harcèlement sexuel dans différents champs comme le droit, la psychologie et la linguistique. Nous avons par la suite établi le cadre théorique de

notre recherche en mobilisant des concepts linguistiques relatifs à la définition et au glissement sémantique. Nous avons enchaîné avec la présentation de nos trois corpus d'analyse : le premier constitué de discours juridiques tirés de lois, de jurisprudence et de politiques institutionnelles ; le second, composé de discours médiatiques, reposant sur des textes journalistiques publiés dans la presse québécoise ; et le dernier, le corpus de discours citoyens, constitué de commentaires Facebook publiés en réponse à des publications des journaux québécois sélectionnés dans le corpus précédent.

Nous avons par la suite analysé ces corpus afin d'en faire émerger les différentes définitions du harcèlement sexuel. Pour chaque corpus, nous nous sommes d'abord attardée aux particularités liées au type de documents analysés. Nous nous sommes par la suite penchée sur le recours au métalangage ainsi que sur les procédés stylistiques et argumentatifs afin de relever les traits définitoires qu'ils permettaient de déceler. Nous avons porté notre attention sur les noyaux des syntagmes nominaux utilisés pour parler du harcèlement sexuel, avant de nous attarder sur les différentes caractéristiques associées aux conduites, lesquelles nous ont permis d'identifier les traits définitoires.

Après avoir analysé chaque corpus, nous nous sommes intéressée au glissement sémantique et au changement de sens. Nous nous sommes à nouveau penchée sur les traits définitoires repérés dans les discours juridiques, médiatiques et citoyens, en comparant leur fréquence et la manière dont ils étaient abordés dans chaque corpus. Enfin, nous avons observé le glissement sémantique et le changement de sens du harcèlement qui s'opèrent lors du passage d'un discours à l'autre, notamment par l'accentuation d'un trait, son ajout ou encore par les nuances qui y sont apportées.

De notre analyse, nous retenons certains points saillants pour les trois discours analysés. Les définitions du harcèlement sexuel présentes dans les discours juridiques comportent majoritairement des termes dénotatifs. Les caractères rencontrés sont les caractères vexatoire, continu (répétition et continuité des effets), hostile et non désiré. Il est à noter qu'un seul des deux derniers traits est nécessaire afin qu'un acte soit qualifié de harcèlement sexuel.

Les définitions qui se trouvent dans les discours médiatiques sont plus polarisées et présentent une plus grande variation dans les traits. Plus de termes connotés négativement sont employés (*fléau, problème, abus, incident*, etc.), ce qui témoigne des caractères hostile et répréhensible du harcèlement sexuel. Les traits définitoires présents dans les discours juridiques sont aussi mobilisés, mais avec certaines adaptations et dans des proportions différentes. Ainsi, seul le pendant répétitif du harcèlement sexuel est mobilisé. Le caractère répréhensible est le plus fréquent, ce qui n'est peut-être pas étranger au fait que créer l'indignation chez le lecteur favorise son engagement (Neveu, 2015). Deux traits s'ajoutent à ceux déjà présents dans les discours juridiques : le caractère genré et le caractère hiérarchique. Lorsqu'il est question du harcèlement sexuel de façon générale, les femmes sont présentées comme les victimes et les hommes, comme leurs harceleurs. Ces généralisations contribuent à délégitimer les victimes hommes ou les victimes dont les agresseurs sont des femmes. Ces généralisations sont toutefois nuancées lorsqu'il est question de l'affaire Salvail, puisque ce sont principalement des hommes qui ont été victimes de ses comportements répréhensibles. Le caractère hiérarchique vient quant à lui cantonner le harcèlement sexuel à l'abus de pouvoir.

Les discours citoyens comportent les mêmes traits que les discours médiatiques. À notre surprise, ils comportent moins de termes connotés. Or, ces discours sont plus animés et comportent un grand nombre de débats sur ce qui devrait être considéré comme du harcèlement sexuel et sur ce qui ne devrait pas l'être. Par le fait même, les gestes dénoncés sont souvent banalisés par une portion des internautes. Le trait définitoire le plus souvent mobilisé – et de loin – est le caractère hiérarchique, au point où l'image du harceleur abuseur de pouvoir est assez prototypique. Tout comme pour le caractère hiérarchique, le caractère genré alimente la charge polémique des discours. Si des généralisations sont aussi faites sous le modèle hétéronormatif où la femme est victime et l'homme, harceleur, plusieurs internautes insistent pour qu'il soit reconnu que des hommes peuvent aussi être victimes et qu'il existe des femmes harceleuses. Par ailleurs, les victimes hommes sont délégitimées à l'occasion puisque certains internautes ne comprennent pas qu'un homme n'ait pas pu tenir tête à son harceleur. Le caractère continu émerge quasi toujours – à une exception près – à travers son pendant répétitif, faisant même l'objet de débats entre internautes.

Tout mémoire comporte des limites, celui-ci ne fait pas exception. L'un des premiers défis que nous avons rencontrés est directement lié à l'ampleur de nos corpus. Ainsi, il était difficile de ne pas se perdre dans la mer de jurisprudences portant sur le harcèlement sexuel, dans les centaines d'articles publiés sur le sujet et dans les milliers de commentaires Facebook. Notre corpus a donc subi plusieurs retranchements au fil des mois pour que nous obtenions un corpus de taille raisonnable. Malgré ces coupures, les discours étaient abondants et l'analyse détaillée s'est avérée un défi de taille.

Les prochaines limites concernent les discours citoyens. D'abord, bien que Facebook offre une fenêtre sur l'opinion des citoyens, il serait naïf de croire que notre corpus est le reflet exact de l'opinion de tous les Québécois. Or, ce corpus offrait l'avantage d'avoir du discours déjà existant, contemporain au mouvement *#MeToo*. De plus, comme nous l'avons évoqué précédemment, nous nous en sommes tenue au contenu linguistique des commentaires Facebook. Or, une analyse plus complète incluant le contenu extralinguistique aurait enrichi nos résultats. Il était par ailleurs difficile de cerner le contenu de certains commentaires Facebook, dont l'analyse du contenu linguistique se voit compliquée par le recours à des références entre personnes qui se connaissent et par le recours à l'ironie.

Nous n'avons pas non plus accordé une attention particulière au genre des auteurs dans les discours médiatiques et citoyens. Bien que cette variable n'apporte pas de nouveaux traits définitoires, elle aurait pu offrir un éclairage intéressant à notre analyse, d'autant plus que le caractère genré est omniprésent dans ces discours et qu'il fait l'objet de nombreux débats et discussions.

Malgré ces limites, ce mémoire a contribué à la réflexion sur les glissements sémantiques qui s'opèrent lors de la déspecialisation des termes. Il nous a également permis de constater l'intérêt de recourir à l'analyse de discours afin de bien cerner les perceptions que les gens ont d'un concept – dans le cas qui nous occupe, du harcèlement sexuel. C'est par le discours que les gens expriment leurs opinions et par le fait même les représentations qu'ils se font des différents objets, êtres et concepts qui les entourent (Deshaies et Vincent, 2004 ; Trognon et Larrue, 1988). C'est en faisant émerger les traits définitoires des discours

médiatiques et citoyens que nous avons pu tracer le pourtour des définitions du harcèlement sexuel qui circulent dans la société québécoise. La comparaison de ces définitions avec les définitions juridiques nous a permis de constater un certain glissement sémantique de cette expression. Si le harcèlement sexuel est perçu comme un « problème systémique » (pour reprendre les termes de Justin Trudeau) contre lequel il faut lutter, il nous apparaît primordial de connaître les différentes définitions qui circulent dans l'espace public. Parmi ces dernières, certaines reflètent les représentations sociales qui consolident le statu quo en matière de violences à caractère sexuel. C'est en déconstruisant certaines de ces représentations où des comportements qualifiables de harcèlement sexuel sont banalisés et normalisés qu'il sera possible de réduire l'ampleur de ce phénomène.

Dans notre analyse, deux des trois corpus étaient constitués de discours issus de la réception du mouvement *#MeToo*. Il aurait donc été intéressant de nous pencher également sur la réception des témoignages de victimes ou, plus généralement, sur celle du mouvement. Sans nous y être penchée directement, nous avons remarqué la place importante qu'occupe la banalisation du harcèlement sexuel dans les discours citoyens. Il serait intéressant de se pencher sur les discours de disqualification produits à l'égard des victimes qui dénoncent dans l'espace public, puisque ceux-ci contribuent au maintien de la culture du viol et à la revictimisation de ces dernières. Vu l'intérêt que nous portons à ces discours, ils feront l'objet de nos recherches futures.

Références

- Agathis, N. T., Payne, C. et Raphael, J. L. (2018). A “#MeToo Movement” for Children: Increasing Awareness of Sexual Violence Against Children. *Pediatrics*, 142(2). <https://doi.org/10.1016/j.ijnss.2016.12.007>
- Airey, J. L. (2018). #MeToo. *Tulsa Studies in Women's Literature*, 37(1), 7-13. <https://doi.org/https://doi.org/10.1353/tsw.2018.0000>
- American Psychological Association. (1993). *In the Supreme Court of the United States: Teresa Harris v. Forklift Systems, Inc.: Brief for amicus curiae American Psychological Association in support of neither party*. Washington, D.C. : American Psychology Association.
- Amossy, R. (2014). *Apologie de la polémique*. Paris : Presses universitaires de France.
- Amossy, R. et Burger, M. (2011). Introduction : la polémique médiatisée. *Semen*, 31, 7-24.
- Amossy, R. et Koren, R. (2008). Introduction. *Argumentation et analyse du discours*, 1. Repéré à <https://journals.openedition.org/aad/184>
- Authier-Revuz, J. (2013 [1995]). *Ces mots qui ne vont pas de soi. Boucles réflexives et non-coïncidences du dire* (2^e éd.). Paris : Larousse.
- Bakhtine, M. (1977). *Le Marxisme et la philosophie du langage*. Paris : Les Éditions de Minuit.
- Bélanger, C. (2017, 17 octobre). Les scandales sexuels : de Chaplin à Weinstein. *Le Journal de Montréal*. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc.biblioproxy.uqtr.ca/>
- Benedict, H. (1992). *Virgin or vamp: how the press covers sex crimes*. London : Oxford University Press.
- Bernard Barbeau, G. (2012). Le bashing : forme intensifiée de dénigrement d'un groupe. *Signes, Discours et Sociétés*, (8. La force des mots : valeurs et violence dans les interactions verbales). Repéré à <http://www.revue-signes.info/document.php?id=2478>
- Bernard Barbeau, G. (2014). *Le dossier « Maclean's » et le « Québec bashing »*. *Analyse sociodiscursive d'une affaire médiatique controversée* (Thèse de doctorat inédite). Université Laval, Québec. Repéré à <http://theses.ulaval.ca/archimede/fichiers/30477/30477.pdf>
- Bernard, S., Gladly, M. et Mathieu, C. (2010). Du « harcèlement » à la « souffrance au travail » : la recatégorisation des risques psychosociaux dans une situation de négociation syndicale. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 10(2), 151-166. <https://doi.org/10.3917/nrp.010.0151>
- Bourgault, J. (2006). *Le harcèlement psychologique au travail. Les nouvelles dispositions de la Loi sur les normes et leur intégration dans le régime préexistant*. Montréal : Wilson & Lafleur.

- Bourgault-Côté, G., Bélair-Cirino, M. et Sioui, M.-M. (2017, 10 février). Des regrets, faute d'excuses de la part de Gerry Sklavounos. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/491263/sklavounos>
- Brin, C., Charron, J. et de Bonville, J. (2004). Introduction. Dans C. Brin, J. Charron et J. de Bonville (Éds.), *Nature et transformation du journalisme. Théorie et recherches empiriques* (p. 1-31). Québec : Presses de l'Université Laval.
- Calabrese, L. (2013). La nomination des événements dans le discours d'information : entre déférence et activité collective. Dans *Dire l'événement : langage mémoire société* (p. 233-243). Paris : Presses Sorbonne Nouvelle.
- Calabrese, L. (2015). Reformulation et non-reformulation du mot islamophobie. Une analyse des dynamiques de la nomination dans les commentaires des lecteurs. *Langue française*, 188(4), 91-104. <https://doi.org/10.3917/lf.188.0091>
- Calabrese, L. (2018). Faut-il dire migrant ou réfugié? Débat lexico-sémantique autour d'un problème public. *Langages*, 210(2), 105. <https://doi.org/10.3917/lang.210.0105>
- Calabrese Steimberg, L. (2012). L'acte de nommer : Nouvelles perspectives pour le discours médiatique. *Langage et société*, 2(140), 29-40.
- Centre d'études sur les médias. (2019). Presse quotidienne. Repéré à https://www.cem.ulaval.ca/publics/portraits_sectoriels/presse-quotidienne/
- Chahraoui, K. (2015). Harcèlement sexuel et traumatisme psychique : aspects cliniques et psychopathologiques. *Champ psy*, 68(2), 141. <https://doi.org/10.3917/cpsy.068.0141>
- Cliche, B., Veilleux, P., Bouchard, F., Houpert, C., Latulippe, É., Cormier, I. et Raymond, M.-P. (2005). *Le harcèlement psychologique & les lésions psychologiques*. Cowansville : Les Éditions Yvon Blais.
- Commission de l'économie et du travail. (2002). Étude détaillée du projet de loi n° 143 – Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives (11 décembre 2002). Québec. Repéré à <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/cet-36-2/journal-debats/CET-021211.html>
- Commission de l'économie et du travail. (2018a). Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail (16 mai 2018). Québec. Repéré à <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/cet-41-1/journal-debats/CET-180516.html>
- Commission de l'économie et du travail. (2018b). Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail (17 mai 2018). Québec. Repéré à <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/cet-41-1/journal-debats/CET-180517.html>
- Cusin-Berche, F. (2002). Définition. Dans P. Charaudeau et D. Maingueneau (Éds.), *Dictionnaire d'analyse du discours* (p. 156-158). Paris : Éditions du Seuil.
- Deschamps, M. (2015). *Examen externe sur l'inconduite sexuelle et le harcèlement sexuel*

- dans les Forces armées canadiennes. Ottawa. Repéré à : https://www.canada.ca/content/dam/dnd-mdn/migration/assets/FORCES_Internet/docs/fr/communaute-fac-services-soutien-harcelement/era-final-report-april-20-2015-fr-v3.pdf
- Deshaies, D. et Vincent, D. (2004). Présentation. Dans D. Deshaies et D. Vincent (Éds.), *Discours et constructions identitaires* (p. ix-xv). Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Dillon, H. M., Adair, L. E. et Brase, G. L. (2015). A threatening exchange: Gender and life history strategy predict perceptions and reasoning about sexual harassment. *Personality and Individual Differences*, 72, 195-199. <https://doi.org/10.1016/j.paid.2014.09.002>
- Doury, M. et Mansier, P. (2015). The psychiatrization of the opponent in polemical context. Dans F. van Eemeren et B. Garssen (Éds.), *Scrutinizing Argumentation in Practice* (p. 217-232). Amsterdam : John Benjamins. <https://doi.org/10.1075/aic.9.12dou>
- Doury, M. et Micheli, R. (2016). Enjeux argumentatifs de la définition : l'exemple des débats sur l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. *Langages*, (204), 121-138. <https://doi.org/10.3917/lang.204.0121>
- Drapeau, M. (1991). *Le harcèlement sexuel au travail : le régime juridique de protection*. Cowansville : Les Éditions Yvon Blais.
- Dubois, J., Giacomo, M., Guespin, L., Marcellesi, C., Marcellesi, J.-B. et Mével, J.-P. (1994). *Dictionnaire de linguistique*. Paris : Larousse.
- Ducrot, O. (1969). Présupposés et sous-entendus. *Langue française*, 4, 30-43. <https://doi.org/https://doi.org/10.3406/lfr.1969.5456>
- Dumont, M.-È. (2017, 5 novembre). Harcèlement prévention : Une campagne pour attirer les femmes. *Le Journal de Montréal*. Repéré à <http://www.biblio.eureka.ca/biblioproxy.uqtr.ca/>.
- Durocher, V. (à paraître). « Très déçu mais que veux tu, c'est un homme » : analyse des stéréotypes dans les commentaires Facebook en écho du mouvement #MoiAussi. *ScriptUM*.
- Ehrlich, S. (2001). *Representing Rape: Language and sexual consent*. London : Taylor & Francis Group.
- Felsenthal, E. (2017, 6 décembre). The Choice. *Time*. Repéré à <http://time.com/time-person-of-the-year-2017-silence-breakers-choice/>
- Fisher, G.-N. (2003). *Psychologie des violences sociales*. Paris : Dunod.
- Fofana, B. (2018, 12 janvier). Qui est Tarana Burke, la femme à l'origine de « #MeToo » ? *Liberation.fr*. Repéré à http://www.liberation.fr/planete/2018/01/12/qui-est-tarana-burke-la-femme-a-l-origine-de-metoo_1621704
- Frazier, P. A., Cochran, C. C. et Olson, A. M. (1995). Social Science Research on Lay Definitions of Sexual Harassment. *Journal of Social Issues*, 51(1), 21-37. <https://doi.org/10.1111/j.1540-4560.1995.tb01306.x>

- Girard, J. (2020, 8 juillet). Une nouvelle vague de dénonciations déferle sur le Québec. *Ici Radio Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1718318/safia-nolin-maripier-morin-denonciation-harcèlement-sexuel-instagram>
- Grice, P. (1975). Logic and conversation. Dans P. Cole et J. Morgan (Éds.), *Syntax and semantics* (Vol. 3, p. 41-58). New York : Academic Press.
- Hango, D. et Moyser, M. (2018). Harcèlement en milieu de travail au Canada. Ottawa. Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75-006-x/2018001/article/54982-fra.pdf?st=WEN4wyTx>
- Hardaker, C. (2017). Flaming and trolling. Dans W. Bublitz et C. Hoffmann (Éds.), *Pragmatics of Social Media* (p. 493-522). Berlin/Boston : De Gruyter Mouton. <https://doi.org/10.1515/9783110431070-018>
- Hirigoyen, M.-F. (2003). *Le Harcèlement moral. La violence perverse au quotidien*. Paris : La Découverte.
- Holroyd-Leduc, J. M. et Straus, S. E. (2018). #MeToo and the medical profession. *The Canadian Medical Association Journal*, 190(33), E972-E973. <https://doi.org/10.1503/cmaj.181037>
- Huard, M. (2018, 27 janvier). Ottawa : les élues veulent s'attaquer au harcèlement sexuel. *Le Journal de Montréal*.
- Husson, A. (2020). Activité définitoire folk et argumentation en contexte polémique. *Corela*, (HS-21), 1-17.
- Julia, C. (2001). *Fixer le sens? La sémantique spontanée des gloses de spécification du sens*. Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle.
- Kantor, J. et Twohey, M. (2017, 5 octobre). Harvey Weinstein Paid Off Sexual Harassment Accusers for Decades. *The New York Times*. Repéré à <https://www.nytimes.com/2017/10/05/us/harvey-weinstein-harassment-allegations.html>
- Kerbrat-Orecchioni, C. (2002). Connotation. Dans P. Charaudeau et D. Maingueneau (Éds.), *Dictionnaire d'analyse du discours* (p. 130-132). Paris : Éditions du Seuil.
- Kerbrat-Orecchioni, C. (2009). *L'énonciation : de la subjectivité dans le langage*. Paris : Armand Colin.
- Krieg-Planque, A. (2009). *La notion de « formule » en analyse du discours : cadre théorique et méthodologique*. Besançon : Presses universitaires de Franche-Comté.
- Lalonde, C. (2017, 21 octobre). #MoiAussi. Les dénonciations se multiplient, mais sont-elles la solution? *Le Devoir*. Repéré à <http://www.biblio.eureka.cc.biblioproxy.uqtr.ca/>
- Larousse.fr*. (n.d.). Paris : Larousse. Repéré à <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais-monolingue/>
- Le Grand Robert de la langue française*. (2017). Paris : Dictionnaire Le Robert. Repéré à <https://grandrobert.lerobert.com/robert.asp>
- Le Magueresse, C. (2014). La reconnaissance législative et jurisprudentielle du

- harcèlement sexuel, une victoire féministe? (1992-2012). *Cahiers du Genre*, 57(2), 115. <https://doi.org/10.3917/cdge.057.0115>
- Lerat, P. (1990). L'hyperonymie dans la structuration des terminologies, (98), 79-86. <https://doi.org/10.3406/lgge.1990.1583>
- Levine, J. (2018). Beyond #MeToo. *New Labor Forum*, 27(3), 20-25. <https://doi.org/10.1177/1095796018791169>
- Lippel, K. (2005). Le harcèlement psychologique au travail : portrait des recours juridiques au Québec et des décisions rendues par la Commission des lésions professionnelles. *Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé*, 7(3).
- Lippel, K. et Demers, D. (2000). Le harcèlement sexuel au travail : la rencontre du droit de la santé au travail et des droits de la personne. *Canadian Journal of Women & the Law*, 12, 32-65.
- Lyons, J. (1977). *Semantics* (Vol. 2). Cambridge : Cambridge University Press.
- MacKinnon, C. A. (1979). *Sexual harassment of working women: A case of sex discrimination*. New Haven/London : Yale University Press.
- Maingueneau, D. (2005). L'analyse du discours et ses frontières. *Marges linguistiques*, 9, 64-75.
- Mansbridge, J. et Flaster, K. (2005). Male chauvinist, feminist, sexist and sexual harassment: different trajectories in feminist linguistic innovation. *American Speech*, 80(3), 256-279. <https://doi.org/10.1215/00031283-80-3-256>
- Martin, R. (1990). La définition « naturelle ». Dans J. Chaurand et F. Mazière (Éds.), *La définition* (p. 86-95). Paris : Larousse.
- Milano, A. (2017, 15 octobre). If you've been sexually harassed or assaulted write 'me too' as a reply to this tweet. *Twitter*. Repéré à https://twitter.com/Alyssa_Milano/status/919659438700670976
- Moirand, S. (2007). *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*. Paris : Presses universitaires de France.
- Neveu, E. (2015). *Sociologie politique des problèmes publics*. Paris : Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.neve.2015.01>
- Newman, S. (2017, 11 mai). What kind of person makes false rape accusations? *Quartz*. Repéré à <https://qz.com/980766/the-truth-about-false-rape-accusations/>
- Niklas-Salminen, A. (2010). La définition dans le cadre de la glose spontanée. *Publiforum*, 11. Repéré à http://publiforum.farum.it/ezone_articles.php?art_id=125
- Perelman, C. et Olbrechts-Tyteca, L. (1988 [1958]). *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique* (5e éd.). Bruxelles : Éditions de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles.
- Plantin, C. (1990). *Essais sur l'argumentation*. Paris : Kimé.
- Plantin, C. (2005). *L'argumentation*. Paris : Presses universitaires de France.

- Plantin, C. (2009). Un lieu pour les figures dans la théorie de l'argumentation. *Rhétorique et argumentation*, (2), 1-17.
- Plantin, C. (2016). Définition. Dans *Dictionnaire de l'argumentation* (p. 185-198). Lyon : ENS Éditions.
- Polguère, A. (2003). *Lexicologie et sémantique lexicale. Notions fondamentales*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Pottier, B. (1974). *Linguistique générale. Théorie et description*. Paris : Klincksieck.
- Randall, M. (2010). Sexual Assault Law, Credibility, and "Ideal Victims": Consent, Resistance, and Victim Blaming. *Canadian Journal of Women and the Law*, 22(2), 397-433. <https://doi.org/10.3138/cjwl.22.2.397>
- Reboul-Touré, S. (2000). Le transgénique et le citoyen dans la presse écrite : diffusion de termes spécialisés et discours plurilogal. *Cahiers du Cediscor*, 6, 99-111.
- Riegel, M. (1987). Définition directe et indirecte dans le langage ordinaire : les énoncés définitoires copulatifs. *Langue française*, (73), 29-53.
- Riegel, M., Pellat, J.-C. et Rioul, R. (2009). *Grammaire méthodique du français* (7^e éd.). Paris : Presses universitaires de France.
- Rossi, M. (2009). Dictionnaires pour enfants et apprentissage du lexique : les enjeux de la définition. Dans M. Heinz (Éd.), *Le dictionnaire maître de langue. Lexicographie et lexique* (p. 209-228). Berlin : Frank & Timme.
- Rotundo, M., Nguyen, D.-H. et Sackett, P. R. (2001). A meta-analytic review of gender differences in perceptions of sexual harassment. *Journal of Applied Psychology*, 86(5), 914-922. <https://doi.org/10.1037//0021-9010.86.5.914>
- Rouillard, C.-A. (2016). *Les désignations de la maladie mentale dans le discours courant : quand les non-spécialistes de la psychiatrie s'approprient les termes spécialisés* (Mémoire de maîtrise inédit). Université du Québec à Trois-Rivières, Québec.
- Sambre, P. (2007). Être dans tous ses états : Vers une description conceptuelle du verbe être dans la définition en langue naturelle. *CogniTextes*, 1.
- Sampert, S. (2010). Let Me Tell You a Story: English-Canadian Newspapers and Sexual Assault Myths. *Canadian Journal of Women and the Law*, 22(2), 301-328.
- Santerre, C. (2013). Réorganisation d'une infraction désorganisée : le harcèlement criminel. *Revue juridique Thémis*, 47(2), 195-245.
- Schiappa, E. (2000). Analyzing argumentative discourse from a rhetorical perspective: Defining "person" and "human life" in constitutional disputes over abortion. *Argumentation*, 14, 315-332. <https://doi.org/10.1023/A:1007861215009>
- Siblot, P. (2001). De la dénomination à la nomination. *Cahiers de praxématique*, 36, 189-214.
- Steuckardt, A. (2006). Du discours au lexique : la glose. Dans *Séminaire ATILF* (p. 1-19). Nancy, France. <https://doi.org/10.18463/steuckardt.001>

- Traverso, V. et Greco, L. (2016). L'activité de définition dans l'interaction : objets, ressources, formats. *Langages*, (204), 5-26.
- Trésor de la langue française informatisé*. (1994). Nancy : Université de Lorraine. Repéré à <http://atilf.atilf.fr/>
- Trognon, A. et Larrue, J. (1988). Les représentations sociales dans la conversation. *Connexions*, (51), 51-70.
- Turbide, O., Laforest, M. et Vincent, D. (2012). Le repentir public comme mode de gestion de crise. Quelques stratégies d'atténuation de l'offense et de la responsabilité de l'offenseur. *Le discours et la langue*, 4(1), 137-157.
- Turbide, O., Vincent, D. et Kavanagh, É. (2013). Repères méthodologiques pour l'analyse des discours sociaux : Lorsqu'un tweet devient une « affaire ». Dans D. Londei, S. Moirand, S. Reboul-Touré et L. Reggiani (Éds.), *Dire l'événement : langage mémoire société* (p. 23-34). Paris : Presses Sorbonne Nouvelle.
- Turbide, O., Vincent, D. et Laforest, M. (2010). The circulation of discourse: The case of deprecating remarks on trash radio. *Discourse Studies*, 12(6), 785-801. <https://doi.org/10.1177/1461445610381860>
- Usito. (2020) Sherbrooke : Université de Sherbrooke. Repéré à <https://usito.usherbrooke.ca/>
- Vogh, K. et Courbon, B. (2016). « For me, it was very genetic » : usage de termes issus du domaine de la génétique dans le discours en ligne de diabétiques anglophones. Dans *Actes de la cinquième conférence TOTH 2016* (p. 83-103). Chambéry : Université Savoie Mont Blanc.
- Walsh, M. N. et Gates, C. C. (2018). Zero Tolerance for Sexual Harassment in Cardiology. *Journal of the American College of Cardiology*, 71(10), 1176-1177. <https://doi.org/10.1016/j.jacc.2018.01.038>
- Zacharek, S., Dockterman, E. et Sweetland Edwards, H. (2017). Time Person of the year 2017. *Time*. Repéré à <http://time.com/time-person-of-the-year-2017-silence-breakers/>

Lois, décisions et politiques institutionnelles citées

Lois

- Charte des droits et libertés de la personne* (RLRQ c C-12).
- Code civil du Québec* (RLRQ c CCQ-1991).
- Code criminel* (L.R.C. (1985), ch. C-46).
- Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail* (2018, chapitre 21).
- Loi sur les normes du travail* (chapitre N-1.1).

Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur (2017, chapitre 32).

Décisions

Habachi c. Commission des droits de la personne du Québec, 1999 CanLII 13338 (QC CA).

Janzen c. Platy Enterprises Ltd., 1989 CanLII 97 (CSC).

La Commission des droits de la personne du Québec c. Dhawan, 1995 CanLII 11 (QC TDP).

R. c. Rancourt, 2020 CanLII 933 (QCCA).

Politiques institutionnelles

Site officiel de la Ville de Drummondville, consulté en ligne à l'adresse : http://www.drummondville.ca/wp-content/uploads/2018/02/Code_ethique_et_deontologie_membres_conseil_municipal_Drummondville.pdf

Site officiel de la Ville de Montréal, consulté en ligne à l'adresse : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/intra_fr/media/documents/respect_politique_brochure_web.pdf

Site officiel du Syndicat des professeurs et des professeures de l'Université du Québec à Rimouski (SPPUQAR), consulté en ligne à l'adresse : http://sppuqar.uqar.ca/docsppuqar/pdf/organisation/statuts_reglements.pdf

Site officiel d'Espace-Famille Villeray, consulté en ligne à l'adresse : <http://espacefamille.ca/wp-content/uploads/2013/11/Politique-de-pr%C3%A9vention-en-mati%C3%A8re-dabus-sexuels-et-de-harc%C3%A8lement-2013-10-23.pdf>

Site officiel du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, consulté en ligne à l'adresse : https://www.cstjean.qc.ca/sites/default/files/inline-files/politique_-_violence_et_harcèlement_-_version_finale_sur_le_site.pdf

Site officiel de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, consulté en ligne à l'adresse : http://www.cdpedj.qc.ca/Publications/politique_harcèlement_discriminatoire.pdf

Site officiel de la Ville de Baie-Comeau, consulté en ligne à l'adresse : https://www.ville.baie-comeau.qc.ca/fileadmin/Documents/Onglet_ville/Politiques_municipales/Politiques_internes/Politique_relative_au_harcèlement_sexuel_et_sexiste.pdf